



# Assemblée générale

Soixante-quatorzième session

5<sup>e</sup> séance plénière

Mercredi 25 septembre 2019, à 9 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Muhammad-Bande ..... (Nigéria)

*En l'absence du Président, M. Rai (Papouasie-Nouvelle-Guinée), Vice-Président, assume la présidence.*

La séance est ouverte à 9 h 5.

## Allocution de M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de l'Ukraine.

*M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Zelenskyy (parle en ukrainien; interprétation en anglais assurée par la délégation) :** Au nom de l'Ukraine, je félicite M. Tijjani Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. L'Ukraine appuie la mise en œuvre de toutes les priorités ambitieuses qui figurent à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Je serai franc : nous tous qui sommes présents ici avons des divergences en termes d'intérêts, de vues et de valeurs, et des problèmes différents. Toutefois, il y a une chose qui nous unit tous, à savoir que chacun

d'entre nous s'est un jour exprimé pour la toute première fois depuis cette tribune. Je demande à chacun de se rappeler les sentiments qu'il a éprouvés à ce moment-là. Chacun des dirigeants réputés et respectables qui sont ici aujourd'hui a un jour été un nouveau-venu et, j'en suis sûr, un responsable politique honnête. À cette époque, le cocktail de pragmatisme, de scepticisme et de dure réalité géopolitique n'avait pas encore éteint sa détermination, son romantisme et sa foi apparemment inébranlable dans sa capacité à changer le monde pour le meilleur. Je demande à chacun de se rappeler combien il était important alors de sensibiliser aux problèmes et aux difficultés de son pays et de son peuple, et combien il était important alors de faire passer son message et d'être entendu. Tels sont les sentiments que j'éprouve aujourd'hui.

Je vais raconter une histoire, l'histoire d'une personne pour qui le fait d'être entendue donnait un sens à sa vie. Car cet homme avait une voix divine. Il était considéré comme l'un des meilleurs barytons et contreténors du monde. Sa voix emplissait le Carnegie Hall, ici à New York; Notre-Dame et l'Opéra de Paris; et la Royal Opera House à Londres. Chacun d'entre nous qui sommes présents ici aujourd'hui aurait pu avoir la chance d'écouter ce chant incroyable en personne, mais malheureusement c'est à présent impossible. C'est à cause de la balle que je tiens là entre mes mains. Elle fait 12,7 millimètres de long, et elle a mis fin non seulement à sa carrière, mais aussi à sa vie. Soit dit en passant, elle ne coûte que 10 dollars. Malheureusement, c'est le prix d'une vie humaine sur notre planète. Il y a des milliers

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).

19-29194(F)



Document adapté

Merci de recycler



d'histoires comme celle-là et des millions de balles de ce genre. Bienvenue au XXI<sup>e</sup> siècle – un siècle de possibilités, où au lieu d'être entendu, on peut être tué.

L'homme dont je viens de raconter l'histoire s'appelait Vasyl Slipak. Il était ukrainien et soliste à l'Opéra national de Paris, et il a été assassiné dans le Donbass alors qu'il défendait l'Ukraine contre l'agression russe. La guerre du Donbass dure depuis cinq ans. Cinq ans ont passé depuis que la Russie a commencé son occupation de la Crimée ukrainienne. Aujourd'hui, alors qu'il y a des milliers de pages de droit international et des centaines d'organisations internationales chargées de la protéger, notre nation, armes à la main, perd ses citoyens qui défendent sa souveraineté et son intégrité territoriale. Plus de 13 000 personnes ont été tuées, et 30 000, blessées, tandis qu'elles sont 1,5 million à avoir dû quitter leur foyer, de force. Ces nombres sont donnés chaque année ici, à une différence près : ils continuent de croître.

Mettre fin à la guerre, récupérer tous les territoires ukrainiens occupés et rétablir la paix sont mes principaux objectifs, mais pas au prix de la vie de nos citoyens, ni de la liberté ou du droit de l'Ukraine de faire ses propres choix. C'est pourquoi nous avons besoin d'un large appui international.

Je me rends compte que chaque pays représenté ici a ses propres défis à relever et que les problèmes des autres ne devraient pas nous préoccuper plus que les nôtres, mais en même temps il m'apparaît que, dans le monde où nous vivons, les guerres des autres ne peuvent plus nous être étrangères. Aucun d'entre nous ici ne se sentira en sécurité tant que la Russie fera la guerre à l'Ukraine au cœur de l'Europe. L'idée que cela ne concerne pas les autres États ou n'affectera jamais leurs intérêts peut être fatale. Nous ne pouvons pas penser dans une optique mondiale tout en ignorant des choses que certains pourraient considérer comme des broutilles, car cela, dans le passé, a jeté les bases de deux guerres mondiales qui ont fait des millions de morts, par la négligence des uns ou des autres, leur silence, leur inaction ou le fait de ne pas vouloir renoncer à leurs propres ambitions.

Les terribles enseignements du passé commencent à s'effacer de la mémoire humaine, mais l'Ukraine s'en souvient. Elle a toujours montré au monde qu'elle était prête à garantir la paix de façon civilisée, et elle a pris des mesures précises pour assurer la sécurité internationale, comme quand elle a renoncé à son arsenal nucléaire, qui

a l'époque dépassait les capacités atomiques combinées du Royaume-Uni, de la France et de la Chine.

Nous semblons croire en un effort collectif pour bâtir un nouveau monde où les fautes d'un pays seraient reconnues, qu'il possède ou non des armes nucléaires, et où un pays serait respecté pour ses actions et le fait qu'il ne disposerait pas d'ogives nucléaires. Mais en fin de compte, dans ce nouveau monde, mon pays a perdu une partie de son territoire et continue presque chaque jour de perdre des citoyens. Pour cette raison, l'Ukraine a gagné le droit de parler de la nécessité de repenser et de revoir les règles qui demeurent en vigueur alors même qu'elles sont foulées aux pieds. Nous ne remettons certainement pas en question la crédibilité des institutions internationales, en particulier l'ONU, mais nous devons admettre que le système existant n'est pas parfait. Il a commencé à se disloquer et à dysfonctionner; il doit donc être révisé. Soyons sincères. Les nations sont-elles vraiment unies aujourd'hui? Si oui, qu'est-ce qui les unit? Les catastrophes, les désastres et les guerres?

De là où je me trouve, à la plus importante tribune du monde, nous entendons constamment des appels à des changements justes, à des promesses vertueuses, et à des initiatives nouvelles. Il est grand temps que ces appels soient suivis d'effet. Dans le monde moderne, où une vie humaine ne coûte que 10 dollars, ces mots n'ont plus grande valeur. Souvenons-nous qu'à la création de l'ONU en 1945, l'objectif était de maintenir et de renforcer la paix et la sécurité internationales. Mais que devrions-nous faire quand les fondements mêmes de la sécurité internationale sont en danger?

Chaque guerre d'aujourd'hui, que ce soit en Ukraine, en Syrie, en Libye, au Yémen ou ailleurs dans le monde, peu importe le nombre de pertes, est la plus grande menace qui pèse sur la civilisation dans son ensemble. Cela tient au fait qu'en 2019, les êtres humains – *homo sapiens* – préfèrent toujours régler les conflits en assassinant leurs semblables. Au cours de son existence, l'humanité a toujours trouvé des moyens de couvrir les distances, de transmettre les informations et de guérir les maladies. La seule chose qui demeure inchangée, c'est que les différends entre peuples et entre États sont toujours réglés par les missiles, non par les mots. N'imaginons pas que la guerre se déroule quelque part, loin de nous. Les méthodes de guerre, les technologies et les armes ont prouvé que notre planète n'était plus très grande. Le temps que j'aurai passé à

prononcer ce paragraphe de mon discours suffirait pour réduire le monde à l'état de ruines.

Cela signifie que chaque dirigeant a sa propre part de responsabilité, non seulement pour le destin de son propre pays mais aussi pour celui du monde entier. Selon moi, nous devons tous comprendre qu'un dirigeant fort n'est pas celui qui, sans un moment d'hésitation, envoie des milliers de soldats vers une mort certaine. Un dirigeant fort est celui qui se préoccupe de la vie de chaque personne.

Posons-nous la question : quels résultats nos réunions produisent-elles pour l'humanité? Pour certains, l'Assemblée générale n'est qu'une scène politique où ils peuvent jouer la comédie et déclarer de bonnes intentions qui seront plus tard annulées par les actes les plus sombres. Mais ce n'est pas simplement une tribune ou une scène, et les 7,5 milliards d'habitants de la planète ne sont pas simplement des spectateurs, mais des participants. Les principes fondamentaux du script seront définis ici aujourd'hui, et la question de savoir si la vie continuera dépend de chaque personne présente.

J'admets espérer qu'un jour il sera fait référence à la présente déclaration comme aux 15 minutes qui auront changé le monde, mais j'ai bien conscience qu'il est impossible de changer en 15 minutes ce qui a cours depuis des siècles. D'après les théories comportementalistes, la guerre est une part essentielle de l'être humain, sauf que le monde est en train de changer et que l'humanité change avec lui. Le fait que nous ayons jadis développé l'écriture et les mathématiques, inventé la roue, découvert la pénicilline et exploré l'espace extra-atmosphérique signifie que l'humanité a encore une chance. En tenant compte des dangers et des défis auxquels la civilisation se heurte, nous devons créer de nouvelles valeurs et lutter pour un nouvel état d'esprit, exempt d'agression, de colère et de haine.

Ce même jour, le 25 septembre, en 1970, Erich Maria Remarque est décédé, et son roman *À l'Ouest, rien de nouveau* a été publié pour la première fois il y a quelque 90 ans. Il avait pour épigraphe :

« Il s'agit simplement de l'histoire d'une génération d'hommes qui, bien qu'ayant pu échapper au massacre, n'en ont pas moins été anéantis par la guerre ».

Un autre roman a été publié il y a 90 ans, *L'Adieu aux armes*, dans lequel Ernest Hemingway écrivait : « La guerre ne se gagne pas par la victoire ». Personne ne s'est jamais arrêté au moment de gagner. Le monde

doit se rappeler que chaque nouvelle génération estropiée est la voie vers une nouvelle guerre qui ne peut être gagnée par des victoires. Certains peuvent dire qu'il n'y aura pas de Troisième Guerre mondiale, et que la Deuxième était la dernière. J'espère que mes mots feront comprendre le danger qui rôde à l'horizon du monde et qu'ils ne seront pas qu'un simple discours prononcé depuis cette tribune.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de l'Ukraine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Volodymyr Zelenskyy, Président de l'Ukraine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la Roumanie.

*M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Iohannis** (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi que de prendre la parole devant l'Assemblée générale et de faire part de l'engagement renouvelé de la Roumanie en faveur du multilatéralisme et de l'ordre international fondé sur des règles, avec l'ONU en son centre. Après la chute de l'hideux régime communiste il y a 30 ans, mon pays est entré dans une nouvelle ère de liberté, de démocratie et de prospérité. Le Rideau de fer a été remplacé par notre forte détermination à rejoindre la famille de l'Occident et à en adopter les valeurs, ainsi qu'à interagir ouvertement avec le reste du monde, guidés par notre profond respect pour les principes démocratiques et l'état de droit international.

Aujourd'hui, nous sommes tous profondément reliés les uns aux autres par la gouvernance multilatérale et, plus que jamais, nous devons chérir l'authentique esprit de coopération dont l'ONU a toujours fait la promotion et qui est indispensable pour trouver des

solutions efficaces aux problèmes internationaux. Le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation en 2020 sera l'occasion pour elle de renforcer la mise en œuvre de l'ambitieux ensemble de réformes du Secrétaire général, de se rénover et de veiller à travailler vraiment dans l'intérêt de tous. L'ONU peut compter sur la Roumanie et sur sa volonté résolue de participer activement à la réalisation de ces objectifs ambitieux.

Il ne fait aucun doute que les changements climatiques, avec leurs effets qui vont des pénuries d'eau à l'élévation du niveau des mer, en passant par l'insécurité alimentaire, sont un défi mondial. Je remercie le Secrétaire général du rôle de chef de file qu'il a joué tout au long de l'année en impulsant un vrai programme sur cette question. Malheureusement, la Roumanie n'a pas été épargnée par les effets néfastes des changements climatiques, mais nous sommes venus à la présente session de l'Assemblée générale avec de l'espoir et dans un esprit de responsabilité – l'espoir qu'il n'est pas trop tard pour assurer une planète sûre et écologiquement viable pour nos enfants, et la responsabilité de prendre des mesures concrètes afin de tenir nos promesses en vertu de l'Accord de Paris sur les changements climatiques et des règles convenues à Katowice, notamment en poursuivant nos efforts visant à limiter la hausse des températures à 1,5° C au-dessus des niveaux préindustriels. Notre stratégie nationale relative aux changements climatiques a été conçue dans le but de mettre en place une économie résiliente face aux changements climatiques, avec de faibles émissions de dioxyde de carbone, et capable d'intégrer les politiques climatiques grâce à une croissance économique intelligente. Notre objectif est de bâtir d'ici à 2050 une société où les politiques économiques, sociales et environnementales soient liées les unes aux autres et pensées de manière à garantir le développement durable, une qualité de vie élevée et un environnement dûment préservé.

Par ailleurs, la promotion du programme de l'Union européenne sur les changements climatiques a été une priorité pour la Roumanie durant sa présidence du Conseil de l'Union européenne au premier semestre de l'année courante. La transition vers une économie sans incidence sur le climat a fait l'objet d'intenses débats au sein de l'Union européenne, et l'élaboration de la stratégie à long terme de l'Union quant aux changements climatiques devrait être achevée sous peu. Dans le même temps, la Roumanie a répondu à l'appel du Secrétaire général qui demandait de proposer des initiatives nationales pour neuf grands domaines

d'action, y compris des mesures concrètes propres à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à renforcer l'action mondiale en matière d'adaptation et de résilience. À cet égard, nous avons fait parvenir une liste à l'Envoyé spécial du Secrétaire général pour le Sommet sur le climat de 2019.

Les outils d'adaptation et l'atténuation des effets néfastes des changements climatiques font partie de la stratégie plus générale de développement durable aux niveaux national et mondial. En Roumanie, un document de stratégie dédié à la question, lancé l'an dernier, la Stratégie nationale révisée pour le développement durable de la Roumanie à l'horizon 2030, oriente notre action pour les 12 prochaines années. Fondée sur d'amples consultations publiques, la Stratégie reflète les attentes de notre société et dresse une cartographie des politiques requises pour atteindre les 17 objectifs de développement durable. La constitution de groupes chargés du développement durable dans l'Administration et la création d'une coalition de la société civile pour le développement durable ne sont que des outils parmi d'autres que nous avons envisagés pour renforcer notre action nationale dans ce domaine.

Le développement et la sécurité vont de pair. Néanmoins, l'approche basée sur le lien entre sécurité et développement ne suffit pas forcément pour surmonter les problèmes de sécurité car ceux-ci peuvent avoir des causes profondes qui vont au-delà du seul développement. Malheureusement, dans notre région, nous continuons d'être témoins d'actes délibérés qui visent à compromettre la sécurité. La ceinture de conflits non réglés autour de la mer Noire, zone qui revêt une importance stratégique pour la sécurité transatlantique, reste une grave source d'instabilité, entravant la coopération régionale et menaçant la sécurité internationale dans son ensemble. Les présences militaires sur les territoires d'autres pays sans leur consentement, le renforcement des effectifs militaires, les manœuvres agressives, les menaces d'emploi de la force et le recours à des tactiques hybrides pour saper la stabilité interne constituent des évolutions inquiétantes qui devraient être rejetées par nous tous.

La Roumanie demeure fermement attachée à l'ordre multilatéral fondé sur des règles et bâti autour de l'ONU, car il représente notre meilleur espoir de venir à bout de ces défis. L'efficacité de cet ordre international dépend de la volonté de tous les Membres de l'Organisation de s'employer à trouver des solutions multilatérales durables qui soient conformes aux



valeurs fondamentales des Nations Unies. La Roumanie est fortement déterminée à agir de la sorte en tant que pilier de la stabilité dans la région, et nous soutenons constamment les efforts déployés par l'ONU pour contrer les risques évoqués, notamment par l'intermédiaire des résolutions pertinentes de l'Assemblée générale.

La Roumanie a participé et continue de participer à des opérations de maintien de la paix des Nations Unies déployées partout dans le monde, de l'Afghanistan au Soudan et de la Géorgie à Haïti, et maintenant au Mali. À la mi-octobre, 120 Roumains et quatre hélicoptères commenceront leur mission au Mali - une région critique - à l'appui des efforts de l'ONU visant à aider le Gouvernement malien à rétablir la stabilité et à construire un avenir plus sûr pour sa population, en promouvant un développement, une paix et une sécurité durables.

La Roumanie se dit à nouveau profondément préoccupée par la propagation du terrorisme dans le monde et par son ampleur et condamne dans les termes les plus énergiques les attaques terroristes répétées, notamment contre des représentants des missions diplomatiques. Tout récemment, de telles attaques ont hélas fait deux morts et un blessé grave parmi les citoyens roumains à Kaboul, en Afghanistan. Je réaffirme que la Roumanie est fermement déterminée à lutter contre le terrorisme au niveau international en utilisant tous les moyens disponibles, notamment le droit international. La Roumanie se félicite de la réforme lancée par le Secrétaire général au début de son mandat et appuie les efforts déployés par l'ONU pour renforcer la coordination et améliorer la cohérence dans la mise en œuvre de sa Stratégie antiterroriste mondiale.

Je voudrais, enfin, réaffirmer que la Roumanie appuie pleinement l'action menée pour galvaniser les efforts multilatéraux visant à éliminer la pauvreté et à améliorer la qualité de l'éducation et à promouvoir l'action climatique et l'inclusion à l'Assemblée générale tout au long de la soixante-quatorzième session.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la Roumanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Klaus Werner Iohannis, Président de la Roumanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

### **Allocution de M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq.**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République d'Iraq.

*M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Salih** (*parle en arabe*) : J'ai le plaisir d'adresser mes salutations à l'Assemblée générale au nom de l'Iraq, Membre fondateur de l'Organisation des Nations Unies et de lui souhaiter plein succès à sa session en cours, en particulier à la lumière de la priorité accordée à la lutte contre les défis climatiques, à la santé et au développement durable. Il s'agit là d'une approche constructive qui, nous l'espérons, permettra à la communauté internationale de trouver un terrain d'entente pour convenir des solutions dont ont besoin notre planète et l'humanité tout entière.

L'ONU a, depuis sa création, compté sur le partenariat entre les nations comme principe pour concrétiser les nobles valeurs sur lesquelles elle se fonde pour garantir la paix et la sécurité internationales, régler les différends par des moyens pacifiques et consacrer les droits de l'homme en tant que valeur et objectif suprêmes. Dans cette œuvre de longue haleine, l'ONU a enregistré de nombreux succès, mais s'est également heurtée à de nombreux obstacles et a essuyé de nombreux échecs. Des millions de personnes dans le monde continuent d'attendre d'elle qu'elle renforce le dialogue et promeuve les partenariats en vue de remédier aux problèmes de la pauvreté, de la santé, de l'éducation, de la sécurité et du développement, dont le monde continue de pâtir lourdement.

Je voudrais en cette importante occasion dire à l'Assemblée que notre peuple garde l'espoir et qu'il aspire toujours à ce que les efforts de lutte contre le terrorisme aboutissent, à ce que le terrorisme soit vaincu afin de vivre dans la liberté, la dignité et la sécurité rétablie, et à jouir des services de base, de la croissance économique et du développement, non seulement en Iraq mais partout au Moyen-Orient.

Le terrorisme a ruiné notre pays, qui a connu une période difficile et malheureuse. Certains s'attendaient

au pire. L'organisation terroriste Daech avait pour projet diabolique de détruire l'Iraq et la région. Malgré les énormes sacrifices consentis par notre peuple au nom de la liberté et malgré la résistance opposée par nos forces de sécurité - armée, forces de mobilisation populaire, peshmergas et autres - avec l'aide et l'assistance de la coalition internationale et d'autres amis, que nous remercions et saluons au passage. L'histoire se souviendra que les Iraquiens ont pu, grâce à leur unité et à leur ferme volonté, ainsi qu'au rôle de premier plan joué par les autorités religieuses supérieures, à déjouer ce projet takfiriste et à protéger le monde contre ses maux.

L'Iraq connaît à présent d'importantes évolutions positives sur les fronts sécuritaire, politique et économique. Une vague de transformations positives comme nous n'en n'avons jamais connu au cours de ces dernières années est observée aujourd'hui en Iraq, ce qui laisse espérer un avenir prometteur, évolutions qu'il nous faut valoriser et sur lesquelles nous devons faire fond compte tenu de la stabilité actuelle en matière de sécurité et sans oublier les souffrances endurées par les Iraquiens ces 40 dernières années - oppression, campagnes d'extermination, opérations Anfal, fosses communes, emploi d'armes chimiques comme à Halabja, travaux d'assèchement des marais, dégradation de l'environnement, guerres, sièges, terrorisme, destruction de l'infrastructure et corruption. Aucun pays n'a peut-être enduré ce qu'a enduré l'Iraq durant cette période. La stabilité que connaît notre pays aujourd'hui est une réalisation importante qu'il convient de préserver et de ne pas compromettre.

Le climat actuel est également propice au règlement, sur la base de notre Constitution, des problèmes qui se sont accumulés entre le Gouvernement fédéral et le Gouvernement de la Région du Kurdistan. Le Bureau des Nations Unies à Bagdad a un rôle important à jouer à cet égard, en particulier s'agissant de la question de Kirkouk et des zones contestées, et peut nous aider à trouver des solutions conformes à notre Constitution.

Malgré tout ceci, des défis demeurent. Malgré la victoire sur le terrorisme et son élimination totale, il faut encore conjuguer les efforts aux niveaux régional et international pour contrer ce dangereux fléau et remédier aux causes qui ont contribué à la création des conditions qui lui ont permis de se développer et de proliférer. Les processus de reconstruction des zones affectées par la guerre et de retour des déplacés n'en

sont qu'à leur début. La communauté internationale a une responsabilité et un rôle à jouer à cet égard, et nous avons vu cela dans les décisions issues de la Conférence internationale pour la reconstruction de l'Iraq qui s'est tenue l'année dernière au Koweït, résultat que nous nous employons à appliquer avec l'aide de nos frères et amis.

Il nous faut tous rester conscients de la nécessité de lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes. Défaire militairement Daech est important, mais il faut que nous gardions à l'esprit que des éléments résiduels qui tentent de se réorganiser, ainsi que des foyers du terrorisme et de l'extrémisme subsistent en Syrie et dans d'autres États, et que les tensions et les conflits dans la région continuent de constituer des facteurs graves et créent un environnement propice à une résurgence du terrorisme. Le terrorisme exploite les vides sécuritaire et politique; c'est pourquoi il nous faut œuvrer de concert pour les combler.

La région du Moyen-Orient est année après année en proie aux conflits et aux guerres. C'est pourquoi il nous faut nous unir sérieusement pour sortir de cette ère de crises et entamer notre renaissance. La situation tragique qui perdure en Syrie, et le fait que le terrorisme et l'extrémisme ont pu y trouver asile, exigent que nous déployions des efforts concrets pour aider les Syriens à trouver un règlement politique durable, qui leur garantisse la paix, la stabilité et la sécurité auxquelles ils ont droit, et qui leur permette de décider librement de leur avenir sans tutelle ni ingérence.

Nous réaffirmons la nécessité d'œuvrer sérieusement à un règlement juste et global de la question palestinienne, un règlement qui soit conforme aux résolutions internationales et qui garantisse les droits légitimes du peuple palestinien. Nous réaffirmons notre solidarité avec le peuple palestinien qui souffre et nous défendons son droit légitime d'établir un État indépendant sur son territoire. Toutefois, la déclaration faite dernièrement concernant l'annexion de la vallée du Jourdain et du nord de la mer Rouge constitue une violation flagrante du droit international et un facteur aggravant qui ne fera que prolonger la crise et menacer la stabilité de la région et du monde à l'avenir.

La guerre qui se poursuit au Yémen est une source de vive préoccupation du fait de ses répercussions humanitaires et sécuritaires sur la région. Aider les Yéménites à parvenir à une solution politique globale qui rétablisse la paix dans l'ensemble du pays est une nécessité au regard des menaces posées. Toucher à la sécurité du Golfe et du Royaume frère d'Arabie saoudite

est une évolution dangereuse. Nous, en Iraq, sommes préoccupés par cette tension et par cette escalade, notre sécurité étant liée à celle du Golfe et de la région. La communauté internationale doit aider sérieusement à remédier à cette escalade du fait de ses répercussions désastreuses sur la sécurité régionale et mondiale.

La situation dans la région est explosive et risque d'avoir de graves incidences sur nous. C'est pourquoi il faut y remédier. Nous en avons assez des guerres. Nous ne voulons pas d'une nouvelle guerre dans la région, surtout que la lutte contre le terrorisme n'est pas encore tout à fait terminée. Notre position est ferme : le dialogue doit prendre le pas sur les discours prônant l'escalade des tensions. Cette position est fondée sur la réalité et sur la nécessité de défendre les intérêts des peuples de notre région. La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, la transformation économique et la création d'opportunités d'emploi pour nos jeunes chômeurs sont, à notre sens, plus importants que les différends existants.

La solution commence par une compréhension globale de la situation fondée sur les principes de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays de la région et de respect de leur souveraineté nationale et des droits de l'homme. Il y a une chose sur laquelle nous sommes tous d'accord - nous voulons tous un avenir meilleur pour nos enfants. Alors œuvrons de concert et de façon constructive pour calmer la situation. Un Iraq stable est, malgré les désaccords que connaît la région, dans l'intérêt de tous et peut aider à trouver des points communs importants.

L'absence de l'Iraq de la scène internationale a été cause de tensions et d'instabilité pour l'ensemble de la région. L'Iraq est en train de se remettre sur pieds et de retrouver sa stabilité, et nous sommes déterminés à faire qu'elle soit pérenne. L'Iraq occupe une place centrale dans la région et possède de nombreux atouts géopolitiques, économiques, culturels et religieux. Notre pays est le lieu de naissance du prophète Abraham - que la paix d'Allah soit sur lui. L'Iraq, qui a des voisins musulmans et arabes, est le point de convergence de grands peuples de la région - arabes, perses, turcs et kurdes -, ce qui permet à notre pays, avec ses composantes chiite, sunnite, arabe, kurde, turkmène, musulmane, chrétienne, sabéenne, yézidie et shabak, de jouer un rôle de catalyseur de la paix et de l'entente entre les pays et d'être partie prenante de tout processus de reconstruction et de développement.

Nous avons été pendant longtemps un théâtre de conflit pour les autres. Nous, et la région, avons payé

un très lourd tribut du fait de l'instabilité en Iraq. Nos intérêts et ceux de la région exigent que l'Iraq soit une passerelle de compréhension entre ses frères et ses voisins. Du haut de cette tribune, nous réitérons notre appel à mettre en place une architecture de sécurité commune dans la région et un système d'intégration économique et de coordination politique et sécuritaire en vue d'éradiquer le terrorisme et d'assurer la stabilité.

L'approche adoptée par l'Iraq concernant les crises dans la région est fondée sur le respect de principes fondamentaux. Nous ne voulons pas que notre pays soit partie à des conflits régionaux et internationaux ni un théâtre pour des règlement de comptes régionaux et internationaux. Les guerres et les conflits ont prélevé un lourd tribut sur notre peuple, et l'Iraq ne sera pas partie d'un axe contre un autre. Nous en avons assez des guerres. Nous ne voulons pas d'une nouvelle guerre et nous ne souhaitons à aucun peuple d'endurer les souffrances que nous avons connues du fait de la guerre. L'Iraq ne servira pas de base à une attaque contre un pays voisin, quel qu'il soit. Nous œuvrons pour que notre territoire soit un théâtre de développement et de stabilité, non de conflit et de tensions.

Nos intérêts et la sécurité de la région dépendent de relation bonnes et stables entre l'Iraq et ses pays voisins. La politique de l'Iraq aujourd'hui est différente de celle poursuivie par l'ancien régime, qui privilégiait la voie militaire dans ses relations avec ses voisins. Nous sommes en train de renforcer nos relations avec les pays du Golfe au travers de notre arabité commune. Nous sommes déterminés à améliorer et à développer ces relations en tant qu'élément de base de notre stabilité et de notre sécurité. Il en est de même pour ce qui est de nos relations avec nos voisins iraniens et turcs, auxquels nous rattachent des liens culturels et religieux, ainsi que des intérêts mutuels et divers. Nous nous attachons à élargir les relations bilatérales avec ces deux pays à d'autres domaines.

Un Iraq démocratique, fédéral et stable aidera à la réunification des pays frères et voisins et au renforcement de la compréhension et de l'entente entre les pays de la région en vue de la création d'une organisation régionale fondée sur l'intégration économique et la sécurité commune.

La stabilité qui s'instaure en Iraq est précieuse et importante. C'est pourquoi il faut en tenir compte et la renforcer. Nous attendons de nos voisins et de la communauté internationale qu'ils veillent à ce que l'Iraq ne pâtisse pas des répercussions de leurs divergences

et de leurs conflits. Nos mains et nos cœurs sont ouverts à tous, et nous espérons que tous s'efforceront de mieux comprendre la situation de l'Iraq, dont la seule préoccupation est de parachever sa lutte contre le terrorisme, d'œuvrer à la reconstruction de ce qui a été détruit par les guerres, de faciliter le retour des déplacés dans leurs foyers et d'offrir des possibilités d'emplois aux jeunes.

Un consensus international et régional est nécessaire pour pérenniser la stabilité et lutter contre l'idéologie extrémiste et le terrorisme, mais la tâche la plus importante, ce sont les réformes nécessaires à mettre en place en vue de garantir la bonne gouvernance pour nos citoyens, de lutter contre la corruption et d'offrir des perspectives d'emplois à nos jeunes. Ce sont des défis urgents que nous nous attachons à relever, et nous considérons que la réalisation des objectifs de développement durable constitue un cadre important pour ce faire. Renforcer les secteurs de l'éducation et de la santé et promouvoir le développement durable est la voie idoine à suivre pour contrer l'idéologie extrémiste et éradiquer le terrorisme, et ce en formant des générations capables de construire un avenir meilleur.

C'est le patrimoine civilisationnel et historique et le pluralisme religieux et ethnique de l'Iraq qui lui ont permis d'être un phare en matière de tolérance, de coopération et de fraternité religieuse et intellectuelle, ainsi qu'une plate-forme de diffusion de la pensée, de la culture, de la littérature et des sciences. La civilisation mésopotamienne, considérée comme l'une des plus anciennes et des plus prestigieuses civilisations de l'histoire de l'humanité, constitue une barrière sûre face à l'émergence et à la propagation des idéologies extrémistes religieuses, sectaires ou nationalistes. L'action que mènent les Iraquiens pour se relever, lutter contre la corruption, autonomiser les jeunes et les femmes et réaliser le développement durable continue. À ces défis qui continuent de se poser à nous viennent s'ajouter ceux posés par le retour des déplacés et la reconstruction des régions détruites par la guerre.

À cet égard, le Gouvernement iraquien a approuvé il y a quelques jours un projet de loi portant création d'un conseil pour la reconstruction, que le Premier Ministre iraquien doit soumettre au Parlement pour adoption. Nous espérons qu'il sera adopté. Ce conseil sera chargé des dossiers de la reconstruction des grandes infrastructures avec l'appui du Gouvernement et des secteurs privés iraquien et étranger. L'Iraq a besoin d'une reconstruction globale, et nous espérons que ces

projets permettront de créer l'environnement juridique et administratif nécessaire pour les investissements privés et de répondre aux besoins urgents des Iraquiens en services et en opportunités d'emplois. L'Iraq est un marché prometteur. Tenant compte des besoins des Iraquiens et comptant sur nos ressources naturelles et humaines, nous nous attelons à transformer notre pays en un pôle économique régional, après qu'il a été un théâtre de conflits et de violence. D'aucuns peuvent penser qu'il s'agit là d'un rêve irréaliste. J'admets qu'il existe des obstacles et des défis graves, mais je suis convaincu que cela est possible et nécessaire, non seulement pour l'Iraq mais pour la région et pour le monde.

Le terrorisme et la corruption sont les deux faces d'une même médaille. Les efforts de lutte contre le terrorisme doivent, selon nous, aller de pair avec des efforts efficaces d'élimination de la corruption. La corruption est l'économie politique de la violence et la principale source de financement du terrorisme. Si l'on ne tarit pas les sources de financement du terrorisme et si l'on ne garantit pas que les fonds publics destinés à l'éducation et aux services ne seront pas utilisés pour financer les crises sociales, politiques et sécuritaires, il nous sera impossible d'aller fermement de l'avant vers la stabilité. Le monde doit agir sérieusement pour mettre en place une coalition internationale – similaire à la coalition antiterroriste - pour lutter contre les réseaux spécialisés dans la corruption, la fuite des capitaux et le blanchiment d'argent, et pour tarir les sources de financement de l'idéologie extrémiste. Ceci permettra à notre pays de recouvrer les avoirs volés et d'éradiquer ce dangereux fléau.

La Mésopotamie est le berceau de la civilisation. Autant elle a offert à l'humanité de nombreux services, autant elle a connu souffrances et catastrophes. Nous lisons dans les yeux de nos mères et de nos pères un message de paix. Nous lisons dans le sourire de nos filles et de nos fils marqués par la guerre un message de paix. Nous lisons dans les yeux de nos jeunes filles et garçons qui reviennent à la vie dans nos rues ravagées par la guerre un message de paix. Nous lisons dans nos consciences un message de paix et d'espoir pour les générations futures et pour l'humanité tout entière. Je tiens à saluer nos citoyens, nos jeunes et les familles des martyrs et des victimes de l'oppression, des fosses communes et des campagnes Anfal. Je salue l'aspiration légitime de notre jeunesse à vivre dans la liberté, la dignité, la paix et la stabilité. Il nous incombe de l'écouter et de répondre à ses aspirations. Des défis immenses nous attendent, mais grâce à notre volonté et



à notre détermination, et avec l'appui et le soutien de la communauté internationale, et avec l'aide de Dieu, nous en viendrons à bout.

*(l'orateur poursuit en kurde; texte anglais fourni par la délégation)*

Je tiens à saluer nos citoyens, nos jeunes et les familles des martyrs et des victimes de l'oppression, des fosses communes et des campagnes de génocide Anfal. Je salue l'aspiration légitime de notre jeunesse à vivre dans la liberté, la dignité, la paix et la stabilité. Il nous incombe de l'écouter et de répondre à ses aspirations. Des défis immenses nous attendent, mais grâce à notre volonté et à notre détermination, avec l'appui et le soutien de la communauté internationale, et avec l'aide de Dieu, nous en viendrons à bout.

*(l'orateur reprend en arabe)*

La paix est la salutation de l'islam et elle a été son essence tout au long de l'histoire. La paix est le message de Moïse, du Christ, des prophètes, des messagers et des vertueux. Elle est au fondement de toutes les religions et des grandes doctrines de l'humanité. Nous avons commencé par un appel à la paix et c'est par cet appel que nous finissons. Que la paix et la bénédiction de Dieu soient sur nous tous!

**Le Président par intérim** *(parle en anglais)* : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République d'Iraq de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Barham Salih, Président de la République d'Iraq, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria**

**Le Président par intérim** *(parle en anglais)* : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Libéria.

*M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** *(parle en anglais)* : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Weah** *(parle en anglais)* : C'est un honneur pour moi que de prendre, au nom du Gouvernement et du peuple libériens, la parole devant l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Avant de commencer, je voudrais demander à l'Assemblée de bien vouloir se joindre à moi pour observer une minute de silence à la mémoire des 28 élèves morts la semaine dernière dans un tragique incendie au Libéria. Que leurs âmes reposent parfaitement en paix.

Je tiens aussi à remercier le grand nombre de Membres qui ont partagé notre peine et rendu hommage à ceux que nous avons perdu en nous appelant au téléphone et en nous écrivant par l'intermédiaire des médias sociaux. Que Dieu les bénisse pour leur compassion.

Je tiens tout d'abord à féliciter S. E. M. Tijjani Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Cette élection n'est pas seulement un honneur pour lui-même et pour le Gouvernement et le peuple nigériens; c'est également un honneur pour l'Afrique de l'Ouest et tout le continent africain. Nous sommes convaincus qu'il dirigera cet organe au mieux et qu'il sera à la hauteur de nos attentes et de la confiance que nous lui faisons. Je veux l'assurer du plein soutien du Libéria dans l'exécution de son mandat.

Je tiens aussi à féliciter la personne qui l'a précédé à ce poste, S. E. M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés, de l'habileté avec laquelle elle a conduit les affaires de l'Assemblée générale à sa soixante-treizième session.

Il m'importe en outre de rendre un hommage particulier au Secrétaire général António Guterres pour son enthousiasme et son dévouement personnel à l'action de l'ONU et pour sa direction compétente des travaux de l'Organisation. Ses qualités de dirigeant ambitieux maintiennent les Nations Unies concentrées sur leurs objectifs face à des défis de taille.

Comme je l'ai dit à maintes occasions, le Libéria est une réussite de l'ONU. Après que le pays a été dévasté par une guerre civile brutale qui a duré 14 ans, la paix a été rétablie et maintenue par ce qui était alors la plus vaste force de maintien de la paix de l'histoire de l'Organisation. Sous les auspices des soldats de la paix de la Mission des Nations Unies au Libéria, les Libériens profitent depuis 16 ans d'une paix ininterrompue. Nous sommes heureux et reconnaissants des efforts et des sacrifices que ces soldats ont consentis pour la paix dans notre pays.

Lorsque la force s'est retirée il y a deux ans, la responsabilité du maintien de la paix au Libéria a été transmise au Gouvernement libérien. C'est une responsabilité à laquelle j'attache la plus grande importance car, sans la paix, notre monde serait difficile. Nous savons tous les terribles destructions et pertes en vies humaines causées par la guerre civile.

Toutefois, longtemps après que les armes se sont tues, les survivants doivent vivre avec les dommages collatéraux du conflit : les blessés de guerre, les familles brisées, les populations déplacées, la réinstallation des réfugiés et toutes les autres conséquences négatives d'un tissu socioéconomique national qui a été déchiré en morceaux.

Depuis que j'ai pris la direction de mon pays il y a bientôt deux ans, je suis resté concentré sur ma tâche qui consiste à veiller à ce que la paix prévale au Libéria. À l'époque, nous nous sommes engagés à nous acquitter de notre mandat constitutionnel, qui est de faire en sorte que tous les droits démocratiques de nos citoyens soient garantis et protégés. Je suis fier de pouvoir dire que j'ai tenu cette promesse et que notre pays est aujourd'hui un phare de la démocratie en Afrique, un pays où la liberté de la presse, la liberté d'expression, la liberté d'association et les autres droits politiques et démocratiques sont respectés, dans le cadre de l'état de droit.

Le climat politique reste dynamique, les acteurs et partis politiques exerçant librement leur droit de suffrage et participant aux diverses élections. J'ai le plaisir d'indiquer qu'il n'y a aucun prisonnier politique au Libéria et que les lois qui limitaient ou menaçaient la liberté de la presse ont été abrogées. Quelques manifestations ont eu lieu jusqu'à présent; toutes se sont terminées pacifiquement et ont été accueillies par mon gouvernement comme témoignant positivement de notre maturité politique.

Telle est la démocratie à laquelle notre pays a aspiré; telle est la liberté pour laquelle notre peuple a lutté et souffert; et telle est l'émancipation pour laquelle nombre de nos citoyens ont payé le prix ultime.

Néanmoins, nous commençons à constater l'émergence d'une menace rampante contre notre espace démocratique et notre paix et notre stabilité âprement gagnées. Certains individus, au sein comme en dehors de notre pays, en particulier parmi ceux qui ont perdu des élections démocratiques, ont recours à l'incitation, à des menaces de violence, au détournement

des médias sociaux et à des discours de haine dans le but et avec l'objectif d'obtenir le pouvoir par des moyens antidémocratiques. Cela est inacceptable et ne doit pas être encouragé par ceux qui souhaitent le bien du Libéria. Pour que la démocratie prospère, tous les Libériens, y compris les partis au pouvoir et les partis d'opposition, doivent respecter l'état de droit et se soumettre aux procédures et règles prescrites dans ce cadre.

En tant que principal parti d'opposition libérien au cours des 12 dernières années, notre parti, le Congrès pour le changement démocratique, a accepté les résultats contestés des deux précédentes élections présidentielles, en 2005 et en 2011, dans l'intérêt de la paix. Cependant, tout au long de ces deux mandats, nous avons maintenu un dialogue constructif avec le Gouvernement en place, acceptant même de servir d'ambassadeurs de paix quand il nous a demandé de l'aider à maintenir la paix sous son régime.

Nous devons tous apprendre à respecter les mandats de nos électors, même quand ce mandat n'est pas en notre faveur, et ne pas être sélectifs dans notre appui à la démocratie – ne pas la défendre uniquement quand nous gagnons.

Le conflit civil libérien a pris fin quand toutes les parties et les factions belliqueuses ont signé l'Accord de paix entre le Gouvernement libérien, les Libériens unis pour la réconciliation et la démocratie et les partis politiques, à Accra, en août 2003. L'Accord prévoyait la mise en place d'une commission vérité et réconciliation pour traiter des questions d'impunité et offrir tant aux victimes qu'aux auteurs de violations des droits de l'homme la possibilité de partager leurs expériences afin de faciliter un véritable processus de guérison et de réconciliation.

Cette commission a été dûment établie, elle est allée au bout de ses audiences et elle a produit un rapport final en 2009. Entre autres choses, dans son rapport, la Commission appelait à la création d'un tribunal pénal extraordinaire pour traduire en justice les individus identifiés comme ayant commis des violations flagrantes des droits de l'homme ou des crimes économiques entre 1979 et 2003. Il importe de noter qu'elle y recommandait également de recourir à la Palava Hut (« La case à palabres »), mécanisme de règlement des conflits traditionnellement utilisé au Libéria, dans le cadre duquel, à la faveur de diverses réunions de district dirigées par des aînés de la communauté, les auteurs peuvent publiquement demander pardon à leurs victimes, ce qui sert les objectifs de la justice réparatrice.

Lorsque je me suis exprimé devant l'Assemblée en septembre dernier (voir A/73/PV.8), après mes neuf premiers mois à la présidence, j'ai indiqué préférer le dialogue pour régler les conflits, de telle sorte qu'en tant que Gouvernement et que peuple nous puissions axer ensemble nos efforts sur la réduction de la pauvreté, la croissance et le développement économique, plutôt que sur les représailles. Depuis lors, toutefois, nous entendons un chœur de plus en plus ample de voix venues de tous horizons qui demandent l'établissement d'un tribunal chargé des crimes économiques et des crimes de guerre. Il s'agit des voix non seulement de milliers de victimes de guerre mais aussi d'auteurs présumés, qui semblent vouloir laver leur nom ou leur conscience. L'idée de mettre en place un tel tribunal est aussi soutenue ouvertement par nombre d'organisations internationales, ainsi que par certains de nos partenaires internationaux. Nous avons du mal à comprendre pourquoi cette clameur se fait entendre maintenant, près de quatre décennies après que l'idée a été suggérée pour la première fois, sachant qu'à l'époque aucune pression n'avait été exercée à ce sujet sur le Gouvernement né de l'Accord de paix d'Accra.

Quoi qu'il en soit, notre gouvernement est à l'écoute, et nous prêtons une attention étroite à la voix de notre peuple. Ce que je discerne dans ses cris, c'est qu'il est important de refermer les blessures des 14 ans qu'a duré la guerre civile brutale au Libéria, et que nous devons nous accorder sur un mécanisme qui garantisse la paix, la stabilité, la justice et la réconciliation de façon durable, et qui améliore nos perspectives de relèvement économique. Compte tenu de l'importance de la question, j'ai déjà entamé des consultations avec notre corps législatif – les représentants de notre peuple – et nous entendons tenir un dialogue plus large avec le système judiciaire libérien, de même qu'avec nos partenaires internationaux stratégiques et les organisations internationales, afin de nous prononcer sur des questions pertinentes comme le cadre juridique, le calendrier, le lieu et le financement, entre autres. J'espère qu'il ressortira de ce processus consultatif un consensus national qui déterminera la voie à suivre pour régler cette question. Je demande par conséquent l'appui inébranlable de l'Organisation alors que nous entreprenons cette démarche nationale importante.

Nous sommes rassemblés ici aujourd'hui à un moment d'incertitude et de tension accrue en matière de politique, de sécurité et de commerce à l'échelle planétaire. L'économie mondiale subit également des pressions indues et les tensions sur le plan de la sécurité

sont à la hausse dans de nombreuses parties du monde. Le protectionnisme commercial et les changements climatiques ont des conséquences inattendues, en particulier pour les pays en développement. Nous croyons toutefois fermement dans l'aptitude de l'ONU à maintenir la paix et la sécurité internationales, à favoriser des relations amicales entre les nations et à promouvoir le progrès social, une meilleure qualité de vie et les droits de l'homme. Nous gardons foi et confiance dans l'Organisation – l'institution qui est à même de guider les nations du monde dans une interaction pacifique et harmonieuse.

Cette soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale a pour thème : « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion », ce qui nous rappelle à l'évidence la responsabilité qui est la nôtre de nous concentrer sur la réalisation des buts des Nations Unies en principe et en pratique. Mon gouvernement a élaboré et met en œuvre un plan national de développement qui va dans le sens de ce thème. Notre programme pour la prospérité et le développement en faveur des pauvres a pour but de nous servir de boussole pour la reconstruction, le développement et la modernisation. Si la priorité y est donnée à la réduction de la pauvreté, il vise néanmoins aussi à soutenir les efforts consentis par les Libériens à revenu intermédiaire et supérieur pour croître et prospérer. Il est également axé sur le développement des infrastructures, la construction de routes, la connectivité du réseau routier et l'agriculture. Le programme en faveur des pauvres met par ailleurs l'accent sur l'autonomisation des femmes et des jeunes, ainsi que sur une éducation de qualité et sur la prestation de soins de santé satisfaisants.

Cependant, nous sommes à la croisée des chemins et commençons à nous heurter à d'importants problèmes de mise en œuvre, du fait de la baisse continue des prix de nos principales exportations, d'un manque de recettes, et de déséquilibres structurels. La hausse de l'inflation et la dépréciation de notre monnaie tendent à réduire le pouvoir d'achat de nos citoyens, ce qui alourdit le fardeau pesant sur leur qualité de vie. Nous faisons de notre mieux, au Gouvernement, pour remédier à ces problèmes, et nous continuerons. Beaucoup d'entre eux persistent, toutefois, et exigent que nous accordions toute notre attention pour y trouver des solutions concrètes. Nous demandons donc à l'ONU de continuer de nous faire bénéficier de son assistance et de son expertise. Mon administration a récemment élaboré un nouveau

cadre d'investissement constitué d'incitations et de crédits d'impôt qui profitera directement au secteur privé, et nous invitons la communauté des investisseurs à tirer avantage de cette nouvelle possibilité. Nous avons également lancé plusieurs autres initiatives pour remédier à ces problèmes. Par exemple, nous sommes actuellement en pourparlers avec le Fonds monétaire international en vue de participer à l'un de ses programmes. Nous réorganisons aussi la direction et la gestion de notre banque centrale afin de la rendre plus efficace, indépendante et réactive en matière de formulation et de supervision de la politique monétaire.

Au titre de nos efforts en faveur d'un dialogue inclusif et participatif sur les problèmes qui se posent à notre économie, y compris le besoin urgent de proposer des solutions appropriées, nous avons récemment engagé un dialogue économique national avec toutes les parties prenantes locales et internationales. Nous avons dûment pris note de leurs recommandations et déjà commencé à appliquer les plus urgentes et pertinentes.

Je veux assurer l'Assemblée que le Libéria reste engagé en tant que membre responsable de la communauté internationale aux niveaux bilatéral, régional et multilatéral. Nous continuerons de travailler avec l'ONU et ses entités pour favoriser la paix, la sécurité et l'harmonie entre les nations et les peuples du monde.

À mes compatriotes, dans le pays ou à l'étranger, je tiens à dire que, sans paix, il ne saurait y avoir de progrès ni de développement. Tous les Libériens ont donc une responsabilité à assumer dans le maintien de la paix dont nous jouissons actuellement, en particulier ceux qui veulent être les futurs dirigeants du Libéria. Je veux rappeler à mes compatriotes que c'est l'amour de la liberté qui a donné naissance à notre pays, que c'est notre unité qui a fait de nous la première république africaine indépendante, et qu'il faudra que nous joignons nos efforts pour pérenniser la paix, réaliser le développement, réconcilier notre nation et parvenir à la stabilité économique.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Libéria de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. George Manneh Weah, Président de la République du Libéria, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

### **Allocution du général Michel Aoun, Président de la République libanaise**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République libanaise.

*Le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Aoun** (*parle en arabe*) : Je voudrais tout d'abord féliciter M. Tijjani Muhammad-Bande pour son élection à la tête de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale en lui souhaitant un total succès dans cette mission. Je voudrais également féliciter M<sup>me</sup> Maria Fernanda Espinosa Garcés pour son excellente direction des travaux de l'Assemblée à sa session précédente.

Le 16 septembre dernier, l'Assemblée générale a adopté la résolution 73/344 en faveur de la création au Liban de l'Académie de l'homme pour la rencontre et le dialogue (voir A/73/PV.107). Au nom de mon pays, je tiens à remercier l'Assemblée générale et les États Membres qui ont parrainé et voté pour ce projet que je vous ai présenté, ici, il y a deux ans (voir A/72/PV.11), nous encourageant ainsi à poursuivre cette initiative.

Je suivrai attentivement la mise en place de cette Académie, car la paix véritable reste celle qui unit les humains et non pas celle inscrite sur le papier. En effet, je crois fermement dans le rôle et la mission du Liban, terre de convergence et de dialogue. L'expérience acquise par son peuple, de par sa société pluraliste, l'ont amené à rejeter l'extrémisme intellectuel et religieux pour lui apprendre la tolérance et l'acceptation des différences. L'importance de cette Académie réside dans l'incarnation d'un projet international visant à promouvoir la rencontre des cultures, des religions et des ethnies afin de consolider l'esprit de coexistence. Elle permettra de cultiver l'art du vivre-ensemble afin de créer des sociétés qui acceptent le droit à la différence en concordance avec les objectifs de l'ONU et la déontologie de la diplomatie préventive des conflits.

Il y a deux jours, le Secrétaire général a organisé ici le Sommet Action Climat 2019. À cet effet, le Liban



a rejoint le groupe des pays soutenant l'initiative lancée par le Président van der Bellen, de l'Autriche, pour plus d'ambition face à la crise climatique, après avoir été à l'avant-garde des pays qui ont signé l'Accord de Paris.

Un autre dossier nous tient à cœur, celui du renforcement du rôle de la femme dans la société. Pour cela, le Gouvernement libanais a approuvé et lancé un plan d'action national complet pour l'exécution de la résolution 1325 (2000) du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité. Nous avons également achevé toutes les étapes qui mènent à l'activation des travaux de la Commission nationale des droits de l'homme et ceux du Comité pour la prévention de la torture.

La violence des conflits qui ont sévi dans de nombreux pays du Moyen-Orient au cours de la dernière décennie s'est quelque peu apaisée, mais ses effets et ses conséquences sur nos pays et nos sociétés se sont exacerbés et se sont généralisés, en particulier dans les domaines économique et social. Cette année, les débats de l'Assemblée générale de l'ONU ont pour thème « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». C'est l'occasion de rappeler, une fois de plus, l'impact négatif que représente la crise des déplacés sur notre territoire au niveau politique, social, économique et environnemental. Son poids sur l'infrastructure, la croissance et le taux de chômage menace de façon grave tout programme de développement durable au Liban et exacerbe la crise économique.

Nous essayons par tous les moyens de faire face à cette crise en mettant en place les mesures et les réformes nécessaires aux niveaux économique et monétaire en coordination avec les instances internationales concernées. Cependant, pour assainir cette situation critique, je lance un appel à tous les dirigeants du monde afin qu'ils contribuent au retour en toute sécurité en Syrie des personnes déplacées. En effet, le Liban, seul, ne peut pas faire face à un problème d'une telle ampleur et à toutes les conséquences économiques qu'il implique. Pour cela, nous devons tous coopérer et trouver des solutions de toute urgence. La communauté internationale ne peut pas se contenter de fournir une assistance minimale aux personnes déplacées dans la terre refuge, nier tout programme de retour sûr et digne et le lier à des solutions politiques hypothétiques qui se font attendre. Aujourd'hui, les conditions d'un retour sont devenues possibles car,

selon les rapports internationaux, la situation au plan de la sécurité s'est stabilisée dans la majeure partie de la Syrie et les affrontements militaires se sont cantonnés à la région d'Edleb. Quant à l'État syrien, il a officiellement annoncé et salué, à plusieurs reprises, le retour des populations déplacées au pays. D'ailleurs, 370 000 personnes ont quitté le Liban, dont plus de 250 000 sont rentrées en Syrie, et aucune information concernant des persécutions ou des mauvais traitements n'a été signalée.

En revanche, beaucoup de questions se posent quant à la position de certains pays et des organisations internationales concernées face à ce retour. Pourquoi cherche-t-on à l'entraver en lançant des allégations faisant état d'une situation incontrôlée en matière de sécurité en Syrie et à susciter des craintes chez les personnes déplacées? Comme si on voulait les transformer en otages pour un éventuel troc lors d'une solution politique internationale à venir. Cette attitude pourrait pousser *de facto* le Liban à encourager le processus de retour en accord avec l'État syrien afin de résoudre cette problématique qui menace l'existence même du pays. En effet, nous sommes les mieux placés pour savoir combien le problème des personnes déplacées en attente de solutions politiques est sans fin.

Notre pays a connu deux expériences instructives à cet égard. La première, en 1974, après le déclenchement de la guerre à Chypre, avec l'arrivée d'une grande partie de la population au Liban. Un retour rapide au pays fut décidé dès le cessez-le-feu, sans attendre une solution politique, toujours introuvable. L'autre expérience, en 1948, concerne les vagues de déplacement du peuple palestinien vers les pays environnants et notamment au Liban. Aujourd'hui, ils vivent encore dans des camps en attendant une solution politique et l'application de la résolution 194 (III) – une situation qui dure depuis 71 ans.

Dans ce contexte, je voudrais mettre en garde contre la réduction des services fournis par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) aux réfugiés palestiniens, qui engendre une pression sociale et financière accrue dont les effets se répercutent sur le Liban. Quant à la jeunesse palestinienne, au lieu de d'être demandeuse d'enseignement, elle n'a plus soif que de revanche. Reste à affirmer, une fois de plus, notre rejet catégorique de toute tentative visant à éliminer ou à modifier le mandat de l'UNRWA, et à appeler les

pays contributeurs à doubler leurs contributions pour permettre à cette institution de maintenir son rôle vital.

La crise du Moyen-Orient sévit depuis plusieurs décennies et ne fait que se compliquer car toutes les approches de solutions et toutes les pratiques israéliennes sont en contradiction avec les principes sur lesquels a été fondée l'ONU. La judaïsation de Jérusalem, la politique systématique de colonisation, la législation contraire aux droits de l'homme, la reconnaissance de l'annexion des territoires occupés par la force – comme ce fut le cas pour les hauteurs du Golan –, les promesses d'annexions de nouveaux territoires, pour des visées électorales, mais aussi l'annonce de l'accord du siècle qui prévoit la suppression des frontières de certains États en menaçant leur intégrité territoriale, le maintien des Palestiniens là où ils se trouvent, mettant en péril le Liban qui en accueille une grande partie – tout cela compromet les tentatives de paix au Moyen-Orient et laisse présager un avenir certes incertain mais sombre sûrement. Cependant, les droits des peuples demeurent même si le temps passe.

Les violations par Israël de la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, n'ont jamais cessé, tout comme l'agression de la souveraineté libanaise par air, terre et mer. L'acte offensif qui a eu lieu le mois dernier dans une zone résidentielle au cœur de Beyrouth constitue la violation la plus grave de cette résolution. Quant aux incendies qui ont persisté pendant des jours dans les fermes occupées de Chebaa, occasionnés par des tirs israéliens, ils sont sans conteste un crime international condamnable contre l'environnement. De cette tribune, je réitère que le Liban est un pays qui aime la paix et qui fait tout ce qui est dans son possible pour respecter la résolution 1701 (2006) du Conseil de sécurité, or cet engagement n'enlève rien à notre droit naturel et inaliénable à la légitime défense pour protéger notre terre et notre peuple par tous les moyens disponibles. Je réaffirme également que le Liban est fortement attaché à ses droits territoriaux sur les fermes de Chebaa, les collines de Kfarchouba et le nord de Ghajar, occupés par Israël. Nous ne laisserons passer aucune occasion pour fixer nos frontières terrestres internationalement reconnues ainsi qu'établir et délimiter nos frontières maritimes sous les auspices des Nations Unies. Toute contribution dans ce sens est la bienvenue, d'autant que le Liban va commencer les opérations de forage du pétrole et du gaz dans ses eaux territoriales d'ici à la fin de l'année, conformément aux lois reconnues internationalement.

Alors que le Liban se prépare à célébrer le centenaire du Grand Liban, l'ONU, constituée le 24 octobre 1945, s'apprête à commémorer son soixante-quinzième anniversaire. Depuis lors, le monde a été témoin de nombreuses guerres et conflits, en particulier au Moyen-Orient, point chaud permanent de la planète qui s'apaise puis s'amplifie sans jamais s'éteindre. Nos peuples continuent à payer le prix fort, sacrifiant leur sécurité, leur stabilité, leur paix, leur économie et même la démographie de leurs territoires. En effet, le cœur du problème ne varie pas et reste celui de la défense des intérêts des puissants au détriment des faibles – un concept qui met en péril tout principe, toute logique, toute justice et toute solution.

Ce principe pervers qui mène aujourd'hui les stratégies politiques a fait perdre au monde sa stabilité. En effet, tous les paramètres ont été minés et il n'existe plus aucune norme permettant de régler les différends ou de les contrôler conformément à des règles justes. Les peuples ne se rencontrant plus, ils ne peuvent plus coopérer ensemble afin de trouver des solutions politiques au-delà de leurs frontières. Toutes les opportunités pour résoudre les conflits se sont perdues, cédant la place au chaos.

L'Organisation des Nations Unies a pris de nombreuses initiatives pour faire entendre la voix de la paix et du développement. Certaines ont été couronnées de succès, d'autres n'ont pas apporté les résultats souhaités. On attend aujourd'hui qu'elle puisse renforcer les principes généraux qui fondent sa charte et le droit international qui en découle, elle seule étant notre recours pour garantir les droits. Aucune justice ne pourra être établie, aucun droit ne sera préservé, aucune paix ne sera trouvée tant que le principe qui prévaut dans le monde restera : « je suis fort donc j'ai raison ».

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République libanaise de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*Le général Michel Aoun, Président de la République libanaise, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution du Roi Mswati III, Chef de l'État du Royaume d'Eswatini**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Chef de l'État du Royaume d'Eswatini.

*Le Roi Mswati III, Chef de l'État du Royaume d'Eswatini, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. M. le Roi Mswati III, Chef de l'État du Royaume d'Eswatini, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Roi Mswati III** (*parle en anglais*) : C'est un immense honneur pour moi de m'adresser à l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Lorsque l'Organisation des Nations Unies a été créée par nos prédécesseurs en 1945, le principal objectif était de réduire les tensions et d'éviter un nouveau conflit après la Deuxième Guerre mondiale.

Aujourd'hui, l'Organisation fait face aux nombreux défis qui se posent à l'humanité. L'ONU devrait donner de l'espoir aux peuples du monde et agir de façon dynamique pour répondre aux problèmes complexes par la promotion de la sûreté, de la paix et de la sécurité. Les sept décennies passées nous ont montré que le multilatéralisme était un ingrédient essentiel d'un monde pacifique. En s'acquittant de sa mission au fil des ans, l'Organisation est devenue un organe important pour favoriser l'action collective afin de traiter des difficultés mondiales d'aujourd'hui. C'est cette démarche collective qui a facilité la coopération et soutenu une économie mondiale destinée à sortir plus d'un milliard de personnes de la pauvreté.

Toutefois, comme nous le savons tous, des menaces à la paix et des conflits violents, y compris des atrocités de masse, subsistent dans différentes régions du monde. Nous notons avec tristesse que certains de ces conflits et d'autres souffrances inhumaines sont parrainés par ceux qui croient avoir le droit de dicter et d'imposer leurs idéologies aux autres nations du monde. Nous prions instamment le Secrétaire général d'agir sans délai pour décourager cette attitude car elle est contraire aux objectifs de l'Organisation. Nous sommes tous égaux, quelles que soient la taille et la puissance économique de notre pays.

Les États Membres de l'ONU doivent s'exprimer d'une seule voix pour désamorcer les tensions, tout en encourageant le dialogue et en protégeant les civils et les victimes innocentes des conflits. Je m'adresse en particulier aux pays des régions du monde où il y a encore des îlots de conflit. Nous devrions tous œuvrer

en faveur d'un monde intégré, prospère, pacifique et multilatéral.

On ne saurait trop insister sur le caractère urgent du thème retenu pour le débat général de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale, « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». En effet, ce thème souligne et réaffirme le besoin incontournable de faire de l'ONU une organisation pour tous dans des périodes comme celle que nous traversons actuellement.

Nous encourageons le Secrétariat à prendre note des propositions avancées par les dirigeants du monde et à les mettre en application. L'humanité compte sur nous pour changer ses conditions de vie aux fins d'un avenir meilleur. Nous devons impérativement mettre en œuvre le programme multilatéral avec un engagement renouvelé afin de garantir des sociétés pacifiques, équitables et durables pour les générations futures.

La plupart des problèmes contemporains tels que le terrorisme, les changements climatiques, les migrations, la criminalité transnationale organisée et bien d'autres ne peuvent être gérés efficacement sans coopération multilatérale. Cela nécessitera l'inclusion et la participation de tous les États Membres par la coopération, le dialogue et la réforme des organes existants, au besoin. Nous implorons donc l'Assemblée générale de jouer son rôle en comblant les lacunes et en favorisant l'action collective, ce qui ne peut se faire que par l'intermédiaire d'une coordination et d'une collaboration étroites avec l'Organisation et tous ses organismes pour s'attaquer à l'ensemble des difficultés internationales qui méritent notre attention.

À l'échelle mondiale, l'élimination de la pauvreté reste notre priorité, et un défi considérable, en particulier face aux changements climatiques et à l'insécurité alimentaire, pour ne citer que ces deux obstacles parmi d'autres. Nous reconnaissons et apprécions les mesures prises par la communauté internationale pour atténuer cette situation. Nous tenons à souligner qu'il faut investir davantage pour bâtir des sociétés et des systèmes de protection sociale solides qui garantiront la prise en compte des groupes d'intérêt particulier touchés par la pauvreté. S'il leur incombe d'allouer une proportion importante de leurs dépenses nationales aux programmes de protection sociale, les pays en développement ont réellement besoin de financements

pour atteindre les objectifs de développement durable afin de transformer leurs économies et leur tissu social.

À titre d'exemple, le financement du développement pour un pays tel que l'Eswatini pourrait devenir problématique à terme du fait de l'austérité économique mondiale. Cette réalité limite la capacité de notre nation à mobiliser des ressources pour le développement à un moment où des investissements considérables sont nécessaires pour réaliser les objectifs de développement durable à l'horizon 2030. L'Eswatini est en train de renforcer ses stratégies de mobilisation des ressources en explorant les différentes voies de coopération avec la communauté mondiale, et il sollicite l'appui de l'ONU dans cette entreprise. Il est évident que l'intégration des économies africaines, sur la base d'approches novatrices, crée de nombreuses possibilités de réaliser les objectifs de développement durable. Ces efforts sont importants pour générer des idées, des projets et des moyens nouveaux de permettre à diverses voix de se faire entendre, d'encourager l'innovation et de promouvoir le développement.

Le lancement récent de la Zone de libre-échange continentale africaine contribuera grandement aux efforts visant à éliminer la pauvreté sur le continent. De même, avec le lancement de la plateforme africaine de commerce en ligne attendu au cours des prochaines semaines, nous sommes certains que les mesures de cette nature permettront d'ouvrir un nouveau chapitre dans la vie de nos populations. Elles créeront la dynamique dont nous avons besoin pour faire évoluer les économies et le contexte africains. En tant que continent, nous mettons l'accent sur le renforcement et le développement de nos économies, et lorsque ces nouvelles initiatives auront pris racine, nous serons en mesure d'accroître nos échanges commerciaux avec le monde entier et de devenir autonomes. C'est pourquoi nous demandons instamment à l'ONU d'appuyer pleinement les initiatives lancées par l'Afrique pour faire en sorte que le continent améliore la vie de ses populations et devienne l'Afrique que nous voulons.

Le continent africain reste confronté à des problèmes autres que les conflits, qui sont des problèmes de santé, notamment des maladies telles qu'Ebola, le VIH/sida, le paludisme, la tuberculose et de nombreuses autres, et il a besoin de fonds considérables pour en venir à bout. Après avoir accompli des progrès modestes dans notre lutte contre ces pandémies, nous sommes malheureusement parfois confrontés à de nouvelles poussées épidémiques qui anéantissent les

avancées enregistrées. Pourtant, notre vision en tant qu'États africains est que toutes ces épidémies doivent être éliminées afin que nous puissions nous concentrer sur nos objectifs de développement. Malheureusement, les pays en développement demeurent confrontés à d'importants déficits de financement, ce qui crée des difficultés s'agissant de détecter et de traiter les problèmes tout en fournissant des services de santé de base et en renforçant les capacités du secteur de la santé.

L'Afrique porte un lourd fardeau en ce qui concerne le paludisme. Malgré les progrès enregistrés, l'Afrique a besoin de fonds supplémentaires pour éliminer progressivement le paludisme sur le continent. Le Royaume d'Eswatini fait partie des 21 pays potentiellement à même d'inverser la transmission du paludisme au niveau national d'ici à 2020, ce qui lui permettra d'éliminer le paludisme. En ma qualité de Président de l'Alliance des dirigeants africains contre le paludisme, j'ai l'immense plaisir d'annoncer que nous avons lancé dans le courant de l'année le Fonds pour l'élimination du paludisme, un partenariat public-privé dont l'objectif est de combler le déficit de financement et d'éliminer la maladie d'ici à 2022. Nous notons avec satisfaction que suite à la création par l'Eswatini d'un fonds de lutte contre le paludisme, de nombreux pays africains lui ont emboîté le pas et sont en train de lancer des fonds similaires. Nous sommes également fiers d'informer le monde que le Royaume continue d'avancer dans la voie de l'élimination du sida en tant que menace de santé publique d'ici à 2022. Cependant, il reste nécessaire d'appuyer nos efforts de prévention et pour prolonger la vie des personnes déjà atteintes par la maladie. Nous remercions les amis du Royaume qui continuent de nous aider à lutter contre ces problèmes, en particulier le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Ils appuient nos initiatives de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme tout en bâtissant des systèmes de santé plus solides qui nous permettront de réaliser la couverture santé universelle.

Les changements climatiques ont de graves répercussions sur les perspectives de développement partout, et plus particulièrement sur le continent africain, où les événements climatiques extrêmes continuent de s'intensifier. Comme nous l'avons observé dans la région de la Communauté de développement de l'Afrique australe, les catastrophes naturelles ne connaissent pas de frontières, et les pays les plus lourdement touchés n'ont pas les ressources et les capacités nécessaires pour se préparer et faire face aux conséquences dévastatrices de ces catastrophes, notamment en ce qui concerne



les infrastructures et les pertes humaines. L'Eswatini estime que les pays doivent œuvrer en commun pour élaborer des plans d'urgence adaptés afin, premièrement, de créer un fonds régional permanent d'intervention en cas de catastrophe pour amortir les effets des catastrophes naturelles, et deuxièmement, de créer des pôles humanitaires sous-régionaux qui seront dotés des moyens nécessaires pour réagir rapidement en cas de catastrophe. Cela permettra d'atténuer l'impact de ces catastrophes, de sauver des vies et de faire en sorte que les pays touchés puissent se relever rapidement. L'enjeu est bien trop élevé pour ne pas intervenir rapidement pour lutter contre les changements climatiques.

Le Royaume d'Eswatini est pleinement engagé dans les efforts visant à établir une économie fondée sur la connaissance en s'appuyant sur les infrastructures pour la science, la technologie et l'innovation afin de faciliter la recherche et de renforcer le développement. Notre parc royal pour la science et la technologie accomplit un travail remarquable en promouvant la recherche scientifique et promeut également les start-ups et les laboratoires d'innovation. Nous remercions les amis du Royaume d'Eswatini qui appuient ces initiatives. Nous continuons de rechercher de nouveaux appuis pour renforcer nos programmes fondés sur la connaissance, qui nous permettront de réaliser notre vision nationale à l'horizon 2022 ainsi que les objectifs de développement durable.

Nous sommes déterminés à devenir un pionnier et un modèle en matière de réalisation des objectifs de développement durable en Afrique. Nous restons convaincus que les objectifs de développement durable et l'Agenda 2063 de l'Union africaine continueront de nous guider dans la bonne direction et de nous donner l'élan nécessaire pour éliminer la pauvreté et parvenir à un développement inclusif et durable pour tous. Nous nous félicitons du partenariat étroit entre l'ONU et le peuple d'Eswatini, qui garantit que nos processus de planification prennent pleinement en compte les objectifs de développement durable. À cet égard, nous avons lancé un plan d'action stratégique quinquennal pour la période 2019-2023, qui garantira un développement économique durable, la stabilité financière et la croissance, en vue d'améliorer la qualité de vie en Eswatini. Ce plan d'action s'articule autour de cinq secteurs clefs, qui devraient nous aider à accroître notre produit intérieur brut, à créer des emplois et à mobiliser des ressources : industrie manufacturière, agriculture, secteur minier et énergétique, tourisme et éducation, et informatique et communications.

Aucune nation ne peut se développer au-delà de sa capacité éducative, en particulier celle de ses enseignants. Tandis que nous nous efforçons tous de garantir une éducation inclusive, équitable et de qualité pour tous, nous devons également apporter l'aide voulue aux pays qui en ont besoin pour renforcer les capacités de leurs éducateurs. À ce sujet, nous devons garantir l'accès à un enseignement primaire et secondaire gratuit et de qualité, ainsi qu'à un enseignement professionnel et technique abordable et inclusif, tout en veillant à offrir des possibilités aux garçons et aux filles en situation de handicap. J'ai le plaisir d'annoncer à la communauté internationale que le Royaume d'Eswatini a lancé ces initiatives, et nous constatons des résultats positifs.

Comme chacun sait, les jeunes se heurtent à une multitude de défis qui exigent une réponse globale, coordonnée et multilatérale. Nous sommes un monde jeune : plus de la moitié de la population mondiale a moins de 30 ans. C'est pourquoi nous avons besoin de stratégies pour encourager le marché du travail à absorber la jeune classe ouvrière montante et à veiller à ce qu'elle reçoive une formation adaptée aux besoins de nos marchés. Nous devons également mettre au point des programmes visant à offrir plus de possibilités aux jeunes pour qu'ils puissent créer leur propre entreprise.

Le pari de l'ONU de ne laisser personne de côté restera lettre morte si nous continuons à priver les autres nations du monde de la possibilité de jouer un rôle central dans les affaires de l'Assemblée, qui est universelle. Nous sommes fermement convaincus que Taiwan est essentielle à la pleine mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Son admission [à l'Organisation des Nations Unies] est une étape cruciale dans la réalisation de l'engagement énoncé à préambule de la résolution 70/1, adoptée le 25 septembre 2015. Nous appelons une fois de plus l'ONU à défendre le principe d'universalité, à poursuivre ses efforts multilatéraux en faveur d'une inclusion totale et à permettre à Taiwan de participer aux efforts en la matière sur un pied d'égalité et dans la dignité.

Je tiens à réaffirmer à quel point mon royaume tient à donner la priorité à la mise en œuvre globale du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Comme d'autres pays à revenu intermédiaire, un des défis auxquels nous sommes confrontés est la diminution de l'aide publique au développement en raison de notre classement, ce qui a nui à nos efforts de développement et de réduction de la pauvreté. Pour y

remédier, nous préconisons vivement une réévaluation des réalités sur le terrain lorsque l'aide publique au développement est allouée aux pays qui en ont le plus besoin.

Enfin, nous nous engageons à soutenir un multilatéralisme efficace visant à garantir l'inclusion, à promouvoir une éducation de qualité et la paix et la sécurité pour tous et à sortir les pays de toute forme de pauvreté. Le premier de nos engagements est de relever tous les défis auxquels la famille des Nations Unies est confrontée. Nous tenons à remercier le Secrétaire général et l'ensemble de son personnel de continuer à diriger les affaires du Secrétariat avec un engagement marqué en faveur des efforts consentis par les Nations Unies pour garantir la paix et la sécurité mondiales, l'équité, la justice et l'inclusion dans toutes les questions dont traite l'Organisation. Nous sommes fermement convaincus qu'ensemble, nous surmonterons toutes les difficultés qui nous semblent impossibles à résoudre, tout en continuant à œuvrer pour l'unité, la solidarité et l'intérêt mutuel et, surtout, à mobiliser tous nos efforts pour parvenir partout à un monde meilleur pour tous.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Chef d'État du Royaume d'Eswatini de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*Le Roi Mswati III, Chef d'État du Royaume d'Eswatini, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique d'Iran.

*M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim (parle en anglais) :** Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Rouhani (parle en farsi; texte anglais fourni par la délégation) :** Je tiens à féliciter le Président de son élection bien méritée à la tête de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale

et à lui souhaiter, ainsi qu'au Secrétaire général, bonne chance et plein succès.

Je voudrais tout d'abord saluer le mouvement pour la liberté de Hossein et rendre hommage à tous les défenseurs de la liberté du monde, qui ne cèdent pas à l'oppression ou à l'agression et qui endurent toutes les épreuves de la lutte pour leurs droits, ainsi qu'aux martyrs opprimés des attentats terroristes et à la bombe perpétrés au Yémen, en Syrie, en Palestine occupée, en Afghanistan et ailleurs, notamment en Iraq.

Le Moyen-Orient est ravagé par les flammes de la guerre, les bains de sang, l'agression, l'occupation, le fanatisme religieux et sectaire et l'extrémisme – une situation dans laquelle le peuple palestinien opprimé est la principale victime, faisant toujours l'objet de discrimination, d'expropriation des terres, d'expansion des colonies et de meurtres. Les plans que les États-Unis et les sionistes leur ont imposés, comme « l'accord du siècle » qui a reconnu Beit el-Maqdes comme capitale du régime sioniste et l'annexion du Golan syrien aux autres territoires occupés, sont de toute évidence voués à l'échec.

Face à des questions telles que les plans destructeurs des États-Unis, l'assistance et la coopération régionales et internationales de la République islamique d'Iran en matière de sécurité et de lutte contre le terrorisme ont été ô combien décisives. Cette approche est clairement illustrée par notre coopération sur la crise syrienne avec la Russie et la Turquie dans le cadre du processus d'Astana et par notre proposition de paix pour le Yémen, fondée sur notre coopération active avec les envoyés spéciaux du Secrétaire général, ainsi que par nos efforts pour faciliter les pourparlers de réconciliation entre les parties au Yémen et les quatre pays européens, qui ont abouti à la conclusion de l'Accord de Stockholm sur le port de Hodeïda.

Je viens d'un pays qui a résisté au terrorisme économique le plus impitoyable et défendu son droit à l'indépendance et au développement scientifique et technologique. Tout en imposant des sanctions extraterritoriales à d'autres pays et en faisant planer sur eux des menaces, le Gouvernement des États-Unis a tout mis en œuvre pour priver l'Iran des avantages de sa participation à l'économie mondiale et a eu recours à la piraterie internationale en utilisant à mauvais escient le système bancaire international. Nous, les Iraniens, avons été des pionniers des mouvements de défense de la liberté dans la région, tout en recherchant la paix et le progrès pour notre nation et nos voisins. Nous n'avons

jamais cédé face à l'agression ou à l'ingérence étrangère. Nous ne pouvons pas croire dans l'invitation à négocier que nous lancent ceux qui se targuent d'avoir appliqué les sanctions les plus dures de l'histoire, au détriment de la dignité et de la prospérité de notre nation. Comment pouvons-nous y croire au vu de l'assassinat silencieux d'une grande nation et des efforts déployés par les autorités américaines pour exercer des pressions sur 83 millions d'Iraniens – notamment des femmes et des enfants –, lesquelles en sont fières et ne peuvent plus se passer de l'exploitation des sanctions imposées à une kyrielle de pays, comme l'Iran, le Venezuela, Cuba, la Chine et la Russie? La nation iranienne n'oubliera ni ne pardonnera jamais ces crimes et ces criminels.

Non seulement l'attitude du Gouvernement actuel des États-Unis à l'égard de l'accord sur le nucléaire, également connu sous le nom de Plan d'action global commun, viole les dispositions de la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité, mais elle constitue également une violation de la souveraineté et de l'indépendance politique et économique de tous les pays du monde. En dépit du retrait des États-Unis du Plan d'action global commun, l'Iran est resté pleinement fidèle pendant une année entière à tous ses engagements nucléaires au titre de l'accord. Par respect pour ladite résolution du Conseil de sécurité, nous avons donné à l'Europe la possibilité de remplir ses 11 engagements afin de compenser le retrait des États-Unis. Malheureusement, nous n'avons entendu que de belles paroles, et aucune mesure efficace n'a été prise. Il est maintenant clair pour tout le monde que les États-Unis renient tous leurs engagements et que l'Europe se trouve dans l'impossibilité de s'acquitter de ses obligations, voire en est incapable. Nous avons même adopté une approche progressive dans la mise en œuvre des paragraphes 26 et 36 du Plan d'action global commun, et nous restons attachés aux promesses que nous avons faites dans l'accord.

Toutefois, notre patience a des limites. Lorsque les États-Unis ne respectent pas les résolutions du Conseil de sécurité et que l'Europe est dans l'incapacité d'agir, nous ne pouvons que compter sur la dignité, la fierté et la force de notre nation. Les États-Unis nous demandent de participer à des négociations alors même qu'ils se détournent des traités et des accords. Nous nous sommes assis à la table des négociations avec le Gouvernement actuel des États-Unis, les quatre autres membres permanents du Conseil de sécurité, l'Allemagne et l'Union européenne, mais le Gouvernement des États-Unis n'a pas honoré l'engagement pris par son

prédécesseur. Au nom de ma nation et de mon État, je tiens à annoncer à l'Assemblée que notre réponse à toute négociation s'accompagnant de sanctions est négative. Le Gouvernement et le peuple iraniens ne fléchissent pas face aux sanctions extrêmement sévères qui leur sont imposées depuis un an et demi, et ils ne négocieront jamais avec un ennemi qui cherche à faire plier l'Iran au moyen de la pauvreté, des pressions et des sanctions.

S'ils veulent une réponse positive, la seule façon d'engager des pourparlers est de renouer avec les engagements et de respecter les accords, comme l'a déclaré le leader de la révolution islamique. Si le Plan d'action global commun est important pour eux, il faut revenir à son cadre et se conformer à la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité. Les sanctions doivent être levées afin d'ouvrir la voie au début des négociations.

Je voudrais que les choses soient claires : s'ils se satisfont du minimum, nous aussi nous nous en satisferons. Le Plan d'action global commun était un minimum pour eux comme pour nous. Toutefois, s'ils souhaitent davantage, ils doivent donner et payer davantage. S'ils s'en tiennent à leur parole, à savoir qu'ils n'ont qu'une exigence à l'endroit de l'Iran, c'est-à-dire la non-production et la non-utilisation des armes nucléaires, cette exigence peut être satisfaite sous la supervision de l'Agence internationale de l'énergie atomique et, surtout, avec une fatwa du dirigeant iranien. Au lieu d'un simulacre de négociation, ils devraient revenir à la réalité des négociations. La séance de photographies commémoratives est la dernière étape des négociations, pas la première.

Malgré tous les obstacles créés par le Gouvernement des États-Unis, l'Iran garde le cap de la croissance et de la prospérité économique et sociale. En 2017, l'économie iranienne a enregistré le taux de croissance économique le plus élevé du monde. Aujourd'hui, en dépit des fluctuations provoquées par les ingérences étrangères de ces 18 derniers mois, nous avons renoué avec la croissance et la stabilité. Le produit intérieur brut de l'Iran, pétrole non compris, est redevenu positif ces derniers mois et la balance commerciale du pays reste dans le vert.

La doctrine sécuritaire de la République islamique d'Iran se fonde sur le maintien de la paix et de la stabilité dans le golfe Persique et sur la liberté de navigation et la sécurité de la circulation dans le détroit d'Ormuz. Des incidents récents ont gravement compromis cette sécurité. La sécurité et la paix dans le golfe Persique,

la mer d'Oman et le détroit d'Ormuz pourraient être assurées avec la participation des pays de la région, et la libre circulation du pétrole et d'autres ressources énergétiques pourrait être garantie à condition que la sécurité soit considérée comme un cadre général dans tous les domaines pour tous les pays.

Fort de la responsabilité historique qui est celle de mon pays dans le maintien de la sécurité, de la paix et de la stabilité et dans la promotion du progrès dans la région du golfe Persique et le détroit d'Ormuz, je voudrais inviter tous les pays directement concernés par l'évolution de la situation dans le golfe Persique et le détroit d'Ormuz à se joindre à la coalition pour l'espoir, qui porte le nom de *Hormuz Peace Endeavour*. L'objectif de cette coalition est de promouvoir la paix, la stabilité, le progrès et le bien-être de tous les habitants de la région du détroit d'Ormuz et de renforcer l'entente mutuelle et les relations pacifiques et amicales entre eux. L'initiative comprend plusieurs domaines de coopération, tels que la garantie collective de la sécurité énergétique, la liberté de navigation et le libre transfert de pétrole et d'autres ressources vers et depuis le détroit d'Ormuz et au-delà.

La coalition pour l'espoir se fonde sur des principes importants, tels que le respect des buts et principes de l'Organisation des Nations Unies, le respect mutuel, l'égalité, le dialogue et la compréhension, le respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté, l'inviolabilité des frontières internationales et le règlement pacifique de tous les différends, mais aussi et surtout, les deux principes fondamentaux de non-agression et de non-ingérence dans les affaires intérieures des uns et des autres. La présence de l'ONU semble nécessaire pour la mise en place d'un cadre international à l'appui de la coalition pour l'espoir. Le Ministre des affaires étrangères de la République islamique d'Iran fournira de plus amples informations sur cette coalition aux États bénéficiaires (voir S/PV.8626).

La formation dans la région de toute coalition ou initiative de sécurité, sous quelque appellation que ce soit, qui est centrée sur des forces étrangères et placée sous leur commandement, est un exemple clair d'ingérence dans les affaires de la région. La sécurisation de la navigation est contraire au droit à la liberté de navigation et au droit au développement et ne fera qu'exacerber les tensions, compliquer plus encore la situation et renforcer la méfiance dans la région tout en mettant en péril la paix, la sécurité et la stabilité régionales.

La sécurité de notre région sera assurée lorsque les troupes américaines se retireront. La sécurité ne saurait être garantie par les armes et l'ingérence américaines. Après 18 ans, les États-Unis n'ont pas réussi à réduire le terrorisme. En revanche, la République islamique d'Iran est parvenue à mettre fin au fléau de Daech avec l'aide des pays et gouvernements voisins. Le moyen ultime d'instaurer la paix et la sécurité au Moyen-Orient passe par une démocratie interne et une diplomatie externe. La sécurité ne peut être achetée ni assurée par des gouvernements étrangers.

La paix, la sécurité et l'indépendance de nos voisins sont notre paix, notre sécurité et notre indépendance. L'Amérique n'est pas notre voisine. C'est la République islamique d'Iran qui est la voisine des pays de la région, et l'on nous a toujours dit : « Les voisins, d'abord; nous, ensuite ». En cas d'incident, les pays de la région et nous-mêmes resterons seuls. Nous sommes voisins les uns des autres, pas des États-Unis.

Les États-Unis se trouvent ici, pas au Moyen-Orient. Les États-Unis ne sont l'avocat d'aucune nation, ni le gardien d'aucun État. En fait, les États ne délèguent pas leur pouvoir à d'autres États; ils ne donnent pas la tutelle légale à d'autres États. Si les flammes de l'incendie qui ravage le Yémen se sont aujourd'hui propagées jusqu'à Hijaz, il faut trouver le va-t-en-guerre et le punir au lieu de lancer des allégations et des griefs contre les innocents. La sécurité de l'Arabie saoudite sera garantie par une cessation de l'agression contre le Yémen plutôt que par l'invitation d'étrangers. Nous sommes prêts à recourir à notre force nationale, à notre crédibilité régionale et à notre autorité internationale.

La solution qui permettra de parvenir à la paix dans la péninsule arabique, à la sécurité dans le golfe Persique et à la stabilité au Moyen-Orient doit être recherchée à l'intérieur de la région plutôt qu'à l'extérieur. Notre région est en proie à des problèmes trop vastes et trop importants pour que les États-Unis puissent les résoudre. Les États-Unis n'ont pas réussi à résoudre les problèmes en Afghanistan, en Iraq ou en Syrie, et ils ont soutenu l'extrémisme, le « talibanisme » et le « daéchisme ». Il est clair que ce Gouvernement n'est pas en mesure de régler les problèmes plus complexes d'aujourd'hui.

Notre région est au bord du gouffre – il suffirait d'une bévue pour déclencher une conflagration. Nous ne tolérerons pas l'intervention provocatrice d'étrangers. Nous entendons riposter avec fermeté et détermination à toute transgression qui porterait atteinte à notre sécurité



et à toute violation de notre intégrité territoriale. En tout état de cause, nous pensons qu'une autre solution – la solution idoine – serait de renforcer la consolidation entre toutes les nations ayant des intérêts communs dans le golfe Persique et dans la région d'Ormuz.

Voilà le message de la nation iranienne : investissons dans l'espoir d'un avenir meilleur plutôt que dans la guerre et la violence. Revenons à la justice, à la paix, au droit, aux engagements et aux promesses et, en définitive, à la table des négociations.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique d'Iran de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Hassan Rouhani, Président de la République islamique d'Iran, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Tommy Esang Remengesau Jr, Président de la République des Palaos**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Palaos.

*M. Tommy Esang Remengesau Jr, Président de la République des Palaos, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Tommy Esang Remengesau Jr, Président de la République des Palaos, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Remengesau** (*parle en anglais*) : Qu'il me soit permis pour commencer de féliciter chaleureusement S. E. M. Tijjani Muhammad-Bande de son élection à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Je le félicite d'avoir mis l'accent sur la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les Palaos attendent avec intérêt de coopérer davantage avec lui sur cette importante priorité.

Je veux également exprimer mes remerciements à sa prédécesseur, M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés, pour le leadership dont elle a fait montre au cours de l'année écoulée.

Je tiens, par ailleurs, à exprimer mes plus sincères condoléances au peuple bahamien et à toutes

les personnes qui ont souffert de l'ouragan Dorian. Il faut qu'ils sachent que, insulaire lui aussi, le peuple des Palaos les assure de sa solidarité.

Je voudrais rappeler les paroles de mon prédécesseur qui, dans son premier discours devant l'Assemblée générale il y a 25 ans, à l'occasion de l'admission officielle des Palaos en tant que 185<sup>e</sup> Membre de l'ONU, avait déclaré :

« Mon pays, qui compte environ 20 000 habitants, sera un des plus petits États Membres de l'Organisation. Mais nous sommes en bonne place pour les choses qui comptent : un solide patrimoine culturel; un engagement en faveur des droits de l'homme et un gouvernement démocratique; des ressources – humaines et marines – dont nous sommes particulièrement fiers et, par-dessus tout, l'appui et l'amitié de nos frères et sœurs de la famille internationale des nations » (A/49/PV.89, p. 6).

À la veille du vingt-cinquième anniversaire de notre indépendance, ces paroles n'ont rien perdu de leur véracité. À la liste présentée par mon prédécesseur, je me contenterai d'ajouter que les Palaos sont également en bonne place pour leur sens des responsabilités au regard de la protection de l'environnement marin et du système climatique. En tant que grand État océanique, nous sommes fermement convaincus que notre petit État insulaire a beaucoup à apporter à ces efforts mondiaux, et cette tâche importante doit commencer au niveau national. À cet égard, mon Gouvernement a eu le plaisir de présenter son premier examen national volontaire au Forum politique de haut niveau du Conseil économique et social.

Cet examen national volontaire prenait acte de nos réalisations importantes, telles que l'éducation universelle, l'élimination de la faim et la création de notre réseau de zones protégées. Les Palaos ont proclamé 2019 Année de l'apprentissage novateur et de l'excellence, en reconnaissance du fait que notre peuple est notre ressource la plus précieuse. Pour prospérer dans un monde sans frontières, il est impératif d'améliorer l'éducation et de développer notre capital humain.

Les Palaos ont récemment progressé sur la voie d'une couverture sanitaire quasi universelle, mais il reste des défis à relever pour améliorer la qualité des soins de santé et la durabilité des systèmes de santé face à la crise du climat. Toutefois, notre examen national volontaire a également permis de cerner les domaines

qui nécessitent une plus grande attention, notamment l'amélioration de la nutrition, la transition vers un système énergétique sobre en carbone et une plus grande résilience de nos infrastructures publiques et services publics essentiels.

Dans mon allocution l'an dernier (voir A/73/PV.9), j'avais mis en exergue la prévalence des maladies non transmissibles aux Palaos, qui affichent un taux d'obésité parmi les plus élevés au monde. Depuis, j'ai signé une directive à l'intention de tous les systèmes de restauration du Gouvernement pour qu'ils servent des poissons pélagiques afin d'encourager des régimes alimentaires traditionnels et plus sains. Cela étant, cette question mérite que l'ONU lui accorde une attention beaucoup plus poussée.

Les Palaos entretiennent une tradition de protection marine durable qui remonte à des millénaires. Pendant la majeure partie de notre histoire, la plus grande menace est venue de la surpêche. Dès lors que la pêche commençait à décliner, les aînés proclamaient un « *Bul* » – une interdiction – et toute pêche cessait dans la zone concernée. Savoir quand faire preuve de retenue a été crucial pour gérer durablement notre environnement marin.

Les Palaos accueillent les écosystèmes coralliens parmi les mieux préservés au monde. Cependant, nous nous heurtons à de nombreux défis qui découlent d'un monde globalisé. Les pêcheurs locaux ne sont plus les seuls à chaluter dans nos eaux aujourd'hui, et la crise du climat menace de rendre intenable la vie insulaire et les moyens de subsistance connexes. Par conséquent, à l'image de nos ancêtres, les Palaos ont une fois de plus proclamé un *Bul* contre la pêche – mais, cette fois-ci, à une échelle dont le monde avait rarement été témoin.

Dans quelques mois à peine, le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le Sanctuaire national marin des Palaos entamera sa phase de mise en œuvre. Quatre-vingts pour cent de notre zone économique exclusive (ZEE), soit environ 500 000 kilomètres carrés d'océan, seront protégés comme zone de non-prélèvement. Les 25 % restants seront ouverts à la pêche artisanale, et nous avons également l'intention de développer notre industrie de la pêche nationale. Notre océan est une ressource précieuse. Nous devons préserver sa santé pour que les générations futures puissent continuer à bénéficier de son abondance.

Nous attendons également avec intérêt d'accueillir la septième conférence « notre océan » en août 2020.

Notre objectif est de donner un nouvel élan à l'action en faveur des océans et de faire le point sur ce que nous avons accompli jusqu'à présent et sur ce qui reste à faire pour la protection de nos océans.

En ma qualité de Coprésident du Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable, je travaille avec 13 autres chefs d'État en exercice pour rééquilibrer le contrat de l'humanité avec les océans. Alors que le Groupe continue d'élaborer ses recommandations pour parvenir à une économie océanique durable avant la Conférence des Nations Unies visant à appuyer la réalisation de l'objectif de développement durable no 14 : conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable, qui doit se tenir à Lisbonne, nous invitons de nouveau les entreprises et le secteur privé à nous rejoindre dans cette entreprise.

Nous attendons également avec intérêt l'aboutissement des négociations et l'adoption d'un nouveau traité sur la biodiversité en haute mer qui établira le cadre multilatéral qui nous permettra de protéger efficacement la haute mer et de compléter nos efforts nationaux.

Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a présenté aujourd'hui son Rapport spécial sur les océans et la cryosphère dans le contexte du changement climatique. Ses avertissements sur les impacts de la crise climatique sur l'océan brossent un tableau de la négligence des océans et du réchauffement et de l'acidification des mers qui menacent les cycles de vie des poissons et les récifs coralliens. Pour un pays comme les Palaos, dont l'économie, la culture et le mode de vie dépendent de l'océan, il s'agit d'une préoccupation existentielle, mais le rapport du GIEC nous dit aussi que la santé des océans devrait être une source de préoccupation pour tous les pays.

Nous ne pourrions pas ralentir et empêcher les pires effets de la crise climatique sans nous occuper des océans. Cette semaine, le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable a également lancé un appel en faveur d'une action climatique basée sur les océans en vue d'appuyer la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat et des objectifs de développement durable. Investir dans des solutions fondées sur la nature, décarboniser les industries de la mer et garantir une alimentation durable sont des solutions que nous pouvons tous adopter collectivement.

Je tiens à remercier le Secrétaire général d'avoir pris l'initiative d'organiser le Sommet Action Climat de cette semaine. Les Palaos sont honorés d'avoir participé au processus de transition énergétique du Sommet et d'avoir présenté et développé le programme énergie durable pour les petits États insulaires en développement (PEID), qui fait partie de l'engagement pris par les PEID de passer systématiquement et de manière ambitieuse à des économies à faibles émissions de carbone. Ce programme vise à renforcer les partenariats qui génèrent des actions sur le terrain en élargissant l'initiative Phares des petits États insulaires en développement; les PEID seront habilités à élaborer des plans ambitieux et réalisables en faveur des énergies renouvelables et à attirer de nouveaux investissements.

Aux Palaos, nous sommes sur le point de commencer l'installation du plus grand micro-réseau au monde, ce qui nous permettra d'honorer notre contribution déterminée au niveau national au titre de l'Accord de Paris bien avant 2025. La formation d'un partenariat public-privé a été essentielle à cette entreprise. Il est également vital que nos frères et sœurs des pays développés apportent une réponse ambitieuse pour reconstituer le Fonds vert pour le climat des Nations Unies. Nous remercions ceux qui ont récemment annoncé de nouveaux engagements cette semaine, notamment le Danemark, la Suède, Monaco et la Corée du Sud, et nous attendons avec impatience que d'autres pays s'engagent à accroître également leurs contributions.

Le soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies l'année prochaine a été identifié comme une occasion importante de réduire le déficit de confiance entre les nations. Dans le cadre de la revitalisation du multilatéralisme, nos institutions des Nations Unies doivent être adaptées à l'objectif visé. La réforme du Conseil de sécurité demeure une tâche urgente à cet égard. Nous exhortons le Président de l'Assemblée générale, œuvrant de concert avec le Secrétaire général, à mener des consultations pour faire progresser le processus de réforme et veiller à ce que le Conseil de sécurité reflète mieux les réalités géopolitiques du monde actuel.

Le Conseil de sécurité doit également être prêt à relever les défis sécuritaires les plus pressants de notre génération. Nous réitérons donc l'appel lancé par les îles du Pacifique pour que le Secrétaire général nomme un représentant spécial pour le climat et la sécurité.

Notre cheminement vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 est rendu possible par un système multilatéral solide. La déclaration politique adoptée par le forum politique de haut niveau pour le développement durable nous rappelle que l'accélération de l'action dépend de moyens d'application accessibles. Si les Palaos ont fait des progrès considérables dans certains domaines clés, des partenariats durables et une plus grande coopération multilatérale tenant compte des besoins des PEID pourraient considérablement accélérer les progrès.

L'examen à mi-parcours des Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement réaffirme aussi la situation et les besoins particuliers des PEID, et souligne qu'il importe de renforcer les modalités de financement. En particulier, nous nous félicitons qu'il reconnaisse les limites d'une mesure du développement fondée uniquement sur le revenu et qu'il appelle à approfondir et à renforcer le partenariat avec les PEID. Comme les événements tragiques survenus aux Bahamas l'ont clairement montré, les vulnérabilités des PEID aux catastrophes et aux impacts climatiques sont uniques en leur genre et menacent de saper tous nos efforts de développement durable.

La mise en œuvre des recommandations du Secrétaire général concernant la réforme du système des Nations Unies pour le développement demeure également un objectif essentiel pour faire en sorte qu'aucun pays ne soit laissé de côté. J'attends donc avec intérêt la création d'un bureau multipays des Nations Unies dans le Pacifique Nord. Comme cela a été affirmé lors du Sommet des Présidents micronésiens au début de cette année, la création d'un bureau multipays dans l'un des pays du Pacifique Nord renforcera la cohérence de l'appui au développement dans la région et les efforts des PEID micronésiens pour atteindre les objectifs de développement durable.

Notre engagement collectif à ne laisser aucun pays de côté exige également que nous mettions fin à l'exclusion de Taiwan et de ses 23 millions d'habitants, non seulement ici, à l'Assemblée générale, mais aussi dans l'ensemble des instances internationales qui sont essentielles pour établir un multilatéralisme efficace, tels que l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation de l'aviation civile internationale et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Grâce à notre partenariat avec Taiwan, nous connaissons la force de son engagement à l'égard des objectifs de

développement durable; sa participation égale et digne aux processus du Programme 2030 ne fera que renforcer notre effort mondial pour réaliser ledit Programme.

Les États-Unis sont nos amis depuis très longtemps - nos histoires sont intimement liées. Nous partageons leur engagement en faveur de la liberté et de l'ouverture de la région indo-pacifique. Nous sommes fiers des liens étroits qui nous unissent dans le cadre de notre Accord de libre association et nous nous réjouissons à la perspective d'entamer des discussions sur son renouvellement.

L'une des premières étapes de notre parcours national a été le développement de nos capacités maritimes pour sécuriser notre grande ZEE. L'Australie s'est portée volontaire pour soutenir cette démarche en faisant don d'un patrouilleur côtier en 1996. Nous sommes ravis que l'Australie ait étendu son engagement au programme de patrouilleurs du Pacifique et qu'elle se soit engagée à remplacer le *PSS Remeliik* par un nouveau patrouilleur en 2020. La longue expérience de l'Australie en matière d'appui au renforcement des capacités des services d'application de la loi en mer a été particulièrement importante dans la préparation de la mise en œuvre du Sanctuaire marin national des Palaos.

Le Gouvernement indien a été un partenaire de plus en plus important dans le domaine de la santé et dans d'autres domaines en finançant notre système de soins de santé et en diffusant la technologie solaire à petite échelle grâce à la formation de Palaosiens dans le cadre du projet Solar Mamas.

Nous sommes préoccupés par les récents tirs de missiles balistiques effectués par la Corée du Nord en violation des résolutions du Conseil de sécurité. Ils menacent la paix et la stabilité dans notre région et dans le monde entier. Les armes de destruction massive et les missiles balistiques de toutes portées doivent être démantelés et la coopération de tous les États est essentielle pour appliquer pleinement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Il semble que les 25 dernières années se sont écoulées en un clin d'œil. La première génération de Palaosiens nés dans une république indépendante a déjà atteint l'âge adulte. Aujourd'hui, la deuxième génération de Palaosiens indépendants commence tout juste à aller à l'école. Je suis certain qu'ils peuvent s'attendre à vivre encore 25 ans dans un pays qui est en bonne place pour les choses qui comptent – un solide attachement aux

valeurs d'amitié et de solidarité de cette grande famille des nations.

J'ai bon espoir qu'ils vivront dans un monde qui a saisi ce moment crucial de son histoire pour éviter les pires effets de la crise climatique; un monde qui a retrouvé un équilibre dans son rapport à la terre, à l'atmosphère et aux océans; un monde qui travaille avec la nature et non contre elle. Cette famille me remplit d'espoir. Elle donne au peuple palaosien des raisons d'espérer.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Palaos de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Tommy Esang Remengesau Jr, Président de la République des Palaos, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M<sup>me</sup> Salome Zourabichvili, Présidente de la Géorgie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la Géorgie.

*M<sup>me</sup> Salome Zourabichvili, Présidente de la Géorgie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Salome Zourabichvili, Présidente de la Géorgie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Zourabichvili** (*parle en anglais*) : C'est un honneur pour moi de prendre la parole aujourd'hui devant l'Assemblée générale en ma qualité de Présidente de la Géorgie. La Géorgie est un petit pays situé aux confins de l'Europe qui, au cours des 28 dernières années, a subi de nombreux chocs et changements : le retour de son indépendance, l'ouverture de ses frontières, la première vague de mondialisation, le passage à l'économie de marché, ainsi que des conflits ouverts et prolongés, la guerre et l'occupation. Dans le même temps, malgré tout cela, la Géorgie fait partie des pays démocratiques du monde qui connaissent un développement économique et social, et elle demeure l'un des principaux îlots de stabilité dans une région complexe.



Nous sommes un pays faiblement peuplé et nous savons très bien quel est le prix de la solidarité. Compte tenu de notre situation géographique, nous savons que nous faisons partie intégrante d'une région où, sans la paix, les défis mondiaux ne peuvent être et ne seront pas relevés. Nous sommes également pleinement conscients que le destin de la planète est aussi le nôtre.

La Géorgie, comme toutes les nations ici présentes, doit faire face aux défis mondiaux auxquels le monde se heurte actuellement, à savoir les changements climatiques, la perte de la biodiversité, l'accès universel à des soins de santé, l'éducation pour tous, la lutte contre la pauvreté, le chômage et les inégalités. Les 17 objectifs de développement durable énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 sont tous essentiels pour relever ces défis. Ils ouvrent la voie à un changement radical de notre regard sur le monde et de nos comportements. La seule façon de surmonter les problèmes mondiaux est de les envisager et de les traiter dans leur ensemble, comme une menace complexe et multidimensionnelle, ce qui est loin d'être facile. Le monde est devenu beaucoup plus complexe, et par conséquent les solutions que nous devons trouver à ces problèmes doivent l'être tout autant. Il nous faut des approches plus systémiques et des réflexions plus globales.

La Géorgie ne ménagera aucun effort pour œuvrer à la réalisation des objectifs de développement durable du Programme 2030, de concert avec tous les acteurs de la société, qu'ils soient issus du secteur public ou privé, et avec ses voisins et ses partenaires, car la solidarité et les efforts communs seront la clef du succès. C'est la raison pour laquelle l'Assemblée est aujourd'hui réunie, et c'est pourquoi nous sommes convaincus qu'il faut concilier souveraineté et multilatéralisme.

Nous sommes tournés vers 2030 et déterminés à atteindre nos objectifs communs, mais il y a des défis plus pressants que nous devons relever pour réussir. Il nous faut de nouvelles idées. Nous devons oser, expérimenter et mettre au point de nouvelles solutions. Nous ne devons plus avoir peur de prendre des initiatives.

Ce qui est vrai pour le monde l'est aussi pour la Géorgie. Notre principal défi, et donc notre priorité, est de bâtir la paix, le but ultime de toute société; c'est aussi l'essence même et la raison d'être de l'ONU. La sécurité mondiale est un défi mondial. Les guerres, les conflits et le terrorisme constituent une menace manifeste et considérable à la vie de millions de personnes et

ils entraînent des migrations massives et des hordes de réfugiés.

Nous partageons la douleur des familles des victimes du terrorisme. Nous comprenons leur peur et leur colère. Et nous contribuerons à la lutte commune contre cet ennemi invisible. C'est pourquoi la Géorgie est un contributeur important aux missions de paix, que ce soit hier en Iraq ou aujourd'hui en Afghanistan, que ce soit au Mali ou en République centrafricaine, loin de nos frontières, mais proche de nous dans l'accomplissement du devoir de solidarité.

La guerre et les conflits font partie de notre histoire. Pendant des siècles, la Géorgie a été envahie à de nombreuses reprises par une multitude d'envahisseurs. Tbilissi, notre capitale, a été incendiée 26 fois, tandis que des parties de notre territoire ont été occupées pendant des périodes plus ou moins longues, la religion et l'identité du pays ont été réprimées de manière active à plusieurs reprises. Pourtant, la Géorgie a survécu et, aujourd'hui, nous sommes fiers de compter parmi les pays démocratiques souverains et indépendants. Nous avons réagi avec la même résilience face à la guerre tragique de 2008, qui a conduit à l'occupation par la Russie de 20% de notre territoire.

En ma qualité de Présidente de la Géorgie, je dois m'exprimer ici sur le sort de mon peuple qui vit le long de la frontière administrative qui divise des familles et des villages, où les incidents sont devenus fréquents et les provocations incessantes et où la démarcation illégale se poursuit activement, empêchant mes concitoyens de mener une vie normale et pacifique. Je dois m'exprimer au nom de nos citoyens qui vivent dans les territoires occupés d'Abkhazie et de Tskhinvali, qui sont constamment victimes de violations de leurs droits fondamentaux et de restrictions à leur liberté de mouvement et d'accès aux services de santé et d'éducation. Les points de passage vers ces deux régions sont régulièrement fermés, ce qui entraîne d'immenses souffrances humanitaires.

Je dois m'exprimer et avertir le monde – en Abkhazie occupée, non seulement la langue géorgienne, mais également la langue abkaze, qui sont reconnues par la Constitution géorgienne et que je dois défendre en ma qualité de Présidente de la Géorgie, ainsi que l'identité abkhaze, sont au bord de l'extinction. Le peuple abkhaze fait face à une forte baisse démographique. Je dois avertir l'Assemblée : un monde d'où la langue, l'identité et les traditions abkhazes seront absentes sera un monde grandement appauvri. Nous devons tous joindre nos

efforts pour protéger et sauver cette riche diversité culturelle, qui a poussé les arabes à qualifier le Caucase de montagne des langues.

Je dois m'exprimer au nom de nos déplacés et de nos réfugiés, qui, depuis plusieurs décennies, n'ont pas la possibilité de regagner leurs foyers et leurs terres.

Notre réaction à la tragédie de la guerre et de l'occupation est multiforme. Notre réaction consiste à préserver la paix et le développement en tenant nos promesses et en respectant à la lettre nos engagements au titre de l'accord de cessez-le-feu de 2008. C'est la raison pour laquelle nous n'avons aucune présence militaire près de la ligne d'occupation, et la Géorgie a unilatéralement renoncé à l'emploi de la force.

Notre réaction a été de tendre la main au moyen de l'initiative de paix intitulée « Un pas vers un avenir meilleur », qui permet aux citoyens des territoires occupés d'avoir accès, lorsqu'il ne leur est pas refusé, aux services de santé et d'éducation et aux perspectives commerciales et de participer – même si ce n'est malheureusement que marginalement – au développement économique de la Géorgie.

Notre réaction est fondée sur l'ouverture et la tolérance. Par exemple, l'an dernier, nous avons accueilli 1,5 million de touristes russes et aucun incident n'a été signalé.

Notre réaction est de continuer à avancer résolument sur la voie du développement économique et démocratique, sans nous laisser détourner par quoi que ce soit de nos ambitions et de nos objectifs concrets d'intégration européenne et euro-atlantique. Nous avons enregistré des progrès remarquables sur tous ces fronts sans changer de cap ou relâcher nos efforts, et ce, avec une vision claire de notre destin. En quelque sorte, cela a été notre victoire pacifique contre la guerre et l'occupation, la tragédie et la destruction.

Lorsque nous parlons de l'objectif d'instaurer la paix et de mettre un terme au conflit et à l'occupation, nous devons également agir. Nous devons avancer et avoir recours à la diplomatie. Nous avons renoncé à l'emploi de la force mais nous n'avons pas renoncé au dialogue. Nous sommes résilients mais nous ne nous sommes pas résignés à accepter le statu quo. Nous devons faire évoluer les choses, mais nous ne pouvons pas le faire seuls. Il faut que tout le monde s'engage en faveur de la pérennisation de la paix dans la région.

Nous devons renforcer la dimension politique des formats de dialogue actuels pour pouvoir aborder enfin les problèmes de fond. Nous devons passer des discussions entre experts à de véritables négociations politiques. Toutes les parties doivent faire preuve de volonté politique pour que le format de Genève, par exemple, permette de régler le conflit, et pas simplement de le gérer. La volonté politique sera également nécessaire pour élaborer de nouveaux formats, le cas échéant.

Il faut faire appel à tous les cadres et formats de dialogue, officiels ou non, pour engager un dialogue avec la Russie afin qu'elle respecte strictement l'accord de cessez-le-feu et permette au Mécanisme de surveillance de l'Union européenne, comme convenu, de surveiller l'intégralité du territoire géorgien. En effet, la désescalade le long de la ligne d'occupation est notre première priorité et pourrait ouvrir la voie à un règlement effectif. Il doit également être très clair que les nouveaux conflits ne doivent pas nous faire oublier les plus anciens, étant donné que cela ferait passer un message destructeur et que la paix est indivisible.

La paix est menacée non seulement par la guerre, mais également et de plus en plus par une nouvelle menace interne à laquelle tous nos États et toutes nos sociétés sont exposés progressivement. La polarisation, l'effritement des valeurs civiques et du respect mutuel, les discours de haine, les fausses informations et les théories du complot nous entraînent dans un vortex qui détruit le tissu social et ronge les fondements de la démocratie. La réponse se présente à nous comme une évidence – nous devons ranimer nos valeurs traditionnelles. La tolérance est une valeur essentielle; le pluralisme est un mot vide de sens s'il n'est pas synonyme de respect des idées des autres.

La Géorgie, qui est depuis des siècles un modèle de tolérance et d'ouverture religieuse, ethnique et culturelle, peut être à l'avant-garde d'une lutte à laquelle nous devons tous participer. La société internationale doit être composée de citoyens libres et de sociétés saines. Nous ne pouvons arriver à rien – et encore moins réaliser les objectifs de développement durable – si nous sommes affaiblis de l'intérieur, divisés et si nous nous battons les uns contre les autres. Tel est mon appel aux Géorgiens, mais pas seulement aux Géorgiens.

L'élimination de la pauvreté a toujours été la principale priorité des Gouvernements géorgiens. La Géorgie est en bonne voie de parvenir au développement durable, et met tout en œuvre pour se moderniser et adapter son économie aux normes internationales afin

de pouvoir prendre sa place sur les marchés mondiaux et tirer plus efficacement parti de sa position unique à la croisée des marchés européens et asiatiques auxquels elle a librement accès.

Toutefois, nous devons faire davantage. L'éducation et l'acquisition de compétences sont essentielles pour éliminer le chômage et la pauvreté – elles constituent non seulement un droit fondamental pour tous les êtres humains, mais également une condition essentielle au développement durable de tous les pays. Garantir une éducation abordable et de qualité est l'une des principales priorités de la Géorgie, ainsi qu'un objectif clef en matière de développement national. Nous n'exprimons pas seulement cette priorité dans les discours, mais également dans notre budget, qui prévoit de porter la part de l'éducation à 6% du produit intérieur brut d'ici à 2022. Nous avons entrepris un certain nombre de réformes en vue de transformer notre système éducatif pour former des citoyens libres qui seront compétitifs sur la scène internationale.

La recherche et l'innovation scientifiques et techniques constituent la base de notre développement futur, et nous attachons une grande importance à l'internationalisation de l'éducation, comme l'illustrent notre coopération avec les grandes institutions européennes et américaines et le fait que nous avons ouvert nos portes aux étudiants étrangers. Les étudiants géorgiens sont impatients de s'intégrer au monde, et 3 600 étudiants ont participé au programme européen Erasmus.

Les migrations sont désormais une tragédie collective, qui provoque des craintes et une anxiété généralisées. Certains pays craignent un déclin futur parce qu'ils sont en train de perdre leur vitalité, leurs cerveaux et leurs jeunes générations au profit du monde extérieur. D'autres, qui voient des migrants étrangers arriver en masse, ont peur que ces nouveaux arrivants prennent les emplois de leurs citoyens et diluent leur identité nationale. Certains migrants s'installent légalement dans d'autres pays à la recherche de meilleures perspectives d'avenir; la plupart de migrants sont en situation irrégulière et recherchent ce à quoi ils n'ont pas accès dans leurs pays d'origine, qu'ils fuient principalement parce qu'ils sont confrontés à la guerre, à la destruction et aux persécutions.

Par ailleurs, les changements climatiques sont sur le point de créer une nouvelle catégorie importante de migrants, qui seront contraints de quitter leurs territoires qui se désertifient, sont inondés par la montée des

eaux, ou encore, sont détruits par des ouragans ou des incendies. Dans ce domaine également, la réponse doit être mondiale. Les États doivent trouver des approches communes pour réglementer ce qui ne peut être arrêté.

La Géorgie, aujourd'hui confrontée à la fois à l'émigration et à l'immigration, qui viennent s'ajouter à ses 300 000 déplacés à l'intérieur du territoire, cherche activement des solutions. La réduction des migrations clandestines est nécessaire pour préserver l'un des avantages les plus précieux de notre processus d'intégration européenne : la libéralisation des régimes de visas. Outre de meilleurs contrôles aux frontières, qui sont indispensables et en train d'être mis en place, il existe des solutions qui n'impliquent pas de rétablir une procédure stricte de délivrance des visas. Par exemple, il faut augmenter le niveau de vie et garantir dans notre pays protection sociale, sécurité de l'emploi et qualité de vie – autant d'éléments que la plupart des émigrés vont chercher ailleurs. La Géorgie perçoit son intégration européenne comme la voie la plus directe pour y parvenir, et nous sommes sur cette voie.

La seconde voie consiste à réguler les flux, au moyen d'accords bilatéraux ou multilatéraux entre États, pour autoriser les emplois temporaires dans des domaines d'intérêt mutuel. La Géorgie s'emploie activement à élaborer des accords sur la migration circulaire avec ses principaux partenaires. Les migrations non contrôlées et non réglementées resteront un facteur de perturbation majeure susceptible de nuire à la paix et à la stabilité, tandis que les migrations maîtrisées et réglementées peuvent devenir des atouts pour une meilleure compréhension mutuelle et une meilleure communication entre les cultures et les civilisations, et des vecteurs de tolérance et d'expériences mutuellement enrichissantes.

Je représente un pays qui est lié par la mythologie à la santé et à la médecine à travers Médée, déesse de la médecine. Il n'est donc pas surprenant que nous attachions depuis toujours une grande valeur à la santé, ni que nous ayons formé des médecins exceptionnels qui pratiquent dans le monde entier. La Géorgie devient de plus en plus une destination de tourisme de santé en raison de ses nombreuses stations thermales, qui sont en cours de modernisation.

Nous partageons le principe fondamental selon lequel la santé est le droit inaliénable de tout être humain, ce qui revient à fournir un accès universel et abordable à des services de santé de qualité. Ce droit inaliénable est aujourd'hui menacé par l'augmentation

du coût des traitements et des médicaments. Dans le monde d'aujourd'hui, nous guérissons de plus en plus de maladies et la médecine fait des miracles incroyables, mais les coûts augmentent de façon exponentielle, mettant en péril les budgets sociaux, les services publics et les ressources individuelles.

La Géorgie a fait le choix politique de s'orienter vers un système de couverture sanitaire universelle et a triplé les allocations santé dans tous les secteurs. Aujourd'hui, 90 % de la population a accès aux services essentiels de soins primaires. Nous avons également réalisé des progrès notables dans les domaines de la santé maternelle et infantile, de la tuberculose et de la tuberculose pharmacorésistante, et le VIH/sida a pratiquement disparu. Nous avons mis en œuvre avec succès un programme d'éradication de l'hépatite C, avec l'appui des Centers for Disease Control and Prevention, de l'Organisation mondiale de la Santé et de partenaires privés, créant ainsi un précédent mondial en matière d'éradication des maladies chroniques grâce à un traitement. C'est une grande source d'espoir.

Nous avons encore d'importants défis à relever, mais je suis fière que nous ayons annoncé il y a tout juste deux semaines la création d'un centre d'oncologie pédiatrique, avec l'appui de l'Agence des États-Unis pour le développement international. Nous espérons que ce projet constituera la base de la coopération internationale en Géorgie.

Il est clair pour nous tous que les changements climatiques affectent chaque personne et chaque pays. Nous en ressentons déjà directement les effets, et nous savons que nous devons agir pour préserver notre planète de sorte que nos enfants aient un endroit où vivre. Certains territoires se désertifient, sont inondés par la montée des eaux ou sont détruits par des ouragans, comme nous venons de le voir, ou par des incendies.

En tant que partie à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, la Géorgie est pleinement attachée aux objectifs de la Convention-cadre et souscrit aux conclusions du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat. La Géorgie a donc actualisé sa contribution déterminée au niveau national, parallèlement à l'élaboration d'un plan d'action climatique pour la période 2021-2030, qui garantit qu'en 2030, ses émissions de gaz à effet de serre resteront inférieures de 40 % au niveau enregistré en 1990. Le Sommet Action Climat a créé une certaine dynamique et montré qu'il était possible d'aller de l'avant en prenant des mesures ambitieuses et en donnant à la

communauté climatique les moyens de mettre en œuvre l'Accord de Paris.

La Géorgie, comme beaucoup de petits pays, n'a pas d'industries qui produisent des gaz à effet de serre, mais comme tout autre État, elle en ressent les effets et s'y adapte. Notre objectif est de construire une Géorgie résiliente aux changements climatiques et de réduire les pertes qui en résultent.

La Géorgie, qui abrite un grand nombre d'espèces endémiques, représente aujourd'hui un réservoir unique de biodiversité de la faune et de la flore. Nous sommes conscients que cette situation géographique unique et notre biodiversité incomparable doivent être préservées pour l'avenir de la planète. C'est pourquoi nous élaborons actuellement une politique climatique intégrée, dirigée par le Comité interministériel sur les changements climatiques, et mettons en place des mesures incitatives sans incidence sur le climat dans le secteur énergétique, ainsi que des politiques d'économie verte et d'efficacité énergétique.

La prévention est essentielle. Il est vrai que nous ne pouvons pas contrôler la météo, mais il est tout à fait possible d'éviter les catastrophes naturelles. Qui plus est, en aidant les communautés locales à comprendre et à réduire les risques de catastrophe, la Géorgie renforce sa culture de la résilience, qui est une valeur fondamentale de la démocratie et de l'indépendance politique.

Enfin, nous ne pouvons pas lutter ensemble si nous ne partageons pas les mêmes valeurs fondamentales. L'une d'entre elles est la démocratie. Elle permet de garantir la pleine participation, la responsabilité et l'engagement de tous les citoyens dans la guerre mondiale que nous engageons contre les menaces mondiales.

Cela fait 28 ans que la Géorgie a choisi de redevenir un pays démocratique, comme c'était le cas durant les premières années de son indépendance. Progressivement, nous sommes passés d'une République présidentielle à un système parlementaire. Nous avons connu une transition pacifique du pouvoir, et notre système électoral est encore plus transparent et ouvert qu'avant. L'adoption d'un système entièrement proportionnel pour les prochaines élections législatives de 2020 pourrait même aboutir à un gouvernement de coalition. Aujourd'hui, les médias géorgiens sont multiples et dynamiques. Reporters sans frontières place la Géorgie au soixantième rang de son classement, ce qui représente un progrès considérable par rapport au cent quatrième rang qu'elle occupait il y a quelques années.



La décision la plus récente de la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg renforce les droits de propriété, notamment dans le secteur des médias, ce qui se traduit par un plus grand pluralisme.

La nouvelle Constitution, adoptée l'année dernière, réaffirme le principe strict de la séparation des pouvoirs, garantit tous les droits fondamentaux et fixe des normes élevées en introduisant un large éventail de nouveaux droits sociaux, ce qui en fait l'une des constitutions les plus progressistes du monde – comme l'était la Constitution de 1921 de la Géorgie, qui reconnaissait déjà le droit des femmes à voter et à être élues. Cinq femmes ont participé à la première Assemblée constituante. La Géorgie a été le premier pays à élire une femme musulmane. Aujourd'hui, je fais partie des 11 présidentes du monde et je suis la première dans la région.

La Géorgie entame à présent sa quatrième vague de réformes judiciaires, qui visent à accroître l'indépendance du pouvoir judiciaire et à renforcer la confiance de la population dans le système judiciaire. Cette étape est la plus délicate, c'est pourquoi nous avons besoin d'un soutien et d'une assistance accrue de la part des partenaires. Des progrès ont déjà été réalisés et peuvent être mesurés. Le nombre de plaintes déposées par des citoyens géorgiens devant la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg a été divisé par 11 au cours des six dernières années, passant de 4 453 à 415. La Géorgie est classée 41<sup>e</sup> sur 126 États dans *l'Indice sur l'état de droit 2019 (2019 Rule of Law Index)*.

Outre la loi adoptée en 2014 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination, nous prenons également des mesures importantes pour garantir l'égalité et la sécurité dans les relations employé-employeur, l'emploi et le travail, interdire le harcèlement sexuel et mettre en place un code des droits de l'enfant qui correspond pleinement à la Convention relative aux droits de l'enfant.

*Le Président assume la présidence.*

Pour terminer, il y a 50 ans, nous avions un rêve et l'homme s'est posé sur la lune. Nous n'oublierons jamais les difficultés que cet exploit supposait en termes de ressources humaines, financières et scientifiques ni les sacrifices qu'il a fallu consentir, mais ces défis, nous les avons surmontés. Aujourd'hui, nous avons un nouveau défi, un nouveau rêve. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est sans doute

le programme mondial le plus ambitieux que l'humanité ait jamais conçu. Il pourrait se résumer par un simple message : revenons sur Terre. Nous avons hérité d'une planète et c'est là que les Géorgiens souhaitent vivre en paix. Nous devons tous nous rappeler que nous n'avons qu'une vie à vivre et qu'une planète à sauver.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la Géorgie de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Salome Zourabichvili, Présidente de la Géorgie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Faustin Archange Touadera, Président de la République centrafricaine**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République centrafricaine.

*M. Faustin Archange Touadera, Président de la République centrafricaine, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Faustin Archange Touadera, Président de la République centrafricaine, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Touadera** : En retrouvant la grande famille de la communauté internationale pour la soixante-quatorzième session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies, je commence par vous adresser, Monsieur le Président, professeur Tijjani Muhammad-Bande, mes vives et chaleureuses félicitations pour votre brillante élection à la présidence de nos travaux. Votre élection est le symbole d'un honneur et d'un hommage mérités, rendus à l'ensemble du continent africain et singulièrement à la République fédérale du Nigéria, votre pays. Je reste convaincu que votre parfaite connaissance de la scène internationale, ainsi que vos grandes qualités personnelles constituent un atout et un gage du succès de nos travaux.

Je tiens par la même occasion à saluer la qualité du travail abattu et les résultats obtenus par M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés au cours de la soixante-treizième session écoulée. Qu'elle reçoive ici tous nos témoignages de reconnaissance et de satisfaction.

Qu'il me soit aussi permis de réitérer toute ma gratitude et ma confiance à l'endroit de M. António Guterres, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, pour son engagement soutenu en faveur de la paix et du développement dans le monde, et surtout pour les appuis constants et multiformes en faveur de la République centrafricaine.

Cette soixante-quatorzième session se tient dans un contexte particulier au moment où le monde fait face à des menaces pour la paix et la sécurité internationales, le terrorisme, la pauvreté, les changements climatiques ou encore le phénomène de migration. Je viens donc partager avec vous les préoccupations et la contribution de mon pays autour du thème « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion ». La pertinence de ce thème n'a d'égal que les défis auxquels le monde est actuellement confronté. Le mouvement de mondialisation a nourri chez les peuples du monde ce rêve commun de voir la terre devenir un vrai village planétaire.

Mais hélas, nous n'avons jamais vu autant de murs et de barrières se dresser. C'est à l'ère de la mondialisation que nous sommes soumis aux périls des nationalismes et du repli identitaire. Le rejet de l'autre et l'extrémisme s'expriment de plus en plus violemment. Il va donc sans dire que de pareilles occasions nous offrent un temps d'introspection individuelle et de partage pour que collectivement, nous relevions le défi de bâtir les ponts de la fraternité et de la paix qui ignorent les frontières.

C'est dans un sursaut collectif de mutualisation de nos efforts que nous viendrons à bout des divers foyers de tensions et de crises qui persistent dans le monde. Aucun pays, aucune nation n'est à l'abri des menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'humanité. Le défi qui nous est posé en tant que leaders, c'est d'avoir le courage d'oser. Oser nous remettre en question pour sortir des solutions novatrices, efficaces et efficaces afin de consolider la paix, la stabilité et créer des bases solides d'un développement durable.

Plusieurs de nos pays, dont le mien, connaissent une situation sécuritaire qui demeure une source de préoccupation et mérite toute l'attention de la communauté internationale. Nous devons donc garder à l'esprit que tant qu'un seul de nos États Membres n'aura pas la paix, c'est l'ensemble de la communauté des nations qui sera concerné.

La situation au Moyen-Orient interpelle au plus haut point en termes de sécurité internationale. Nous maintenons notre appel à la résolution pacifique, juste et équitable du conflit israélo-palestinien, fondée sur la solution des deux États, vivant en parfaite symbiose et en harmonie à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. En même temps, nous exhortons l'ensemble de la communauté internationale à s'investir dans la recherche d'une paix véritable, dans le respect du droit international, en faveur de la Syrie, de l'Iraq et du Yémen.

En Afrique, l'état des lieux laisse constater que la prolifération des armes légères et de petit calibre constitue une menace réelle pour la paix et la sécurité. Plus que jamais, nos États sont appelés à conjuguer leurs efforts et à mutualiser leurs moyens, essentiellement dans les domaines du renseignement, de la prévention et de l'alerte précoce. L'exemple du sommet conjoint de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale à Lomé en juillet 2018 doit inspirer des actions davantage concertées et coordonnées au moment où la circulation des armes légères et de petit calibre défie les frontières nationales. Il en résulte des situations d'insécurité qui nous rappellent que la mise en œuvre effective du Traité sur le commerce des armes réduirait sensiblement cette menace qui pèse sur notre continent. À cet égard, la République centrafricaine appuie fermement les actions entreprises par l'Organisation sous la conduite du Conseil de sécurité en vue de parvenir à un désarmement général et complet de notre planète tant pour les armes de destruction massive que pour les armes classiques.

Si le développement exige un minimum de paix, il est tout aussi vrai que la paix ne saurait prospérer dans les îlots de misère et de précarité qui offrent un visage affligeant au monde. Au-delà des paroles qui confirment nos bonnes intentions, impulsons ensemble une dynamique vertueuse d'éradication de la pauvreté par des actions concrètes et fortes. Ces actions doivent nous aider à imaginer des formules idoines de protection sociale pour tous. Ces actions doivent contribuer à générer des richesses dont la répartition équitable dans le sens du minimum vital commun compte parmi les facteurs évitant des conflits.

C'est à ce titre que, s'inscrivant en droite ligne des aspirations profondes de mon peuple, j'ai engagé mon Gouvernement à élaborer le Plan de relèvement et de consolidation de la paix en Centrafrique, qui prend

en compte les grandes orientations du Programme de développement durable à l'horizon 2030, ainsi que celles de l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Les défis liés à la transformation du monde et de nos pays requièrent que nos populations aient les outils nécessaires leur permettant de rester des acteurs bien actifs dans un monde en permanente mutation.

Pour ce faire, dans le sillage de la reconstruction nationale, mon pays veut miser sur une éducation qui allie la qualité à la rationalisation des ressources. Investir sur l'apprenant mais aussi sur l'enseignant, c'est notre pari. Et dans mon pays en sortie de crise, tous nos efforts sont à orienter vers les opportunités qu'offrent les nouvelles technologies. En outre, nous souhaitons que soit ouverte une discussion à l'échelle internationale sur l'éducation, afin de sortir d'un certain nombre de pièges tels que les programmes d'éducation pour tous qui finissent par être de simples séances d'alphabétisation, lorsque les moyens ne suivent pas pour supporter une éducation de qualité. Une éducation de qualité est cet instrument qui doit servir de socle à un développement plus durable et plus harmonieux, tout en constituant un solide rempart contre l'extrémisme sous toutes ses formes.

Si nous louons les progrès accomplis ces dernières années en termes de développement de nos pays, même s'il reste inégal, nous devons nous interroger profondément sur l'action de l'homme sur son environnement. L'exploitation abusive des ressources naturelles est une des causes des changements climatiques qui perturbent et hypothèquent sérieusement l'avenir de l'humanité. Même si la République centrafricaine, mon pays, est loin d'avoir le statut de grand pollueur, elle est solidaire de l'action internationale menée pour préserver la planète. C'est notre responsabilité historique.

Avec instance, j'en appelle à la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris, et à sa ratification par tous les États parties. Ainsi, nous fondons l'espoir de voir sensiblement réduit le taux de carbone par les pays développés et la tenue des engagements financiers s'agissant des crédits carbone, afin de renforcer la résilience des pays en développement contre les catastrophes climatiques.

Sans inventer de nouvelles actions, notre responsabilité collective est de mettre en œuvre tous nos engagements, notamment les résolutions issues de la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, ainsi que les recommandations émises à la

troisième Conférence internationale sur le financement du développement, tenue à Addis-Abeba, qui nous avait permis de réitérer notre appui à la réalisation du Programme de développement durable.

De tout ce qui précède, il apparaît clairement que la conjugaison des efforts des États Membres de l'Organisation, dans le cadre d'une action multilatérale, est la clef de voûte du succès de notre idéal commun d'un monde plus juste, plus équilibré, plus sûr pour tous et pour chacun. J'en veux pour preuve la mobilisation de la solidarité internationale qui a permis à mon pays d'ouvrir une nouvelle page de son histoire, grâce à la signature, sous l'égide de l'Union africaine, de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (voir S/2019/145, annexe) entre mon gouvernement et les 14 groupes armés, le 6 février 2019. Aujourd'hui, nous sommes mobilisés pour la mise en œuvre de cet Accord avec l'appui des garants, l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale, et des facilitateurs, au premier rang desquels figurent les Nations Unies à travers la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine.

En bénéficiant de l'appui de nos partenaires de la sous-région et du monde entier, nous enregistrons des progrès, certes modestes, mais sûrs, au sujet de l'extension de l'autorité de l'État sur toute l'étendue du territoire national, des réformes dans les secteurs de la sécurité et de la défense, lesquelles faciliteront le redéploiement progressif des Forces de défense et de sécurité, ainsi que la poursuite du programme national de désarmement, démobilisation et réintégration déjà amorcé. Aussi, nous nous félicitons des lancements de programmes de développement récemment effectués pour démontrer que les premiers dividendes de la paix sont une réalité.

Sans nier notre satisfaction face à l'élan singulier donné à la dynamique de paix par la signature de cet Accord, beaucoup reste à faire. La situation de mon pays demeure fragile malgré quelques avancées réelles. Les groupes armés continuent à s'approvisionner en matériels de guerre et en munitions par des voies illicites, se rendant coupables de violations massives et répétées du droit international humanitaire et des droits de l'homme. Mais, comme le sait l'Assemblée, les forces légales et légitimes de la République centrafricaine sont les seules à être frappées d'embargo, privant ainsi l'État des moyens de remplir sa mission de protection des citoyens et du territoire. Allant dans le sens du

Gouvernement centrafricain, les États membres du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, ont soutenu l'appel à la levée de cet embargo lors de la 48<sup>e</sup> réunion ministérielle de mai 2019 à Kinshasa.

Aujourd'hui, je salue l'adoption à l'unanimité par le Conseil de sécurité de la résolution 2488 (2019), qui a permis d'alléger l'embargo sur les armes en faveur de nos forces de défense et de sécurité. Toutefois, je réitère solennellement la demande du Gouvernement et l'aspiration légitime du peuple centrafricain en faveur d'une levée totale de cet embargo pour permettre à l'État d'étendre son autorité sur l'ensemble du territoire national, en vue de la protection des populations civiles. En effet, le rapport à mi-parcours du 15 juin 2019 soumis par mon gouvernement démontre que les conditionnalités fixées par le Comité des sanctions du Conseil de sécurité) concernant la République centrafricaine ont été remplies, en plus des progrès significatifs dans le processus de réforme des secteurs de sécurité et de défense.

Pour venir à bout de la crise qui a secoué mon pays, et dans la droite ligne du thème de notre session, j'en appelle à une action multilatérale, dynamique, concertée, cohérente et coordonnée. Je fonde l'espoir que la communauté internationale restera mobilisée aux côtés du peuple et du Gouvernement centrafricains, et continuera à les appuyer pour le relèvement de mon pays.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République centrafricaine de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Faustin Archange Touadera, Président de la République centrafricaine, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie**

**Le Président** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Colombie.

*M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Iván Duque Márquez, Président de la République

de Colombie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Duque Márquez** (*parle en espagnol*) : Il y a un an, nous sommes venus pour la première fois à l'Assemblée générale pour présenter la feuille de route que nous voulions pour construire une Colombie fondée sur la légalité, l'entrepreneuriat et l'équité (voir A/73/PV.8). Mon pays, qui célèbre cette année ses 200 ans d'indépendance, est aujourd'hui en marche vers un avenir d'équité, où la seule chose qui sépare un homme ou une femme de ses rêves est le sacrifice honnête de son travail.

Nous vivons dans une époque qui exige de chacun d'entre nous de ne pas perdre de vue les défis les plus urgents : l'élimination de l'extrême pauvreté, la défense de la démocratie, la protection de l'environnement, la promotion de l'entrepreneuriat, la promotion de l'innovation et la défense de l'état de droit. Ce sont les repères éthiques, sociaux et politiques qui guident notre engagement pour la Colombie, ainsi que notre contribution à un ordre international fondé sur le multilatéralisme, la solidarité et l'autonomie. Nous croyons sincèrement en la légalité, en l'esprit d'entreprise et en l'équité.

Le plus grand défi auquel nous sommes tous confrontés est celui des changements climatiques et, bien sûr, leurs conséquences sur nos océans, nos écosystèmes de hautes altitudes, nos montagnes enneigées, nos glaciers et nos côtes. Comme je l'ai répété tout au long de cette semaine, la Colombie ne représente que 0,4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Nous avons la sixième filière énergétique la plus propre au monde. Nous possédons également 50 % des écosystèmes de haute altitude de la planète, et 40 % de notre territoire peut être considéré comme une forêt tropicale humide, dont une grande partie est située dans la région de l'Amazonie.

La Colombie est également un des pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. C'est la raison pour laquelle nous devons tous penser globalement et agir localement. Il y a quelques jours, nous avons vu les jeunes du monde entier exiger des actions de notre part. Le moment est venu de passer des paroles aux actes, et je peux dire que la Colombie agit.

Nous avons déclaré notre biodiversité atout stratégique, et nous avons intégré sa protection dans le cadre de notre politique de sécurité nationale. Il est clair pour nous que, dans notre cas, la déforestation



en Amazonie et dans toutes nos zones forestières est directement liée aux groupes armés illégaux qui cherchent de l'espace pour leurs activités illégales, alimentées par le trafic de drogue. En un an seulement, nous nous sommes engagés et avons réduit la déforestation de près de 17 % et nous restons plus engagés que jamais. De plus, nous avons l'objectif de planter 180 millions d'arbres d'ici à 2022, afin de protéger ensemble notre maison commune.

Je peux dire avec fierté à l'Assemblée qu'au début de ce mois, avec le Brésil, le Pérou, l'Équateur, la Bolivie, le Guyana et le Suriname, tous des pays amazoniens, nous avons signé le Pacte de Leticia. Il s'agit d'un engagement international à protéger l'Amazonie, afin que nous puissions mesurer les risques qui se posent et les progrès de nos actions. Ce pacte renforce notre capacité de gérer, protéger et prévenir les dommages à ce patrimoine important pour notre existence. Nous protégerons l'Amazonie en préservant notre souveraineté, car c'est ainsi que nous devons gérer les problèmes communs.

En matière de protection de la nature, de lutte contre le trafic de drogue et la criminalité, de lutte contre la criminalité transnationale, de défense de la démocratie et de la liberté, de renforcement du libre-échange et de gestion des migrations, nous devons nous unir pour concevoir et renforcer des réponses de gouvernance multilatérales qui nous permettent de nous rencontrer, d'identifier les problèmes et de concevoir des feuilles de route pour trouver des solutions. Nous devons œuvrer à l'édification d'une société plus consciente du fait que notre passage sur la planète est éphémère, mais que les dommages que nous pouvons causer peuvent être irréversibles.

Nous devons faire preuve de créativité dans notre capacité à créer de nouvelles voies de développement pour éviter les impacts négatifs. Il y a un an, lorsque le Gouvernement que je dirige est arrivé au pouvoir, les énergies renouvelables non conventionnelles, comme l'énergie solaire et éolienne, ne représentaient que 0,1 % de notre filière énergétique. Nous avons décidé de faire un grand bond en avant et de passer de moins de 60 mégawatts, comme c'était le cas lorsque notre Gouvernement a pris ses fonctions, à plus de 1 500 mégawatts d'ici à 2020. Il s'agit d'une véritable révolution énergétique, mais en même temps d'un grand engagement environnemental.

Nous savons que le défi est de taille. De nouvelles mesures doivent être prises par tous – la communauté

internationale, les entrepreneurs et les responsables de la société civile – mais je suis sûr et certain qu'ensemble nous pouvons marcher avec succès dans la même direction. Nous croyons en la combinaison de la primauté du droit, de la promotion de l'entrepreneuriat et de la recherche de l'équité. C'est ainsi que nous voulons combler les écarts sociaux et économiques.

Aujourd'hui, je peux dire à l'Assemblée que nous avons fait des progrès constants dans la transformation de notre modèle de production. Aujourd'hui plus que jamais, la Colombie est sur la voie d'une économie fondée sur l'inspiration, la créativité, la technologie et les services à valeur ajoutée. C'est pourquoi nous sommes fiers de soutenir la création de micro, petites, moyennes ou grandes entreprises; l'« économie orange »; les nouvelles créations technologiques, et toutes les entreprises qui peuvent apporter aux quatre coins de la planète le produit de l'ingéniosité, de l'effort et de l'optimisme du peuple colombien.

C'est dans cet esprit, et conformément aux objectifs de développement durable, à notre plan de développement pour les années à venir – Pacte pour la Colombie, Pacte pour l'équité – et à un programme législatif de relance économique, que nous avons réussi à réduire le fardeau fiscal des entreprises et à trouver des incitations afin que notre pays puisse être compétitif sur les marchés internationaux. Grâce à ces initiatives, en période de turbulence pour l'économie régionale et peut-être mondiale, nous affichons un taux de croissance supérieur à la moyenne des pays de la région, ce qui a été largement reconnu par les investisseurs du monde entier.

Nous sommes, sans aucun doute, un pays résilient qui entreprend et grandit avec équité. C'est pourquoi, aujourd'hui, malgré les obstacles, la Colombie persiste dans la construction d'une culture de la légalité, dans laquelle, reconnaissant nos différences, nous optons pour la coexistence, et dans laquelle l'état de droit est mis en place en alliant de façon indissoluble sécurité et justice.

Il y a un an, j'ai déclaré dans cette salle que mon gouvernement s'emploierait à faire avancer avec succès le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Aujourd'hui, je reviens dans cette salle pour affirmer que la paix dans la légalité se construit grâce à l'application de mesures fermes. Aujourd'hui, plus de 29 projets collectifs productifs associent plus de 1 400 personnes qui ont fait le pari d'une nouvelle

vie. Au total, plus de 13 000 Colombiens sont toujours en cours de réintégration.

Avec la sérénité acquise grâce à nos efforts inlassables, je peux affirmer aujourd'hui, devant l'Assemblée, qu'une seule nation s'exprime, convaincue que la violence a été éradiquée avec le droit comme fondement. Je réaffirme combien l'appui et les travaux de la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie ont été précieux. L'appui et la validation de la communauté internationale ont été inestimables dans ce processus de stabilisation, et nous espérons sincèrement que celle-ci continuera d'observer le chemin sur lequel nous nous sommes engagés, celui de la paix dans la légalité.

Tout comme nous nous sommes acquittés de notre devoir envers ceux qui ont choisi la voie de la légalité, nous mettons en garde ceux qui persistent dans la voie de la criminalité contre les conséquences de ce choix. Il y a quelques semaines, un groupe de criminels a tenté de déstabiliser la Colombie en invoquant des raisons idéologiques. La réalité est que dans leur cas, il n'y a jamais eu de réintégration ou d'abandon des armes, parce qu'ils n'ont tout simplement jamais cessé de commettre des crimes. Ils ont menti à la Colombie et se sont en plus alliés à la dictature qui opprime le peuple vénézuélien. Leur tentative de déstabilisation s'est heurtée à un gouvernement qui ne cède pas aux menaces et, surtout, à un peuple qui ne se laisse pas intimider et qui s'indigne lorsque la mafia essaie de passer pour une idéologie. À cet égard, il ne fait aucun doute qu'en tant que Président de tous les Colombiens, je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour garantir à la Colombie une paix fondée sur le droit. Forts de cette conviction, nous ne céderons pas d'un seul pouce.

La violence trouve un appui dans les économies illégales basées principalement sur le trafic de drogues. Notre gouvernement s'est emparé de plus de 200 000 hectares de plantations de coca et, avec beaucoup d'efforts, nous avons réussi à arrêter, pour la première fois en plus de sept ans, leur croissance exponentielle. À ce jour, mon gouvernement a détruit et remplacé plus de 90 000 hectares de coca, et nous ne nous arrêterons pas là. Le trafic de drogues est dangereux pour l'environnement et la société humaine; il est un terreau fertile pour la corruption et il alimente le terrorisme. Plus il y a de coca, moins il y a de paix. C'est pourquoi toutes les nations doivent prendre part à la lutte contre le trafic de drogues et les économies illicites et résister à l'attrait de la production, de la

distribution et de la consommation de drogues. Aucun pays n'est à l'abri de cette menace. Le trafic de drogues est un problème mondial et nous devons nous y attaquer en tant que tel.

Je peux affirmer avec certitude que certains des pires effets du trafic de drogues sont qu'il alimente la corruption, affaiblit les institutions et corrompt le tissu social. Toutes les nations présentes dans cette salle aujourd'hui s'unissent pour lutter contre la corruption, les Colombiens aussi, et nous combattons ce fléau comme un seul homme. Aucun système politique, social ou culturel n'est à l'abri de la ruine lorsque ses institutions sont rongées par la corruption. Toutes les institutions sont vouées à l'échec si elles laissent la corruption frapper à leurs portes. En Colombie, des mesures de transparence efficaces comme la loi sur la responsabilité, qui s'applique à tous les fonctionnaires du pays, sont déjà une réalité. Nous ne sommes pas les seuls à entreprendre cette démarche. Nous faisons la promotion, avec les pays amis, d'un projet de création d'un tribunal international anti-corruption parce que, comme le trafic de drogues, le fléau de la corruption transnationale traverse les frontières et les ignore, et la communauté internationale a besoin d'un instrument fort pour y faire face.

La Colombie a foi dans le multilatéralisme non seulement comme moyen permettant d'intégrer les économies, les idées et la politique, mais aussi et surtout comme instrument porteur de solutions - des solutions fondées sur des principes inaliénables tels que la solidarité, la fraternité, l'amour de la liberté, le respect absolu des décisions des peuples et la défense inconditionnelle de la démocratie, sur le rejet de toute forme de tyrannie et sur les piliers économiques du libre-échange, du respect des droits des travailleurs et des libertés économiques.

Au moins 4,2 millions de personnes ont quitté le Venezuela depuis 2015 à cause de la dictature brutale de Nicolás Maduro. Elles fuient une nation qui était autrefois riche et dont la population est aujourd'hui affamée, qui était jadis une démocratie et qui est désormais un régime autoritaire dépourvu de moyens et n'autorisant aucune liberté, dans lequel il n'y a pas d'institutions parce qu'elles ont été fermées ou complètement cooptées par le dictateur en place. Le Venezuela est un pays qui a vécu en paix et qui est aujourd'hui victime d'oppression, qui était autrefois une puissance économique et dans laquelle il n'existe plus de secteur privé.

La Colombie a accueilli, à bras ouverts, environ 1,4 million de migrants vénézuéliens qui ont fui la faim et le désespoir, guidée en cela par les principes éthiques de solidarité et de fraternité. C'est précisément parce que nous comprenons qu'il y a une différence entre le peuple frère du Venezuela et le régime qui l'opprime que nous tendons la main à nos frères qui continuent de traverser la frontière. Nous sommes conscients que la solidarité et la fraternité doivent se traduire par des mesures et des politiques concrètes. Nous avons mis au point divers instruments pour aider les Vénézuéliens. Depuis 2017, nous avons accueilli les 25 000 enfants nés de parents vénézuéliens sur le sol colombien et qui risquaient de devenir apatrides. Tous les enfants du monde ont droit à une nationalité et, dans ce cas, la Colombie la leur a offerte avec affection et dévouement.

La crise migratoire actuelle que nous avons annoncée il y a un an, dans cette salle même, est une réalité. Elle s'aggrave à mesure que le dictateur reste au pouvoir. La tragédie vénézuélienne a un nom et un prénom, et nous les connaissons tous. La position de la Colombie à l'égard de la dictature n'est pas fondée sur des différends géopolitiques, mais sur la nécessité pour le peuple vénézuélien de voir sa démocratie complètement rétablie.

La Colombie n'est pas la seule à réclamer la liberté pour le Venezuela. Le Groupe de soutien de Lima et plus de 50 nations dans le monde reconnaissent la légitimité du Président Juan Guaidó et contribuent activement à dénoncer tous les crimes commis sous l'autorité du dictateur. En ma qualité de Président de la Colombie, je demande respectueusement, qu'ensemble, dans le cadre prévu par le droit international et les instruments du multilatéralisme, nous rétablissions la démocratie et la liberté au Venezuela.

Il est temps d'appeler un chat un chat. La dictature vénézuélienne est un maillon de plus dans la chaîne du terrorisme transnational. Ses structures corrompues sont à la solde des cartels de la drogue. Ses sbires sont complices de la mafia et alimentent la violence en Colombie. Ils abritent des assassins et des violeurs d'enfants et choisissent d'ignorer totalement quelque norme que ce soit. Évidemment, ceux qui ignorent ces faits deviennent des complices de la dictature.

Mon gouvernement a des preuves irréfutables et catégoriques qui corroborent l'appui de la dictature aux groupes criminels et narcoterroristes qui opèrent au Venezuela pour s'attaquer à la Colombie. En tant que Président de la Colombie, je transmettrai les preuves à

l'appui de cette affirmation au Président de l'Assemblée générale et au Secrétaire général de l'ONU. Ce dossier de 128 pages contient l'ensemble des preuves illustrant la complicité du régime de Nicolás Maduro avec les cartels terroristes qui s'en prennent au peuple colombien. Devant la communauté internationale, nous présentons la liste d'une bande de moins de 20 criminels qui ont trahi la générosité des Colombiens et qui résident actuellement au Venezuela et bénéficient de toutes les capacités logistiques mises à leur disposition par la dictature.

Nous révélons également, dans ce rapport, où se trouvent plus de 1 400 hommes armés qui appartiennent aux blocs les plus dangereux de l'Armée de libération nationale (ELN) ainsi que l'emplacement de 207 lieux contrôlés par cette organisation criminelle sur le territoire vénézuélien. Nous fournissons également les témoignages de citoyens vénézuéliens qui se plaignent de la présence de l'ELN sur leur territoire et de la présence inéluctable de criminels dans des camps d'entraînement, ainsi que de l'existence de 20 pistes d'atterrissage au service du narcotrafic. Ces preuves indéniables montrent que la dictature de Nicolás Maduro protège, parraine et appuie ces structures criminelles.

Le Venezuela s'est transformé en un terreau fertile pour les structures criminelles alliées à l'ELN, qui ne connaît pas de frontières. Les chefs qui bénéficient aujourd'hui de la protection de Maduro sont les mêmes qui ont revendiqué des années durant les attaques contre des oléoducs, causant des dommages environnementaux irréparables, et qui sont ainsi devenus les auteurs du plus grave écocide qu'ait connu l'humanité. Leur conduite est inacceptable, et en tant que Chef de l'État, je me dois de la dénoncer devant la communauté internationale. Ne nous leurrons pas : la Colombie n'est pas et ne sera jamais un pays agresseur, et elle ne se laissera pas provoquer par des insinuations belliqueuses, mais elle fera toujours entendre sa voix pour dénoncer la tyrannie.

Le Venezuela doit mettre fin à l'usurpation, mettre en place un gouvernement de transition, un gouvernement qui œuvrera au relèvement économique et social, et il doit organiser d'urgence des élections réellement libres et rétablir pleinement la primauté du droit. Les crimes commis par Nicolás Maduro contre son peuple ne sont comparables qu'à ceux commis par Slobodan Milošević dans l'ex-Yougoslavie.

*M. Fialho Rocha (Cabo Verde), Vice-Président, assume la présidence.*

Nous ne pouvons rester les témoins passifs d'une telle douleur dans notre Amérique latine. C'est pourquoi, le lundi 23 septembre, la trentième Réunion de consultation des ministres des relations extérieures de l'Organisation des États américains a, en sa qualité d'organe consultatif en application du Traité interaméricain d'assistance mutuelle, adopté une résolution historique dans laquelle elle souligne que la participation d'autorités et d'entités liées au régime de Nicolás Maduro à des activités illégales, en particulier le trafic de drogue, le blanchiment d'actifs, le terrorisme et son financement, la corruption et les violations des droits de l'homme, pose une menace régionale. Pour 16 pays d'Amérique latine, il est clair que la dictature viole les obligations énoncées dans la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité. C'est pourquoi nous réaffirmons avec force que l'ensemble de ces activités criminelles, conjuguées à la crise humanitaire déclenchée par la détérioration de la situation politique, économique et sociale en République bolivarienne du Venezuela, constituent une menace au maintien de la paix et de la sécurité sur le continent.

Je tiens à réitérer que ce problème exige une action collective continue qui développe le principe de solidarité mondiale sur la base de la primauté permanente du multilatéralisme. Nous représentons une voix forte dans la région, qui demande au régime de Maduro de renoncer à appuyer les groupes narcoterroristes. Nous prions la communauté internationale d'adopter toutes les sanctions nécessaires pour protéger les droits et les libertés des générations présentes et futures de Colombiens, et bien sûr de nos frères et sœurs vénézuéliens.

Pour toutes ces raisons, ici, dans ce lieu où le monde se réunit, j'affirme avec courage que la Colombie continuera de défendre la démocratie au Venezuela, mais sans l'appui véritable de tous les représentants, ceux qui ont pris la route pour rentrer dans leurs foyers ne trouveront pas facilement le chemin du retour. Nous continuerons de travailler avec tout notre amour et toute notre passion pour bâtir une Colombie fondée sur la primauté du droit, l'entrepreneuriat, la promotion de l'initiative individuelle et la fermeture des brèches sociales. Tous nos efforts, dans leur intégralité, sont orientés vers l'équité.

Aujourd'hui, la Colombie dit au monde que le moment est venu d'agir avec détermination pour transformer nos sociétés, de faire preuve de fermeté pour lutter contre la tyrannie et de montrer notre

grandeur pour que tous les citoyens du monde puissent vivre dans la dignité.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Colombie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Iván Duque Márquez, Président de la République de Colombie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République des Seychelles.

*M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Faure** (*parle en anglais*) : Je saisis cette occasion pour féliciter S. E. M. Muhammad-Bande, un distingué fils de la République sœur du Nigéria, de son élection à la présidence de l'Assemblée générale pour la session en cours.

La présente session de l'Assemblée générale se tient à la veille du soixante-quinzième anniversaire de la création de l'Organisation, qui est née des cendres d'une guerre mondiale dévastatrice. Nos ancêtres ont cherché à construire un ordre mondial plus juste et plus équitable, fondé sur la primauté du droit et garantissant les libertés fondamentales. L'ONU a pour mission de défendre l'idée selon laquelle, collectivement, nous pouvons régler nos divergences au moyen du dialogue et de la diplomatie internationale.

Ces dernières décennies ont été caractérisées par la plus longue période de prospérité, selon notre mémoire collective. Toutefois, à l'approche du soixante-quinzième anniversaire de l'ONU, nous devons aussi être conscients que nombre de nos populations ont été laissées de côté. En raison de nos erreurs et de notre inaction, l'humanité est aujourd'hui menacée par les conflits, les difficultés économiques et les changements



climatiques. Nous ne voulons pas que nos populations soient déçues et renoncent à la vision d'espoir et de sécurité envisagée au moment de la création de l'Organisation.

L'égalité s'applique à toutes les personnes, indépendamment de leur sexe ou de leur race. Aux Seychelles, mon gouvernement est convaincu qu'il faut placer l'être humain au cœur du développement. Nous continuons d'investir dans les êtres humains pour qu'ils puissent vivre dans la dignité, réaliser pleinement leur potentiel et contribuer à notre démocratie dynamique. L'inclusion est la clef qui rapprochera nos pays de l'objectif d'un avenir sûr et durable. Je crois en l'esprit humain et en sa capacité inébranlable de faire le bien. Je crois aux principes fondateurs de l'ONU : le multilatéralisme est essentiel pour rassembler les pays et les peuples et garantir la prospérité mutuelle et une paix durable.

Plus que la plupart des pays, les pays insulaires doivent avoir foi dans l'ordre international multilatéral. Nous sommes par nature isolés et nos moyens de subsistance sont par définition liés au reste du monde. Nous nous appuyons beaucoup sur ce principe, et notre survie dépend de l'action ou de l'inaction d'autres pays. Les changements climatiques sont devenus une menace existentielle, non seulement pour les habitants des pays insulaires, mais également pour le monde entier. Il est clair que nous ne pouvons plus nous permettre de piller aveuglément les ressources environnementales sous prétexte du développement, pour réaliser des profits à court terme. Je suis conscient que le développement a permis de sortir notre peuple de la pauvreté, mais en surexploitant les ressources, nous condamnons les générations futures à hériter d'une planète irréparable.

Heureusement, les jeunes du monde entier ont pris position pour préserver leur avenir. Aux Seychelles, des organisations non gouvernementales dirigées par des jeunes nouent des partenariats avec le Gouvernement pour donner la priorité à la lutte contre les changements climatiques, la pollution et les autres menaces qui pèsent sur l'environnement. Les mouvements populaires lancés par des jeunes ont conduit à l'interdiction de nombreux plastiques à usage unique et continuent de militer pour la protection des océans.

Pour nous, les insulaires, l'océan représente non seulement un moyen de subsistance, mais aussi un mode de vie. Les Seychellois sont liés à la mer et sont conscients des possibilités inexploitées dont elle regorge. Notre développement novateur de l'économie bleue

peut avoir des effets multiplicateurs qui permettraient d'améliorer les perspectives économiques tout en protégeant l'océan dans l'intérêt des générations futures. Nous estimons que l'océan est la dernière frontière. Son exploitation responsable conduira à une prospérité partagée, à la sécurité alimentaire et à l'innovation.

Nous exploitons le potentiel des océans grâce à l'économie bleue en partie pour atteindre nos objectifs de développement durable et nous acquitter de nos obligations relatives au climat, comme l'exigent le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les Orientations de Samoa et l'Accord de Paris sur les changements climatiques. Par ailleurs, les Seychelles défendent vigoureusement la cause du développement de l'économie bleue en Afrique et nous coopérons avec les partenaires qui le désirent pour promouvoir l'économie bleue à l'échelle mondiale. Les Seychelles continueront de jouer un rôle de premier plan dans les débats sur les changements climatiques. Mus par un ardent sentiment d'urgence, nous lutterons contre les inégalités dont nous pâtissons directement. Il est inacceptable que 50 % des émissions de gaz à effet de serre soient produites par 10 % des habitants les plus aisés de la planète qui vivent dans les pays les plus riches.

Nous continuerons d'exprimer nos préoccupations comme nous le demande notre peuple. Les Seychellois ne peuvent pas se permettre d'employer la formule « et si » : ils doivent agir dès maintenant. Nous, les insulaires, ne pouvons plus nous considérer comme des points perdus dans une mer bleue : nous sommes les sentinelles, les gardiens des deux tiers de notre planète bleue commune. Bien que l'océan profond soit le cœur de la planète, nous disposons de meilleures cartes de Mars que du fond des océans. Cela doit changer. Nous devons réunir les informations disponibles pour recenser les zones à protéger en priorité. Ces informations doivent être utilisées pour prendre des mesures concrètes afin de préserver les zones marines situées au-delà des juridictions nationales. Il s'agit d'un problème mondial et qui par conséquent, nécessite une approche mondiale.

Nous devons traduire la volonté politique exprimée dans le Programme 2030 et l'Accord de Paris en mesures décisives. Ce n'est qu'en appliquant les principes du droit et de la bonne gouvernance aux océans que nous pourrions garantir notre survie collective. Les Seychelles sont pleinement engagées en faveur des efforts en cours à l'ONU pour élaborer un cadre juridiquement contraignant aux fins de la conservation des zones marines situées au-delà des

frontières nationales. Si nous voulons survivre, c'est la seule voie à suivre.

Nous espérons parvenir à un instrument transparent et inclusif, qui tienne dûment compte de notre situation particulière en tant que petit État insulaire en développement et État côtier adjacent et qui prévoit des mécanismes appropriés pour le partage des avantages, le renforcement des capacités et le transfert de techniques marines.

Les Seychelles ont remis en question le modèle de relation donateur-bénéficiaire en ayant recours à des modes de financement innovants qui promeuvent la conservation des océans et l'action climatique. Grâce à ces modes de financement, nous avons été les premiers au monde à bénéficier d'une remise de dette en échange de mesures d'adaptation aux changements climatiques, nous avons émis la première obligation bleue souveraine dans le monde et nous avons protégé l'espace océanique dans notre zone économique exclusive, qui est approximativement aussi grande que l'Allemagne. Mon pays, les Seychelles, est en bonne voie de protéger 30 % de son territoire maritime, qui s'étend sur 1,4 million de kilomètres carrés, d'ici à 2020, ce qui lui permettra d'atteindre avec une décennie d'avance l'objectif consistant à protéger 30 % des zones marines d'ici à 2030.

Il suffit de dire qu'aujourd'hui, les grandes idées viennent des petites îles. Pendant trop longtemps, nous avons été mis à l'écart dans les débats internationaux. Nous voulons changer cette dynamique en mettant en relief ce qui est le plus important. Plus tôt cette année, les Seychelles se sont associées à la mission Nekton et à l'Université d'Oxford pour mener des recherches axées sur la conservation de nos espaces maritimes et de l'océan Indien. En avril de cette année, c'est avec fierté que j'ai prononcé un discours, diffusé en direct à 124 mètres sous la surface de l'océan, appelant à une intensification des efforts déployés à l'échelle mondiale pour protéger le cœur bleu de notre planète – nos océans. Le caractère inédit de cet événement ne doit, toutefois, pas occulter le message. La protection des océans et de la vie marine contre les effets des changements climatiques, la surpêche, la pollution plastique et autres menaces est une responsabilité urgente et mondiale.

Aujourd'hui, ici à l'ONU, je le dis, nous sommes les gardiens des deux tiers de la surface de cette planète bleue. Nous devons agir en conséquence. Ce problème nous dépasse tous et nous ne pouvons attendre la génération suivante pour le régler. Nous sommes à court

d'excuses pour justifier notre inaction et nous manquons de temps.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République des Seychelles de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Danny Faure, Président de la République des Seychelles, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République islamique de Mauritanie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République islamique de Mauritanie.

*M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République islamique de Mauritanie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République islamique de Mauritanie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président El Ghazouani** (*parle en arabe*) : D'emblée, j'ai le plaisir de féliciter M. Tijjani Muhammad-Bande, Représentant permanent de l'État frère du Nigéria, de son accession à la présidence de l'Assemblée générale des Nations Unies à sa soixante-quatorzième session et je lui souhaite plein succès dans ses nouvelles fonctions. Je tiens également à exprimer mes sincères remerciements et ma profonde gratitude à M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés pour la grande efficacité et le professionnalisme avec lesquels elle a dirigé la session précédente de l'Assemblée générale. Je voudrais aussi rendre hommage au Secrétaire général António Guterres pour les efforts soutenus et continus qu'il mène pour réformer et diriger l'Organisation qui est la nôtre au service de la paix et de la sécurité internationales.

Chaque session de l'Assemblée générale est pour les États l'occasion de transcender leur situation individuelle et de débattre du destin commun de l'humanité en vue d'établir des principes directeurs et d'adopter des programmes, des plans et des stratégies qui peuvent garantir à notre planète et à nos peuples un

avenir prospère et durable. À cet égard, à sa soixante-dixième session, en 2015, l'Assemblée générale a lancé le Programme de développement durable à l'horizon 2030, qui comporte un ensemble d'objectifs interdépendants devant nous permettre de relever les grands défis mondiaux qui se posent à nous dans les domaines de l'environnement, du climat, de la santé et de l'éducation, mais aussi de la sécurité, de la stabilité, du développement et autres, afin de garantir à l'humanité un avenir meilleur, plus durable et plus intégré.

En République islamique de Mauritanie, nous nous sommes engagés à atteindre ces objectifs et avons incorporé le développement durable dans notre stratégie de développement. Nous avons accompli des progrès considérables dans ce domaine en nous concentrant sur les énergies renouvelables, tant solaire qu'éolienne. Nous avons ainsi atteint un taux de 40% d'énergies propres dans notre consommation totale d'énergie. Nous œuvrons sans relâche pour accroître ce pourcentage, sachant l'importance des énergies propres, leur incidence positive sur l'environnement et leur grande contribution à la réduction de la pollution.

Par ailleurs, avec d'autres États du Sahel, nous avons lancé l'initiative Grande Muraille verte pour le Sahara et le Sahel afin de lutter contre les conséquences négatives de la désertification et des changements climatiques sur notre environnement et nos ressources agricoles. Cette initiative a pour objectif de combler les lacunes de nos systèmes de production et de compenser les dégâts socioéconomiques causés par ces effets délétères.

Nous avons également réalisé des progrès considérables dans la lutte contre la désertification en réhabilitant de larges superficies touchées par ce phénomène afin qu'elles puissent être exploitées à nouveau. À cela s'ajoutent les efforts que nous menons au sein du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel. Nous avons également réalisé des avancées progressives dans le domaine de l'utilisation rationnelle de nos ressources maritimes et avons pu restaurer notre magnifique diversité biologique.

Nous collaborons actuellement avec 10 États du Sahel dans le cadre de l'initiative *Desert to Power* lancée par la Banque africaine de développement, qui vise à faire de la région du Sahel l'un des principaux producteurs d'énergie solaire au monde et doit permettre à plus de 29 millions de personnes d'avoir accès à l'énergie propre à court et moyen terme. À l'instar des autres pays du Sahel qui en bénéficient, nous attachons

une grande importance à cette initiative, qui aura très certainement une incidence positive sur l'environnement et le développement de notre région.

La République islamique de Mauritanie poursuit résolument ses efforts inlassables en faveur de l'enseignement obligatoire et de l'égalité des sexes à ce niveau, en s'attachant à construire des écoles pour les générations futures dans le respect des principes de liberté, d'égalité, de tolérance et d'ouverture et sur la base des caractéristiques inhérentes à notre culture et à notre civilisation. En outre, nous œuvrons en permanence à améliorer la qualité de l'éducation dans ses deux composantes, scientifique et professionnelle, conformément aux impératifs de notre économie nationale, pour suivre le rythme de la mondialisation. Nous avons obtenu des résultats significatifs dans ce domaine également, comme en témoignent les principaux indicateurs de notre système éducatif, notamment en termes d'accès, de taux de réalisation de couverture globale et de capacité de rétention.

Désireuse de veiller à ce que tous nos citoyens, en particulier ceux qui se trouvent en situation de vulnérabilité, aient accès aux services de base, la Mauritanie est parvenue à améliorer considérablement sa couverture sanitaire totale en renforçant les infrastructures sanitaires - hôpitaux et centres médicaux équipés - et en investissant dans les ressources humaines, notamment dans du personnel médical de haut niveau.

Sur fond de lutte contre la pauvreté, dans le cadre de notre stratégie de croissance accélérée et de prospérité partagée, nous nous sommes focalisés sur la lutte contre les inégalités sociales en veillant à privilégier les secteurs vulnérables, à appuyer les groupes défavorisés et à promouvoir la solidarité sociale. Nous nous employons actuellement à lancer une série de projets ambitieux dans le cadre de divers programmes qui comprennent un soutien au pouvoir d'achat et l'accès aux services de base tels que l'électricité, l'eau potable, les soins de santé et l'éducation.

Nous avons également déployé des efforts considérables pour accélérer le rythme de la croissance économique et améliorer le climat des affaires, tout en étayant les partenariats entre les secteurs public et privé et en développant les industries de transformation, de manière que notre économie ne dépende plus exclusivement de l'exportation des matières premières. Nous avons également mis l'accent sur la formation et la réinsertion de nos jeunes par une approche visant à leur permettre d'accéder au marché du travail et de

contribuer au développement de l'économie nationale. Nous avons également permis aux femmes de jouer leur rôle en s'impliquant fortement dans la vie politique et les affaires publiques.

Notre action en faveur du développement durable serait, pour l'essentiel, stérile si nous ne nous employons en parallèle à consolider l'état de droit, à renforcer la bonne gouvernance, à préserver les droits de l'homme, à promouvoir la démocratie et à défendre les libertés tant individuelles que collectives. À cette fin, notre pays a opté pour la transparence comme approche globale de la gestion des affaires publiques. Nous avons résolument lutté contre toutes les formes de corruption et de dessous de table et avons mis en place des mécanismes juridiques et réglementaires chargés d'éradiquer ces fléaux pour le développement. Dans le même temps, nous avons également œuvré à renforcer l'état de droit et à consolider les libertés publiques, en particulier la liberté de la presse, à développer la démocratie et à garantir la flexibilité et la transparence des travaux des institutions publiques qui supervisent la vie politique.

Cette orientation générale a culminé récemment avec la tenue d'une élection présidentielle transparente, à laquelle le Président sortant n'a pas participé, conformément aux dispositions de la Constitution, qui n'autorisent pas un même Président à servir plus de deux mandats consécutifs. La passation de pouvoir entre les deux présidents démocratiquement élus s'est déroulée sans heurt et dans le calme.

Consciente de l'interdépendance entre sécurité et développement, la République islamique de Mauritanie a mis en place une stratégie efficace de lutte contre le terrorisme et toutes les formes d'extrémisme. Cette stratégie suit une approche globale qui tient compte des dimensions sécuritaire, intellectuelle, économique et sociale. Que ce soit aux côtés de ses frères membres du Groupe de cinq pays du Sahel ou dans le cadre de sa participation aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies, notre pays s'engage à œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité dans la région du Sahel et sur le continent africain en général. Nous sommes également déterminés à entretenir une politique de bon voisinage et à rester à distance des conflits. Dans ce contexte, la Mauritanie représente un havre de sûreté et de sécurité pour plus de 50 000 réfugiés de la République du Mali, pays frère. Nous les accueillons en attendant la restauration de la paix dans leurs villages et villes du nord du Mali, et ce, en dépit de la pression considérable

que cela exerce sur notre population et notre économie, en particulier dans l'est du pays.

Notre pays a toujours défendu les causes justes dans toutes les instances internationales. Nous réaffirmons notre attachement indéfectible au droit du peuple palestinien à la dignité et à la souveraineté au sein d'un État viable et indépendant, avec Jérusalem-Est pour capitale, conformément à l'Initiative de paix arabe et aux résolutions internationales pertinentes. Nous dénonçons également la poursuite des violations des droits de l'homme commises par Israël en Palestine et dans le reste des territoires arabes occupés.

En Libye, nous appuyons les efforts internationaux visant à instaurer la paix dans ce pays frère et à garantir son intégrité territoriale et sa souveraineté.

S'agissant de la situation en République arabe syrienne, nous réaffirmons la nécessité d'œuvrer sérieusement à la recherche d'une solution politique propre à préserver l'unité de ce pays arabe frère et à protéger son indépendance, la dignité de son peuple et son droit à vivre dans la paix et la sécurité. Nous nous félicitons de la formation consensuelle de la Commission constitutionnelle, chargée d'élaborer une constitution sous l'égide de l'ONU.

Quant au Yémen, nous affirmons notre appui à la légitimité dans ce pays et appelons à l'adoption d'un règlement pacifique conforme aux initiatives arabes et aux résolutions internationales pertinentes. Dans le même temps, nous condamnons les attaques terroristes qui visent la sécurité nationale du Royaume d'Arabie saoudite. Nous nous félicitons de l'accord politique conclu par la République du Soudan, ce pays frère, et demandons que son nom soit retiré de la liste des États qui soutiennent le terrorisme. Nous appuyons également avec force le Gouvernement somalien dans ses efforts pour rétablir la sécurité et la stabilité.

Nous réaffirmons notre plein attachement à la réalisation des objectifs du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Puisse Dieu aider les peuples du monde à parvenir à un développement global et durable qui préserve l'avenir de notre planète et assure à tous les êtres humains, partout sur Terre, une vie décente tout en garantissant leurs droits, leur liberté et leur dignité.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République islamique de Mauritanie de l'allocution qu'il vient de prononcer.



*M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République islamique de Mauritanie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de la Présidente de la République d'Estonie.

*M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**La Présidente Kaljulaid** (*parle en anglais*) : Il y a 40 ans, 40 ans après que l'Europe eut été divisée entre ceux qui détenaient le pouvoir – ces pays qui n'ont jamais hésité à utiliser leur pouvoir au profit de leur propre nation et au détriment des autres États – 45 personnes des États baltes ont lancé un appel à l'ONU, à l'Union européenne et aux pays concernés. Leur appel, plus tard connu sous le nom d'Appel balte, portait l'espoir que la coopération multilatérale fondée sur l'état de droit pourrait être bénéfique pour les petits États occupés situés entre les deux blocs mondiaux - le monde démocratique libéral et l'Union soviétique. À peine 12 ans plus tard, les trois États baltes réintégraient le monde des États libres et indépendants. Il s'agissait d'une victoire pour la démocratie et la coopération multilatérale.

Cette année, l'Estonie célèbre le quarantième anniversaire de l'Appel balte en assumant une responsabilité dont nous ne pouvions même pas rêver pendant l'occupation : devenir membre élu du Conseil de sécurité de l'ONU. Nous avons accepté cette responsabilité parce que nous nous sentons concernés. Nous nous sentons concernés par le sort des plus faibles au sein des États et des sociétés. Nous nous sentons concernés par ceux dont la voix a besoin d'être amplifiée par le monde multilatéral afin d'être entendue. Nous nous sentons concernés par les nations qui sont victimes d'un génocide et par les femmes et les enfants qui y résident. Nous nous sentons concernés par les nations qui sont confrontées à des conflits prolongés et qui souffrent de la terreur, et nous nous soucions de

leurs générations de garçons pour qui le seul métier connu est celui de soldat. Nous nous sentons concernés par les nations menacées d'extinction en raison d'une arme de destruction massive lente - la catastrophe climatique. Nous nous sentons concernés par les nations confrontées à la famine et aux perturbations liées à la famine causée par les changements climatiques. Nous nous sentons concernés par les nations qui dépendent de cette coopération multilatérale fondée sur l'état de droit qu'est l'Organisation des Nations Unies. Nous nous sentons concernés parce que nous savons que la véritable harmonie pour l'humanité - qui n'a pas encore été atteinte - dépend de notre capacité à faire preuve de compassion pour le sort des autres.

Le multilatéralisme n'est rien d'autre que de faire preuve de compassion pour le sort des autres. On a fait preuve de compassion à notre égard lorsque nous avons recouvré notre indépendance et reconstruit notre État. Nous sommes maintenant prêts à faire preuve de compassion en retour. Nous sommes prêts à occuper un siège élu pour la période 2020-2021 à la table de la coopération internationale la plus difficile qui soit - le Conseil de sécurité. Nous sommes prêts à servir notre électorat et tous les autres, comme l'exige tout projet qui se veut véritablement au service de l'humanité dans un système multilatéral. Nous parlerons avec les pays, et pas seulement à leur sujet.

Le respect de l'état de droit international et les efforts déployés par ceux qui nous ont précédés dans sa mise en œuvre permettront d'orienter nos actions, nos décisions et nos débats. Nous n'avons que du respect pour les positions et les opinions variées mais sincères sur la façon de résoudre les problèmes urgents auxquels nous sommes confrontés pour appuyer nos décisions. Ceux qui sont guidés par la compassion pour l'humanité et pour la planète que nous habitons pourront toujours compter sur l'Estonie. L'autorité morale de l'Organisation des Nations Unies en tant que gardienne de l'humanité est chère à nos cœurs.

Nous avons beaucoup de problèmes de longue date et douloureux à régler, comme le sort des femmes et des enfants dans les zones de conflit, mais nous avons aussi de nouveaux défis à relever liés aux nouvelles technologies. L'Estonie est à ce jour la seule nation au monde à avoir opéré une transformation numérique de l'État grâce à laquelle l'administration est aujourd'hui totalement en ligne, mais beaucoup nous suivent dans la cybersphère. De nouvelles menaces à notre souveraineté émergent, liées à la cybercriminalité, ainsi

qu'au cyberspace comme nouveau domaine militaire. L'Estonie contribue dans le monde entier aux efforts visant à faire avancer la gouvernance en ligne, mais nous reconnaissons également notre responsabilité en matière de protection du cyberspace. Par conséquent, nous nous efforçons de parvenir à une meilleure application du droit international dans l'espace numérique, ainsi que dans le cadre de nos travaux au sein du Conseil de sécurité. L'Estonie a déjà déclaré son intention d'appliquer le droit national et international en matière de cyberspace. Nous invitons toutes les nations à faire de même afin de clarifier l'applicabilité du droit international dans le domaine numérique.

Nous appuyons les efforts de réforme de l'ONU, dirigés par le Secrétaire général António Guterres, et y participons activement. Nous voulons que l'ONU soit prête à jouer un rôle de chef de file au XXI<sup>e</sup> siècle, en tirant pleinement parti des progrès technologiques de l'humanité qui ont permis à ceux qui ne sont ni grands ni puissants - la majorité des États Membres de l'ONU - de suivre et de contribuer aux divers organes et aux nombreuses discussions de l'Organisation.

Nous appuyons la consolidation thématique des activités de l'ONU et l'accent régional donné à ses aspirations, à l'image du Groupe directeur de haut niveau pour Toutes les femmes, tous les enfants, ou la meilleure gestion commune des actions de l'ONU dans divers pays. Nous appuyons également ceux qui, comme l'Union africaine, affirment qu'ils veulent être beaucoup plus indépendants et responsables tout en étant soutenus par l'ONU pour prendre des mesures en vue d'une approche régionale collective des problèmes de longue date.

Par l'intermédiaire du Fonds de développement des Nations Unies, de l'UNICEF et d'autres organismes des Nations Unies, nous participons à éliminer les souffrances du monde. Nous nous efforçons également d'utiliser nos propres ressources au service du développement, en complément de celles de l'Union européenne et de l'ONU, pour proposer des mesures de renforcement de l'État fondées sur des solutions numériques, en tenant compte du potentiel d'Internet et de l'accès mobile même parmi les plus pauvres. Ces solutions permettent aux États de répondre aux besoins de leur population, à commencer par les registres de la population, un accès facile à l'enregistrement en ligne des naissances et des outils d'apprentissage en ligne pour ceux dont l'accès à l'enseignement classique est limité par la situation géographique, les conflits en

cours, la stigmatisation sociale ou le handicap. Nous considérons Internet comme un merveilleux outil pour éduquer les filles et offrir des emplois aux femmes dans le monde entier, contribuant ainsi à réduire la croissance démographique mondiale par l'émancipation des femmes.

Nous soutenons l'idée selon laquelle sauver notre planète est aussi la responsabilité civique de chacun d'entre nous. Aujourd'hui, avec l'aide de la technologie, nous pouvons assumer cette responsabilité et ressentir le sérieux effet mondial de l'action de chacun. La Journée mondiale du nettoyage a eu lieu samedi dernier et, pour la deuxième année consécutive, ce mouvement civil né en Estonie s'est étendu à 179 pays et territoires, y compris l'Antarctique, et a mobilisé plus de 20 millions de personnes.

Encouragé par ce phénomène, le secteur estonien des start-ups a rédigé un memorandum aux ambitions mondiales, promettant d'être climatiquement neutre dans toutes ses actions d'ici à 2030. Ce secteur apporte un sérieux pouvoir de marché et des idées innovantes, notamment grâce à sa capacité à mobiliser rapidement et à l'échelle mondiale un très grand nombre de personnes. Parfois, nous considérons sa capacité à changer notre monde uniquement sous un angle négatif, associant les start-ups à des bulles fermées favorisant un style de débat antagoniste, la détérioration de nos modèles de travail et des risques pour la prestation de nos services sociaux en permettant un marché du travail mondial incompatible avec nos modèles fiscaux de l'ère industrielle. Mais cette capacité peut aussi être utilisée pour mobiliser les masses pour faire le bien et pour faire véritablement avancer les choses. L'engagement de l'Estonie à devenir climatiquement neutre est ouvert à toutes les start-ups et autres entreprises ayant une conscience écologique prêtes à soutenir les mouvements populaires pour sauver notre planète. J'invite tout le monde à se joindre à nous. Aujourd'hui, une semaine après le lancement du processus, le nombre de signataires a déjà plus que doublé et s'étend au-delà des frontières de l'Estonie, couvrant désormais plus de 70 entreprises à travers l'Europe.

Nous avons besoin de ces mouvements civiques, entre autres, pour faire comprendre aux décideurs politiques que l'idéalisme et la volonté d'agir pour le bien de l'humanité d'aujourd'hui et des enfants à naître existent encore. Cela nous permet, en tant que politiciens, de mettre de côté des ressources pour stopper les changements climatiques, qui atteindront

inévitablement et dépasseront probablement 1 % du produit intérieur brut mondial.

La principale raison pour laquelle nous ne sommes pas globalement efficaces dans la mise en pratique des technologies existantes pour la production d'énergie verte est due à la fragmentation de nos actions. C'est un obstacle au développement du réseau mondial et à l'exploitation de l'énergie solaire dans notre intérêt à tous, même si nous savons qu'une surface plus petite que l'Espagne est tout ce dont nous avons besoin pour répondre aux besoins énergétiques mondiaux de tous. C'est un obstacle au recours de chaque micro-réseau mondial aux énergies renouvelables et au développement de l'accès à l'électricité parmi ceux qui n'en bénéficient pas actuellement.

Seule l'ONU peut nous aider à surmonter cette fragmentation. Nous nous félicitons de la tenue du premier Sommet mondial sur l'action pour le climat, qui montre que l'ONU est prête à relever ce défi.

Les changements climatiques restent le plus grand défi existentiel auquel le monde est confronté. Dans ce contexte, il est inquiétant de constater que nous continuons de subventionner, à hauteur de milliards de dollars, l'industrie des combustibles fossiles, qui est à l'origine de ce problème.

La force destructrice des changements climatiques ne frappe pas uniformément dans le monde. Certains endroits sont plus vulnérables que d'autres. Cependant, aucun endroit sur terre ne sera préservé, et aucun d'entre nous n'y échappera. De nombreuses personnes dans le monde sont déjà confrontées à des menaces qui pèsent sur leurs moyens de subsistance, voire sur leur vie.

Les glaciers de l'Himalaya fondent à un rythme deux fois plus rapide depuis le début du siècle, mettant en danger les réserves d'eau dans toute l'Asie centrale, du Sud et de l'Est. Le pergélisol est en train de fondre, des décennies plus tôt que ne l'avaient prévu les pires scénarios, ce qui pourrait libérer de grandes quantités de méthane, un puissant gaz à effet de serre.

Dans les petits États insulaires en développement, de nombreuses personnes vivent dans la crainte constante des inondations provoquées par la montée des eaux. La situation ne fera qu'empirer si nous n'agissons pas dès maintenant, avec ambition et en ayant conscience de l'urgence de la situation. Toutefois, nos efforts et les progrès enregistrés sont loin d'être suffisants pour éviter les effets négatifs évidents de cette crise mondiale, qu'aucun pays ne peut résoudre seul. Les

questions de sécurité liées aux changements climatiques sont examinées plus avant par le Groupe des amis sur le climat et la sécurité, dont l'Estonie est membre.

La science nous dit que les changements climatiques sont en train de se produire et qu'ils sont imminents, et nous indique également les meilleures pratiques pour y faire face. Dans notre quête des solutions idoines, nous devons nous appuyer sur la science. Il est généralement admis que la substitution des combustibles fossiles par la biomasse est une approche neutre en carbone, alors que la science nous dit que cela n'est pas entièrement exact. Les énergies renouvelables ne sont pas nécessairement neutres en carbone. En effet, la combustion du bois peut augmenter les émissions de dioxyde de carbone, ce qui rendrait encore plus difficile la réalisation d'objectifs en matière de neutralité carbone d'ici au milieu du siècle. Il est plus efficace d'utiliser du bois pour fabriquer des produits. Il s'agit non seulement d'une approche neutre en carbone, mais aussi d'une approche positive en ce qui concerne le carbone, car ces produits stockent du carbone pendant toute leur durée de vie. En Estonie, nous avons compris cela, et une maison en bois sur quatre exportée dans le monde entier est fabriquée par des Estoniens.

Les changements climatiques et la dégradation de l'environnement sont des domaines dans lesquels nous partageons une responsabilité collective. Dans cette bataille, nous sommes dans le même camp; c'est la seule façon de gagner. Le passé nous donne un bon exemple où nos efforts collectifs ont déjà porté des fruits. C'était en 1987, lorsque nous avons convenu de protéger la couche d'ozone en éliminant progressivement de nombreuses substances qui étaient à l'origine de son appauvrissement. En conséquence, le trou dans la couche d'ozone en Antarctique s'est progressivement refermé.

L'année prochaine, nous célébrerons le soixante-quinzième anniversaire de la création de l'Organisation des Nations Unies. Je vous encourage tous à profiter des 12 mois qui nous séparent de la fête d'anniversaire pour réfléchir à ce que nous pouvons faire, individuellement et collectivement, pour sauvegarder et renforcer l'ONU et le multilatéralisme.

La réalité est très simple. Ce monde où tout se tient et qui se réchauffe ne peut survivre que si notre bonne volonté et les mesures positives que nous prenons dépassent les limites artificielles créées par les multiples divisions d'une société mondialisée, qui, du point de vue de l'humanité prise dans son

ensemble, ne sont rien d'autre que des fragmentations superficielles qui perdurent.

C'est l'absence d'un véritable multilatéralisme et d'une pensée sincère et idéaliste au service de l'humanité tout entière qui continue de saper les effets positifs de nos efforts mondiaux. Nous devons surmonter cet obstacle, et nous devons nous servir de l'ONU en tant qu'outil pour y parvenir. Cet outil doit être affûté, il doit être soutenu par les nouvelles technologies et doit être relié à la société civile par des moyens numériques, afin de conjuguer les efforts individuels et les mouvements mondiaux; mais il ne pourra jamais être remplacé.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier la Présidente de la République d'Estonie de l'allocation qu'elle vient de prononcer.

*M<sup>me</sup> Kersti Kaljulaid, Présidente de la République d'Estonie, est escortée hors de la salle de l'Assemblée.*

#### **Allocution de M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Guinée.

*M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, est escorté dans la salle de l'Assemblée.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Condé** : Il me plaît d'adresser tout d'abord à M. Tijjani Muhammad-Bande mes chaleureuses félicitations pour sa brillante élection à la soixante-quatorzième session de l'Assemblée et l'assurer de mon soutien pour le succès de son mandat.

Je tiens également à rendre un hommage mérité à M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés pour le travail remarquable accompli durant son mandat, que l'on retiendra comme une présidence réussie. Son dynamisme et son efficacité font honneur à toutes les femmes.

Nous vivons dans un monde plein de défis de toutes sortes : inégalités, conflits armés, terrorisme, extrémismes violents, réchauffement climatique, catastrophes naturelles, intolérances et phénomènes

migratoires. Un monde plus juste, plus inclusif et solidaire a toujours fait partie de mes rêves. D'abord, comme jeune étudiant révolutionnaire, puis comme militant politique dans une époque où l'aspiration pour un monde meilleur était le moteur et la raison même de notre existence. Souvent, je pense avec nostalgie à cette période où on mettait la personne humaine, son devenir et sa condition au centre de nos préoccupations. Le sens éthique et les considérations d'ordre moral étaient fondamentaux dans nos règles de valeurs.

Tout est différent de nos jours. On se demande pourquoi et comment on a pu perdre ainsi nos valeurs pour arriver à ne plus avoir de respect pour rien et pour personne. La situation que nous vivons aujourd'hui est le reflet de cette transformation. Quand on voit comment on traite nos semblables, qu'ils soient migrants, minorités ethniques ou religieuses, on se demande ce qui nous est arrivé. Nous oublions que nous sommes tous de passage et que nous avons comme mission et devoir de protéger et respecter notre prochain et de préserver cette terre que nous avons héritée de nos ancêtres et que nous devons transmettre à notre tour aux générations futures.

Nous devons reprendre conscience de nos valeurs. Tout ne sera pas sans doute parfait mais si chacun de nous fait une action, un geste, avec comme objectif d'améliorer les conditions dans lesquelles nous vivons avec nos frères et sœurs, un monde meilleur est possible. Pour ma part, j'ai essayé de donner ma modeste contribution au courant de ma vie, mais en particulier depuis mon élection à la magistrature suprême de mon pays. En effet, tout au long de ma vie, j'ai eu pour ambition de contribuer concrètement à une Guinée plus juste et solidaire, où chaque citoyen, indépendamment de ses origines et de son statut social, puisse s'épanouir dans un environnement sain. Les premières années ont été très difficiles. Les caisses de l'État étaient vides et notre pays n'avait plus d'écoute ni de crédibilité au sein du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et des organisations internationales. Il a fallu prendre le bâton du pèlerin pour négocier et convaincre. On a réussi à annuler la dette, à faire les réformes qui s'imposaient. On a dû par exemple envoyer plus de 4 000 officiers de l'armée à la retraite. Il a fallu faire des choix difficiles, donner du courant au pays dans un contexte de l'émergence de l'Ebola. Nous avons eu une période très difficile, qui a été surmontée grâce à la responsabilité et à la collaboration de tous les Guinéens, auxquels je rends hommage. C'est un grand peuple, on peut le croire, qui a toujours su se relever avec courage.



Remettre la Guinée sur la carte des investisseurs n'a pas été non plus facile, mais aujourd'hui nous assistons enfin à une forte croissance des investissements privés en Guinée, et ce dans tous les secteurs. En ce qui concerne la lutte contre la pauvreté, le Gouvernement guinéen a créé l'Agence nationale de financement des collectivités locales et l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale, qui permettent une meilleure répartition des richesses, notamment l'allocation de 15 % des recettes minières aux collectivités locales, ou encore des transferts directs aux populations vulnérables dans les zones reculées du pays.

Ayant dédié mon mandat aux jeunes et aux femmes, leur participation au processus de prise de décisions est au centre des actions du Gouvernement. La mise en place du programme de microcrédit a permis d'allouer aux femmes plus de 100 milliards de francs guinéens sous forme de crédits renouvelables. Des centres d'autonomisation moderne des femmes ont été construits et des milliers de femmes bénéficient de formations dans toutes les filières. Dans le domaine de l'emploi, pour le moment, 6 857 femmes ont été recrutées dans la fonction publique pour la période 2010-2018. Dans le secteur agricole, 3 314 paysannes ont été formées en technique améliorée de production agricole. Naturellement, ces mesures bénéficient aussi aux porteurs d'handicap, qui sont encouragés à participer à la vie active. Sur le plan environnemental et de la lutte contre le réchauffement climatique, la Guinée s'est engagée à réduire de 13 % les émissions de gaz à effet de serre. Un vaste programme de reboisement de 2 millions d'hectares sur toute l'étendue du territoire guinéen est prévu d'ici 2030.

L'égalité des genres est une des priorités de mon gouvernement. En plus du respect de la parité dans les effectifs scolaires et universitaires ainsi que de l'élimination du mariage précoce et d'autres pratiques discriminatoires, on pourra mettre l'accent sur des projets qui permettront une autosuffisance économique de la femme et le maintien scolaire des filles et leur accès aux filières techniques et scientifiques. Pour combattre le chômage, nous avons aussi mis en place des programmes de partenariat public-privé au service des jeunes et des femmes, qui ont atteint pour le moment 140 millions de dollars d'investissements, mais que nous comptons augmenter sensiblement.

Il a été possible de lancer beaucoup de projets dans le domaine des infrastructures, qui ont changé le visage de la Guinée. Et nous prévoyons, avec la

participation de nos partenaires publics et privés, de lancer prochainement d'importants projets de construction de logements sociaux et d'infrastructures routières, ferroviaires et portuaires, avec la mise en place de zones économiques spéciales qui permettront enfin à la Guinée de devenir un pays exportateur de produits finis.

Lors de la vingt-et-unième Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques a été lancée l'Initiative pour les énergies renouvelables en Afrique, dont j'assume la présidence. Cette initiative de transformation a été initiée et menée par l'Afrique pour accélérer, intensifier et exploiter l'immense potentiel africain en sources d'énergies renouvelables, et le développement durable et le respect du climat sont les mots d'ordre de cette initiative née avec beaucoup de scepticisme, dans un contexte général où nous avons pris l'habitude de ne jamais respecter les objectifs fixés. Aujourd'hui j'ai le plaisir et l'honneur d'annoncer à l'Assemblée que le Conseil d'administration de l'Initiative, qui s'est réuni le 23 septembre dernier, a pu prendre acte et confirmer que l'objectif de financement de 10 gigawatts qui était prévu pour 2020 a déjà été atteint, puisque nous sommes déjà à 9,99 gigawatts.

J'ai également le plaisir d'informer l'Assemblée que 92 autres projets sont en évaluation technique et en cours d'approbation. Cela permettra de donner de l'énergie propre à des millions de foyers répartis dans toutes les régions géographiques du monde. Nous pouvons donc dire que l'Afrique, avec cette initiative en matière d'énergies renouvelables, est en action pour la lutte climatique tant pour notre continent que pour le monde. Ainsi, lorsque l'Afrique parle d'une seule voix elle gagne. Nous venons de le constater avec la zone de libre-échange. Les deux tiers des Africains n'ont pas accès à l'électricité. Je lance ici un appel pour encourager et solliciter l'implication de plus de partenaires publics et privés du monde entier à investir dans le secteur des énergies renouvelables en Afrique. Cela permettra à notre continent d'exploiter plus efficacement ses ressources et d'y rendre la vie plus agréable et plus attractive à nos jeunes pour qu'ils puissent enfin considérer l'émigration comme un choix, et non une contrainte inévitable. Quand l'Afrique gagne, c'est le monde qui gagne, car l'Afrique est l'avenir du monde.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier

le Président de la République de Guinée de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Alpha Condé, Président de la République de Guinée, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Allocution de M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République de Zambie.

*M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Lungu** (*parle en anglais*) : Je m'associe aux précédents orateurs pour féliciter S. E. M. Tijjani Muhammad-Bande de son accession à la présidence de l'Assemblée générale à sa soixante-quatorzième session. Je l'assure de notre entière coopération dans l'accomplissement de ses responsabilités, et je suis certain que sa vaste expérience et sa grande sagesse s'avéreront précieuses pour guider efficacement nos travaux tout au long de la session en cours. Je tiens également à exprimer les sincères remerciements de la Zambie à S. E. M<sup>me</sup> María Fernanda Espinosa Garcés pour son travail exemplaire durant la soixante-treizième session.

Le thème de cette session, « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion », nous offre l'occasion de réexaminer nos priorités, de redéfinir notre mission et de préciser notre vision à l'approche du soixante-quinzième anniversaire de l'Organisation. Il nous appelle à mettre en place un climat dans lequel le système des Nations Unies pourra appliquer ses programmes prioritaires, en particulier dans des domaines tels que l'atténuation de la pauvreté, afin d'améliorer la condition humaine dans le monde entier.

Il est possible d'éliminer la pauvreté : nous avons constaté des progrès remarquables dans tous les aspects de la pauvreté, tandis que la malnutrition

et l'analphabétisme des jeunes ont considérablement diminué. Ces progrès sont encourageants mais restent insuffisants. Un milliard de personnes vivent encore dans une extrême pauvreté. En fait, les récents progrès doivent nous inciter à faire encore plus pour nous acquitter de cette tâche et veiller à ce que plus aucun enfant ne se couche le ventre vide. Nous devons nous assurer qu'aucun parent ne doive choisir entre envoyer sa fille à l'école et l'envoyer travailler. Chacun a la possibilité de participer pleinement à la vie économique et civique de son pays.

La Zambie salue le rôle moteur joué par l'ONU dans la lutte contre les changements climatiques, comme l'a montré il y a quelques jours seulement la tenue du Sommet Action Climat. Les changements climatiques entravent les efforts déployés pour élever le niveau de vie des populations pauvres dans le monde. Les scientifiques ont parlé, et nous voyons de nos propres yeux l'impact dévastateur que les changements climatiques ont sur l'environnement. En début d'année, trois des pays voisins de la Zambie – le Malawi, le Mozambique et le Zimbabwe – ont été frappés par des cyclones. Non loin, la moitié de la Zambie a connu une grave sécheresse, qui s'est depuis lors traduite par un faible rendement agricole et une baisse du niveau des eaux affectant la production hydroélectrique. C'est ainsi que des événements climatiques extrêmes opposés se produisent dans une même région.

En réaction, la Zambie redouble actuellement d'efforts pour diversifier sa production énergétique. Parmi les autres priorités figure l'augmentation de la capacité d'adaptation pour réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience face aux phénomènes météorologiques extrêmes, tels que les sécheresses et les inondations. Les répercussions des changements climatiques exigent des efforts de collaboration à l'échelle mondiale et un appui aux stratégies d'atténuation et d'adaptation. En tant que pays en développement, la Zambie a besoin d'une aide au renforcement de ses capacités dans des domaines clefs, tels que la recherche scientifique, l'alerte rapide, l'intervention rapide et le transfert des technologies appropriées pour contribuer à faire face aux effets néfastes des changements climatiques.

En outre, il va sans dire que l'intensification des efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques doit aller de pair avec le renforcement de l'accès à une aide financière, en particulier pour les pays dotés de ressources limitées, afin de leur permettre de contribuer équitablement aux efforts mondiaux et de

supporter les coûts liés aux changements climatiques. Nous ne saurions trop insister sur la nécessité de garantir et de promouvoir le bien-être des espèces sauvages, en tant que bien environnemental dans l'intérêt écologique et socioéconomique.

À cet égard, la Zambie se félicite du Sommet sur les éléphants, tenu à Kasane, au Botswana, en avril dernier, ainsi que du Sommet sur l'économie de la faune sauvage africaine, tenu à Victoria Falls, au Zimbabwe, en mai dernier et organisé par l'Union africaine et le Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ces sommets ont, entre autres choses, reconnu la nécessité de nouer des partenariats avec les collectivités et le secteur privé, qui sont essentiels à la protection des espèces sauvages et à l'accroissement des retombées économiques de la faune et de la flore. Dans le cadre des efforts que nous déployons pour soutenir cette cause, la Zambie tiendra un sommet de suivi en mai 2020, dans la capitale touristique de Livingstone. J'invite nos partenaires internationaux à collaborer avec les pays de la région en vue d'obtenir des résultats positifs pour la faune et la flore.

Ces dernières années, la Zambie a déployé des efforts considérables dans le domaine du développement, et nous sommes déterminés à promouvoir un paradigme de développement sans exclusive, sur la base de l'Agenda 2063 de l'Union africaine et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Il y a un mois à peine, le 7 août, la Zambie a eu l'honneur de tenir à Lusaka la cérémonie de lancement du Centre sous-régional des objectifs de développement durable pour l'Afrique australe. La création de ce centre a souligné notre détermination collective, en tant que pays d'Afrique australe, à gagner la guerre contre la pauvreté, la faim, la maladie et l'analphabétisme, grâce à l'échange de pratiques exemplaires et à une action commune. Toutefois, nous devons également garder à l'esprit que la plupart des pays africains n'ont pas été en mesure d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, principalement en raison de plusieurs difficultés, notamment l'insuffisance de leurs ressources financières.

L'Afrique risque malheureusement de ne pas réaliser non plus les objectifs de développement durable, à moins qu'elle ne trouve des moyens plus novateurs de relever ses défis en matière de développement. Le Centre de Lusaka rapprochera cette initiative de notre région de l'Afrique australe. Ce sera un moyen de faciliter la collaboration des gouvernements et des

autres parties prenantes en vue d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable et de renforcer l'intégration régionale.

Mon gouvernement attache une grande importance aux besoins et au bien-être de tous et accorde une attention particulière aux femmes, aux enfants et aux jeunes. À cette fin, le septième plan national de développement de la Zambie a mis l'accent sur les membres les plus vulnérables de la société afin de renforcer leur capacité de participer à la vie socioéconomique du pays, dans le but d'améliorer leur niveau de vie. Mon gouvernement a pris des mesures à cet égard pour veiller à ce que tous les Zambiens accèdent, sur un pied d'égalité, à une éducation de qualité, en leur offrant une éducation de base universelle dans des délais courts et réalistes.

Qui plus est, un vaste programme de réformes est en cours dans le secteur de la santé, ce qui devrait également permettre d'améliorer le bien-être de la population. Toutefois, les mesures et programmes mis en œuvre par le Gouvernement ne sont pas suffisants pour atteindre pleinement les objectifs de ces programmes d'action, principalement en raison des ressources financières limitées. Nous appelons tous les partenaires à s'associer à ces efforts. Ensemble, aidons à améliorer la vie de nos peuples.

L'ombre terrifiante de la pauvreté plane plus encore sur les enfants réfugiés d'Afrique. La Zambie est un havre de paix et un refuge pour nombre de réfugiés. Nous appelons l'ONU et les autres organisations humanitaires du monde à nous aider à porter ce fardeau. Ensemble, nous pouvons rétablir leur dignité et prendre soin des réfugiés.

La Zambie continue de faire d'énormes progrès dans le cadre de la campagne visant à mettre fin aux mariages d'enfants. À cet égard, nous avons également continué à dialoguer avec les chefs traditionnels en vue de réformer les traditions et les coutumes qui promeuvent le mariage d'enfants. Nous harmonisons actuellement la législation et le droit coutumier sur le mariage pour interdire le mariage d'enfants. Nous entendons également abroger plusieurs lois discriminatoires et obsolètes concernant les enfants, dans l'optique d'élaborer un code de l'enfance qui permettra de transposer dans notre droit interne les dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant.

En notre qualité de défenseur désigné de l'Union africaine chargé de promouvoir la fin des mariages d'enfants, nous jugeons encourageant le fait que la

campagne ne cesse de prendre de l'ampleur. Toutefois, il faut faire beaucoup plus encore. Nous appelons tous les partenaires à se joindre à ces efforts et, ensemble, faisons entendre notre voix pour protéger les enfants et les jeunes.

La paix, la sécurité et l'état de droit restent les fondements du développement véritable de toute société. Dans cet esprit, la Zambie a présidé pendant un an, jusqu'au mois dernier, l'Organe de coopération en matière de politique, de défense et de sécurité de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC). À ce titre, elle a contribué au mécanisme régional de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

En tant qu'État partie à plusieurs instruments internationaux visant à lutter contre la menace de la prolifération, la Zambie a accueilli une réunion régionale de sensibilisation, organisée par la SADC, sur l'application de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité. Cette résolution est un élément essentiel de l'architecture mondiale pour prévenir la prolifération des armes nucléaires, chimiques et biologiques parmi les acteurs non étatiques, notamment les terroristes. Si elle est dûment mise en œuvre à travers le monde, cette résolution contribuera largement à prévenir d'éventuelles catastrophes humanitaires, politiques, économiques et environnementales, dans le cas où l'une de ces armes serait utilisée pour faire des victimes et provoquer des souffrances à grande échelle. Il est clair qu'une telle possibilité n'est pas simplement théorique.

Le spectre du terrorisme international a connu ces derniers temps une dynamique dangereuse qui lui est propre. Le terrorisme ne fait pas la distinction entre combattants et non-combattants. Des passants innocents font les frais de ce fléau. Afin de protéger la vie humaine, la communauté internationale doit continuer de s'attaquer sérieusement à ce vice. L'Assemblée doit accélérer sa conclusion, qui n'a que trop tardé, de la Convention générale de l'Organisation de la Conférence islamique pour combattre le terrorisme international.

Dans le cadre de sa lutte contre le terrorisme, le Gouvernement zambien a créé récemment un centre de lutte contre le terrorisme, organisme national incluant toutes les parties prenantes nationales pour coordonner l'action antiterroriste menée par les organismes de sécurité, conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

Il ne fait aucun doute que l'ONU demeure la seule institution multilatérale capable de relever les défis de notre « monde uni ». Le monde attend de l'Organisation qu'elle encourage un dialogue inclusif entre les civilisations sur l'ensemble des défis mondiaux, seule façon concrète de garantir une coopération internationale constructive et efficace. Pour être efficaces et efficaces, nous devons réformer l'Organisation des Nations Unies, comme nous le ferons l'année prochaine à l'occasion de ses 75 ans d'existence, et réfléchir à son avenir.

La Zambie estime qu'au vu de l'évolution de l'Organisation des Nations Unies, le temps est venu d'une réforme significative, notamment du Conseil de sécurité, qui doit être représentatif, démocratique et responsable devant tous les États Membres, indépendamment de leur statut. Cela est indispensable pour son intégrité en tant que gardien de la paix internationale. Étant donné que l'Afrique représente le deuxième plus grand groupe d'États Membres de l'ONU, les propositions de réforme du Conseil de sécurité doivent tenir compte de la demande du continent africain telle qu'énoncée dans le Consensus d'Ezulwini.

Pour terminer, je voudrais réaffirmer que la Zambie est déterminée à coopérer avec la communauté internationale pour remédier aux nombreux problèmes qui affectent nos populations, et notamment avec les efforts visant à éliminer la pauvreté. Nous ne devons pas rester indécis et indifférents à ce grave problème, et ne devons pas non plus laisser passer cette occasion de bâtir un monde meilleur pour l'humanité tout entière.

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République de Zambie de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Edgar Chagwa Lungu, Président de la République de Zambie, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, Chef de l'État et Chef du Gouvernement**

**Le Président par intérim (parle en anglais) :**  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Tchad, Chef de l'État et Chef du Gouvernement

*M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, Chef de l'État et Chef du Gouvernement est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*



**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, Chef de l'État et Chef du Gouvernement, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Deby Itno** : Avant tout propos, au nom de ma délégation et du mien propre, je tiens à adresser mes chaleureuses félicitations à S. E. M. Tidjani Muhammad-Bande, Représentant permanent de la République fédérale du Nigeria auprès de l'ONU, pour sa brillante élection à la présidence de la soixante-quatorzième session de l'Assemblée générale. Je lui souhaite plein succès dans sa mission, et l'assure du soutien de la délégation tchadienne tout au long de son mandat.

Je tiens également à adresser nos sincères remerciements et nos vives félicitations, à S. E. M<sup>me</sup> Maria Fernanda Espinosa Garcés, Présidente sortante de l'Assemblée générale pour l'excellent travail abattu au cours de son mandat, et la marque d'attention accordée aux pays du bassin du lac Tchad, dont le mien, en y effectuant une visite de travail en mai 2019.

Qu'il me soit permis d'exprimer ma très haute appréciation et mon soutien S. E. M. le Secrétaire général António Guterres pour son leadership et son engagement en faveur d'une redynamisation du rôle de l'ONU pour mieux répondre aux énormes attentes de tous les peuples, à travers une forte implication des organisations régionales. Le Tchad salue à cet égard le partenariat exemplaire qui se développe entre l'ONU et l'Union Africaine.

Le thème retenu pour la présente session de l'Assemblée générale, à savoir « Dynamiser les efforts faits au niveau multilatéral en faveur de l'élimination de la pauvreté, d'une éducation de qualité, de l'action climatique et de l'inclusion », vient à point nommé pour évaluer les progrès enregistrés dans la mise en œuvre de quelques-uns de nos engagements pris dans le cadre du Programme 2030.

Ce thème, dont je salue la pertinence, souligne à la fois la faiblesse des efforts consentis face aux défis socioéconomiques et environnementaux partagés, et l'urgence d'une mobilisation plus accrue de la communauté internationale afin de réaliser, conformément aux engagements pris dans le cadre du Programme 2030, les objectifs majeurs du développement durable. Il s'agit notamment de

l'éradication de l'extrême pauvreté, de l'accès à une éducation de qualité, de la lutte contre les changements climatiques et de la réduction des inégalités.

Nous notons avec regret que la ferveur ayant prévalu au moment de l'adoption du Programme 2030 en septembre 2015 n'a pas été suivie de résultats probants par rapport aux engagements pris. Pourtant, ledit Programme a été un document consensuel ayant concilié les préoccupations et les positions de toutes les parties prenantes.

Faute d'une action vigoureuse et des ressources prévues non mobilisées, notre rêve commun de bâtir un monde stable et paisible où doivent s'épanouir l'ensemble de nos peuples est en train de céder le pas à l'angoisse et à l'incertitude. Car la question de la pauvreté est étroitement liée à celle des crises et des conflits, des migrations et du dérèglement climatique.

L'élimination de l'extrême pauvreté occupe la première place parmi les 17 objectifs de développement durable adoptés, et cela traduit l'importance capitale que revêt sa mise en œuvre. La lutte collective à mener contre la pauvreté passe par le respect des engagements pris dans le cadre du Programme 2030 en termes d'actions concrètes à poser. Les ressources à mobiliser à cet effet sont bien à la portée de la communauté internationale, pourvu qu'elle fasse preuve de volonté, de détermination et de solidarité.

À cet égard, les priorités et attentes de l'Afrique, que partage mon pays, sont bien connues et même consignées dans le Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement. Quatre ans après l'adoption du Programme 2030 (résolution 70/1), les résultats attendus sont loin d'être au rendez-vous. L'absence des avancées sur tous les plans est plus que préoccupante, alors que nos attentes en matière de développement sont plus que pressantes. Comment peut-on prétendre combattre la pauvreté si les engagements pris à cet effet dans le cadre du Programme d'action d'Addis-Abeba ne dépassent jamais le stade des promesses?

Il me paraît urgent que certaines de nos principales préoccupations retiennent notre attention collective, notamment en ce qui concerne l'industrialisation indispensable à la transformation de nos immenses ressources naturelles sur place, la diversification de nos économies, la lutte contre les flux illicites de capitaux drainant d'importantes ressources hors de nos pays, l'accès aux marchés, la mise en place de fonds

d'innovation pour soutenir la phase de développement et de commercialisation de la technologie et la réforme des institutions financières internationales pour prendre en compte la participation effective des pays africains à la prise des décisions les concernant.

L'absence de résultats tangibles par rapport aux engagements contractés touche également la lutte contre les changements climatiques, malgré l'immense espoir suscité par l'Accord historique de Paris sur le climat. Les graves conséquences des changements climatiques se font sentir plus que partout ailleurs en Afrique, et en particulier au Sahel, comme le prouvent l'avancée du désert, l'assèchement et l'ensablement des cours d'eau comme le lac Tchad et le fleuve Niger, la déforestation accentuée, la dégradation des sols, etc.

Par ses effets pervers, le dérèglement climatique exacerbe aussi les crises et conflits autour des ressources naturelles, provoque l'insécurité alimentaire et les exodes massifs de population, rend aléatoire l'accès aux services sociaux de base et accentue la pauvreté au point de pousser les jeunes chômeurs à tomber dans les bras des groupes terroristes.

Face à cette grave menace, le Tchad joint sa voix à celles de nombreux autres pays pour réitérer son vibrant appel à une réduction substantielle des émissions de gaz à effet de serre et au renforcement de la résilience aux changements climatiques. L'Accord de Paris sur le climat n'est crédible que s'il s'accompagne d'actions concrètes tendant à respecter les engagements pris par toutes les parties selon le principe de la responsabilité commune mais différenciée.

Je tiens à souligner l'impérieuse nécessité de tenir l'engagement pris par les pays développés de mobiliser 100 milliards de dollars par an d'ici 2020 pour répondre aux besoins des pays en développement en matière d'atténuation et d'adaptation. La pleine opérationnalisation du Fonds vert pour le climat est à cet égard d'une extrême urgence.

L'accès de nos enfants à une éducation de qualité est un levier de premier plan pour une lutte durable contre la pauvreté et les changements climatiques. L'éducation de qualité est aussi un vecteur de connaissances et de transformation de nos sociétés. Il va sans dire qu'elle est le meilleur gage d'un monde meilleur. Cependant, des centaines de millions d'enfants de par le monde sont aujourd'hui privés de la possibilité d'accéder à la scolarisation la plus basique. Les causes principales rendant inaccessible l'école à ces enfants sont encore et

toujours le sous-développement, la pauvreté, les conflits ravageurs, l'obscurantisme, etc.

Malgré une crise économique et financière aiguë, réduisant drastiquement nos investissements dans les secteurs vitaux, le Tchad continue d'accorder une attention particulière à l'éducation en y consacrant chaque année 15 à 16 % de son budget. Au cours de ces 10 dernières années, les effectifs des élèves ont décuplé. Nous envisageons d'augmenter ce taux dans le budget à 20 % dans les années à venir.

Face à l'étendue des besoins dans le domaine de l'éducation, les défis à relever sont immenses et les ressources disponibles sont insuffisantes. D'où l'impérieuse nécessité d'une mobilisation constante pour agir ensemble, dans un élan de solidarité et de complémentarité visant à accompagner les efforts des pays les moins nantis afin de donner la chance à tous les enfants du monde d'accéder à une éducation de qualité.

Depuis bientôt une décennie, l'Afrique est en proie à une montée grandissante du terrorisme. Le Sahel et son voisinage immédiat subissent de plein fouet les ravages de ce mal du siècle qui endeuille au quotidien les populations et compromet dangereusement tous nos efforts de développement. Dans la limite de nos moyens, nous nous sommes fortement mobilisés, tant dans le cadre de la Force multinationale mixte des pays du bassin du lac Tchad que dans celui de la Force conjointe du Groupe de cinq pays du Sahel pour faire face à la menace existentielle que constitue le terrorisme.

Dans cette lutte contre un ennemi aveugle et souvent invisible, développant une résilience insoupçonnable, les sacrifices énormes consentis n'ont pas permis de vaincre le mal. Les États affectés du Sahel consacrent chaque année entre 18 et 32 % de leur budget à cet effort de plus en plus insoutenable. Cet élan de mobilisation permanente de ces États, depuis quelques années, contre le terrorisme ne saurait laisser indifférente la communauté internationale dont le soutien est vital pour gagner ce combat.

Dans cette optique, je réitère, du haut de cette tribune, l'appel des États membres du Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel) adressé aux membres du Conseil de sécurité, leur demandant d'assurer un financement pérenne à la Force conjointe du G5 Sahel sur le budget ordinaire de l'ONU en vertu d'un mandat sous Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Par ailleurs, dans l'optique de la mutualisation en cours des efforts des forces du G5 Sahel, de la

Commission du bassin du lac Tchad et des États de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, nous soulignons la nécessité d'une coordination plus poussée et plus adaptée des actions de tous les acteurs présents au Sahel, y compris les forces internationales comme la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et l'opération Barkhane, dans le respect de la vocation de chaque entité. Le Tchad est disposé à apporter sa modeste contribution à cette articulation pour mener une lutte plus efficace contre le terrorisme.

Je ne peux parler du terrorisme et de l'insécurité au Sahel, sans évoquer la crise libyenne dont les conséquences sur cette région sont incalculables. En dépit des initiatives louables de la communauté internationale visant à mettre un terme à cette grave crise, qui n'a que trop duré, la situation demeure toujours hautement préoccupante, et ne cesse de prendre des tournures dramatiques. Les efforts entrepris pour aider les frères libyens à retrouver la paix sont compromis par les confrontations armées interlibyennes, aggravés d'ingérences extérieures multiples et multiformes. Le règlement de la crise passera par la prise de conscience individuelle et collective des frères libyens eux-mêmes. Ils doivent comprendre qu'ils sont les premiers maîtres et artisans de leur destin, et que la violence n'est pas une option de sortie de crise. Dans cette guerre, il n'y aura ni vainqueur, ni vaincu, mais un seul perdant, c'est le peuple libyen.

Nous devons tous œuvrer dans la perspective d'un dialogue global et inclusif rassemblant tous les protagonistes de la crise. Dans cette perspective, nous appelons toutes les parties armées, y compris les chefs des tribus et communautaires, à un dialogue national, prélude à la tenue d'élections crédibles. Nous sommes toujours disposés, comme par le passé, à soutenir les efforts des Nations Unies et de l'Union africaine pour que la paix et la stabilité reviennent dans ce pays. Le retour de la paix et de la stabilité dans les pays voisins et dans tout le Sahel dans une large mesure. Dans cette optique, le Tchad plaide en faveur d'une forte implication de l'Union africaine aux côtés des Nations Unies dans la recherche d'une solution durable à travers une synergie d'efforts. Quoi qu'on en dise, la Libye a été, reste et restera un pays africain.

La question de la réforme de l'ONU, notamment du Conseil de sécurité, que l'Afrique appelle de tous ses vœux à toutes les sessions de l'Assemblée générale des

Nations Unies, mérite toute l'attention requise. Cette revendication légitime ne saurait se diluer dans des négociations interminables engagées depuis des années sans qu'aucun progrès ne soit enregistré. L'Afrique ne demande pas autre chose que la réparation d'un flagrant préjudice causé à tout un continent qui compte plus d'un milliard d'âmes, privé injustement de sa place légitime dans le système des Nations Unies. Je réaffirme l'attachement du Tchad à la Position commune africaine sur la réforme du Conseil de sécurité telle qu'exprimée dans le Consensus d'Ezulwini, et j'en appelle au sens de la justice et de la solidarité de toutes les nations pour accélérer cette réforme tant souhaitée et attendue.

Pour conclure, je voudrais exprimer la solidarité et la sympathie du Tchad avec tous les pays traversant des situations difficiles à cause de crises, conflits ou catastrophes naturelles. À cet égard, le Tchad salue l'élan de dialogue et de réconciliation amorcé en République centrafricaine, au Soudan et au Soudan du Sud, et exhorte toutes les parties prenantes concernées à œuvrer davantage pour une paix durable dans ces pays frères respectifs. Aussi le Tchad réaffirme-t-il sa position de principe concernant le conflit israélo-arabe, en appelant toutes les parties à la solution des deux États, Israël et la Palestine, vivant côte-à-côte, dans la paix, conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et à l'Initiative de paix arabe de 2002.

Enfin, le Tchad réitère son appel en faveur de la levée de l'embargo imposé injustement à Cuba, qui porte gravement préjudice au peuple de ce pays. C'est parce que nous sommes attachés aux principes fondateurs de l'ONU, et croyons à ses idéaux de paix, de justice, d'égalité souveraine entre les États et de prospérité pour tous, que nous venons chaque année à ce grand rassemblement qu'est l'Assemblée générale. Faisons en sorte que le comportement de chacun des États Membres soit conforme aux règles que nous nous sommes données pour que la paix, la justice et la solidarité triomphent dans le monde.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président de la République du Tchad, Chef de l'État, Chef du Gouvernement, de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Idriss Deby Itno, Président de la République du Tchad, Chef de l'État, Chef du Gouvernement, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

**Allocution de M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocution du Président de la République du Honduras.

*M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras, est escorté dans la salle de l'Assemblée générale.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue à l'Organisation des Nations Unies à S. E. M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras, et je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

**Le Président Hernandez Alvarado** (*parle en espagnol*) : Je tiens à adresser à tous les participants les salutations spéciales d'un beau pays appelé le Honduras.

Je vais commencer par vous raconter l'histoire de mon pays. Au cours des dernières décennies, le Honduras a connu une tragédie majeure dans l'histoire de notre république. La corruption prévalait impunément, créant un cercle vicieux où les bandes criminelles avaient réussi à s'infiltrer dans tous les secteurs. Nous luttons et avons continué de lutter contre cette impunité jusqu'au dernier jour de notre gouvernement. À une certaine époque, nous étions le pays le plus dangereux du monde, maintenant nous ne le sommes plus. Nous avons l'un des taux d'homicides les plus élevés. Aujourd'hui, nous l'avons réduit de plus de la moitié. Nous avons purgé la police, établi des mécanismes d'enquête, démantelé les réseaux du crime organisé, construit des prisons à sécurité maximale, et maintenant nous avons des institutions beaucoup plus solides.

Les gangs ont été le bras armé des trafiquants de drogue. Ils ont commis des extorsions, de terribles assassinats et des massacres. Ils ont réussi à infiltrer des manifestations, les rendant violentes et s'adonnant au pillage, allumant des incendies criminels et livrant des attaques contre la société, les médias et les forces de l'ordre. Ces gangs sont les alliés et amis de certains politiciens qui ont admis être les amis et proches collaborateurs de ces groupes criminels. Le but de cet ennemi est de supplanter l'état de droit. Il laisse en héritage le deuil et la douleur, plus de 67 000 personnes ayant perdu la vie au cours des 15 dernières années, soit plus que le nombre de personnes tuées pendant la guerre du Viet Nam du côté américain. Les manifestations de violence de ces groupes illégaux affectent l'économie,

la sécurité et la souveraineté nationale. Nous devons considérer ces groupes transnationaux comme des entités non étatiques qui violent les droits fondamentaux, à l'image, par exemple, de la mara Salvatrucha et de la pandilla 18.

La situation que je viens de décrire ne constitue-t-elle pas un véritable abus des droits fondamentaux? Je me demande - et je laisse à l'Assemblée le soin de réfléchir à la question - comment il se fait qu'aujourd'hui encore, en droit international, nous ne trouvons pas de cadre juridique international permettant d'obliger les gangs, les groupes de la criminalité organisée et les trafiquants de drogue à rendre des comptes?

Nous avons créé une nouvelle structure institutionnelle. Nous avons également restructuré certaines de nos institutions pour les rendre robustes et prêtes à faire face au crime organisé. Dans cette salle, je voudrais remercier les magistrats de mon pays, qu'il s'agisse du Bureau du Procureur, du pouvoir judiciaire, de la police, de l'armée, des agents de renseignement et de tous les Honduriens qui se sont engagés avec nous dans cette lutte. Ce sont des hommes et des femmes courageux et très efficaces qui ont tout donné, y compris, pour certains, leur vie. Nous avons levé des boucliers aériens, maritimes et terrestres pour lutter contre le trafic de drogue. Nous avons créé un processus d'extradition et nous avons extradé les plus grands barons de la drogue. Nous avons créé des lois contre le blanchiment d'argent, entre autres actions importantes. Nous avons réformé le système pénitentiaire et, aujourd'hui, nous disposons de forces spéciales anti-gang très efficaces.

Cette lutte n'a pas été facile. Aujourd'hui, je dénonce le fait qu'en raison de cette lutte que nous avons entamée, et que nous continuons de mener, contre le crime organisé, je fais l'objet d'attaques et d'une campagne de diffamation menée par des trafiquants de drogue, des membres de gangs, des policiers corrompus qui ont été limogés, des assassins passés aux aveux, certains hommes d'affaires qui encouragent les criminels en finançant leurs activités et même des politiques. Il s'agit véritablement d'une structure politique internationale qui n'hésite pas à travailler avec le monde du crime, qui encourage la haine et qui inspire la peur aux communicateurs sociaux, les conduisant à l'autocensure par peur. D'autres cherchent à saper notre société, notamment par le biais des réseaux sociaux et de la diffusion d'informations fallacieuses.

Aujourd'hui, je tiens à souligner ce que certains chercheurs et pays amis appellent « la guerre de



quatrième génération ». Nous devons être sur nos gardes car elle provoque la déstabilisation, le chaos et des activités d'intimidation, sape l'économie et les institutions, et génère une transculturation et une guerre de la désinformation. Nous sommes victimes d'attaques politiques aux intérêts obscurs, qui veulent déstabiliser le pays, et qui proviennent aussi du Venezuela, dirigé par le régime de Nicolás Maduro, qui a un partenaire au Honduras appelé Mel Zelaya. Cette histoire n'est pas nouvelle, et je ne suis pas le seul à l'avoir vécue. Il s'agit d'une question de dimension mondiale.

Le trafic de drogues, les gangs et la criminalité organisée sont source de violence. La violence freine le développement et bafoue la dignité de l'être humain. Elle entraîne des migrations forcées et irrégulières. Des organisations criminelles, des trafiquants d'êtres humains, des organisations non gouvernementales et des politiciens sans scrupules qui cherchent à déstabiliser le Gouvernement ont organisé des caravanes de migrants dans lesquelles des milliers d'enfants, de pères, de mères, y compris de femmes enceintes, risquent leur vie sur un chemin pavé de cruauté, d'exploitation et de fausses promesses. Alors je demande à l'Assemblée : n'est-ce pas un crime? Bien sûr que si, parce que la liberté et la vie d'êtres humains sont en danger.

Au début de ma présidence, en 2014, j'ai déclaré qu'il fallait lutter contre la migration irrégulière en s'attaquant à ses causes profondes, en assumant une responsabilité partagée mais différenciée, en renforçant les institutions et en augmentant la sécurité et la prospérité. Les États doivent donc promouvoir les possibilités d'aider les exclus et les personnes vulnérables. Le Honduras apporte sa contribution grâce à des politiques macroéconomiques responsables visant à rendre l'économie plus sûre, générant ainsi une stabilité qui nous permet de promouvoir les investissements, de créer des emplois et d'avoir accès à des crédits à tarifs préférentiels auprès d'organisations multilatérales, afin de développer des infrastructures productives et sociales.

À cet égard, je tiens également à exprimer ma gratitude au Gouvernement et au peuple mexicains pour l'appui qu'ils nous ont promis afin de nous aider à créer des débouchés pour les entrepreneurs et à promouvoir massivement le reboisement grâce au programme Semer la vie. Je tiens également à remercier le Secrétaire général, M. Guterres, car hier, dans le cadre de cette réunion bilatérale, il s'est engagé dans la lutte en vue de mobiliser des fonds verts et de convoquer un

sommet des donateurs pour financer le Plan global de développement de l'Amérique centrale.

Au Honduras, nous avons mis en place un programme visant à encourager les petits commerces à régulariser leur situation et à accéder à des prêts à taux privilégié. Ce faisant, nous accompagnons celles qui génèrent 70 % des emplois dans notre économie, mais qui ne reçoivent, le cas échéant, que 3 % des prêts accordés par le système financier, c'est-à-dire, celles qui sont généralement exclues du système financier. En peu de temps, plus de 3 000 petites entreprises ont été créées dans le cadre du programme « Mi empresa en linea » (« Mon entreprise en ligne »).

Nous avons également mis en place la plateforme de protection sociale « Vida mejor » (« Vie meilleure »), qui vise à garantir le salaire minimum, la sécurité alimentaire, un logement décent, la création de possibilités et de compétences. Au cours des cinq dernières années, nous avons atteint 4 millions de bénéficiaires - près de la moitié de notre population - avec au moins une intervention pour chacun de ces bénéficiaires. Nous sommes en bonne voie d'atteindre les objectifs de développement durable.

Nous continuons à soutenir les jeunes afin de garantir un avenir dans la construction de notre Honduras. Nous avons un programme novateur de financement, à partir de nos propres ressources, de bourses pour plus de 15 000 étudiants des universités nationales, et pour des centaines d'autres qui suivent maintenant des études de troisième cycle ou de spécialisation dans les meilleures universités au monde.

Je souhaite aborder un thème très important qui a fait l'objet de discussions ce matin. L'une des causes de la migration, c'est la crise du café, qui est alimentée par la faiblesse des prix et les effets des changements climatiques. Le Honduras est le cinquième producteur mondial de café et sa production représente 5 % de son produit intérieur brut. Notre récolte a diminué de 15 %. Nos recettes ont diminué de plus de 400 millions de dollars au cours des deux dernières années. Mais, l'impact est aussi social, car 90 % des producteurs de café sont de petits caféiculteurs.

J'aimerais poser une question à tous les consommateurs de café dans le monde : l'un d'entre eux oserait-il demander aux commerçants auprès desquels ils achètent leur tasse de café si eux, les commerçants, paient un prix équitable aux producteurs de café? Ils devraient y réfléchir, parce que je suis sûr que si le

commerçant peut répondre par l'affirmative, ce serait un acte fort; si fort qu'il pourrait changer la vie de plus de 120 millions de familles de caféiculteurs dans le monde.

Je vais maintenant aborder un sujet que tout le monde évoque, mais pour lequel il n'y a aucun résultat concret. Il ne faut pas se leurrer : il n'y a aucun résultat concret. Allons-nous continuer à attendre que les inondations et les sécheresses ravagent des pays et que des milliers de personnes soient déplacées, sans lendemain et perdent même la vie? Telle est la réalité. Quiconque a besoin de preuves, quiconque souhaite vivre ces phénomènes n'a qu'à venir en Amérique centrale, au Honduras. Il y a des pluies destructrices, des sécheresses prolongées, des maladies et des fléaux comme jamais auparavant. C'est ce qu'on appelle les changements climatiques et la crise du climat.

L'Indice mondial des risques climatiques de Germanwatch indique que le Honduras, Porto Rico et le Myanmar sont les trois endroits au monde les plus touchés par les événements météorologiques extrêmes. Néanmoins, ni le Honduras, ni Porto Rico, ni le Myanmar ne comptent parmi les pays qui contribuent le plus à la dégradation de l'environnement. Ce n'est pas juste. Devons-nous peut-être payer pour l'irresponsabilité d'autres pays? Cela me semble être l'une des plus grandes injustices du XXI<sup>e</sup> siècle. Dans certains pays frères, se procurer un verre d'eau peut faire la différence entre la vie et la mort – c'est une question de survie. Je me demande si nous devons attendre qu'au Honduras et dans le reste du monde un verre d'eau signifie la vie, l'existence. Je laisse cela à la conscience de l'Assemblée.

Au Honduras, nous ne pouvons pas attendre. Je le répète : au Honduras, nous avons décidé de ne pas attendre. Dans mon pays, il y a des endroits où l'eau est si rare qu'elle est source de violence. Les membres de l'Assemblée doivent savoir que, si des guerres ont été menées pour le pétrole, à l'avenir, les guerres se feront pour l'eau. Faut-il attendre d'en arriver là?

Le Honduras a commencé à lutter contre les changements climatiques. Nous avons alloué des ressources nationales pour les combattre parce que nous ne pouvions pas attendre. Il y a 10 ans, le Fonds vert pour le climat a été créé en grande pompe, mais une mauvaise gestion et la bureaucratie en rendent l'accès presque impossible. Dans mon pays, on me demande si c'est une mauvaise blague. Je laisse également cela à la conscience de l'Assemblée.

Au Honduras, nous faisons la promotion de systèmes de production agricole adaptés aux changements climatiques, avec nos propres ressources. Nous mettons en œuvre des technologies et créons des centres de recherche et d'innovation agricoles. Nous construisons également des structures agricoles protégées comme des serres, des systèmes d'irrigation intelligents et des réservoirs d'eau. Nous menons des campagnes de reforestation, créant des emplois et encourageant les jeunes et les enfants à préserver nos forêts. Nous finançons tous ces efforts sur fonds propres.

C'est maintenant ou jamais. Passons de la parole aux actes. Nous devons demander des comptes à ceux qui sont vraiment responsables des changements climatiques. Nous devons venir à bout de la criminalité organisée, des bandes armées de jeunes et autres gangs, ainsi que des trafiquants de drogues qui portent atteinte aux droits fondamentaux. Nous devons former un front commun afin de générer de la prospérité et de promouvoir le développement durable. Nous devons agir pour lutter contre les changements climatiques si nous voulons vivre, si nous voulons survivre.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Au nom de l'Assemblée générale, je remercie le Président de la République du Honduras de l'allocation qu'il vient de prononcer.

*M. Juan Orlando Hernández Alvarado, Président de la République du Honduras, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.*

#### **Point 8 de l'ordre du jour** (*suite*)

##### **Débat général**

##### **Allocation de M. Scott Morrison, Premier Ministre de l'Australie**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant entendre une allocation du Premier Ministre de l'Australie.

*M. Scott Morrison, Premier Ministre de l'Australie, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Scott Morrison, Premier Ministre de l'Australie, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée générale.

**M. Morrison** (Australie) (*parle en anglais*) : La situation a beaucoup changé depuis la création de l'ONU il y a de nombreuses années. L'Australie était présente au début et elle est présente aujourd'hui parce

qu'elle reste convaincue que les différends peuvent être réglés sur la base du dialogue et du respect mutuel; parce qu'elle estime qu'un ordre international basé sur des règles est essentiel à la stabilité, à la sécurité et à la prospérité mondiales; et parce qu'elle sait qu'il ne peut y avoir de prospérité en l'absence de paix.

Le monde actuel est complexe et contesté. Nombreux sont les fatalistes qui voient un monde polarisé dans lequel les pays se sentent contraints de faire des choix binaires. L'Australie continuera de résister à cet appel. Elle continuera d'entretenir honnêtement ses grandes alliances et ses partenariats globaux, de ses amis qui comptent parmi les grands et les puissants à ses plus petits voisins au sein de sa famille des îles du Pacifique.

À l'approche de son soixante-quinzième anniversaire l'année prochaine, l'ONU doit se réformer et évoluer pour lutter efficacement contre les problèmes du XXI<sup>e</sup> siècle. D'autres part, pour s'acquitter de ses tâches principales, l'ONU doit constamment garder à l'esprit les principes et valeurs qui ont toujours constitué le fondement des efforts et des succès de l'Organisation : le règlement pacifique des différends conformément au droit international; le respect de la souveraineté et de l'indépendance de tous les États; l'ouverture des marchés pour faciliter la libre circulation des biens commerciaux, du capital et des idées; la liberté de culte et d'expression; le respect des droits de l'homme; et la lutte contre le dénuement, la discrimination et les persécutions motivées par le handicap, le sexe, la religion, la sexualité, l'âge, la race ou l'ethnie.

Ce sont les valeurs démocratiques libérales qui sous-tendaient l'ONU au moment de sa création. Ce sont également les valeurs de l'Australie. Nous estimons qu'elles doivent rester les principes directeurs de l'ONU à l'avenir. L'autre option, à savoir le transnationalisme et le relativisme basés sur le plus petit dénominateur commun, est une voie sans issue. L'ONU est la principale garante de l'ordre basé sur des règles. Elle est également la gardienne des mécanismes de dialogue et d'arbitrage qui en constituent la base. Elle doit s'acquitter d'une tâche difficile.

De son côté, l'Australie continuera de mettre en pratique ce qu'elle prêche. Le mois dernier, elle a ratifié un traité maritime qui délimite une nouvelle frontière maritime avec le Timor-Leste. Cette mesure a fait suite à la première conciliation initiée en vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Cela montre que l'ONU et ses normes sont au cœur

d'une approche coopérative basée sur des règles en vue de régler les problèmes mondiaux.

Dans le Pacifique, nous sommes également en train de nous mobiliser. L'Australie est le premier partenaire de développement des nations des îles du Pacifique. C'est une réaction instinctive pour l'Australie, conformément à son intérêt national évident et à son engagement à l'égard de sa famille du Pacifique – sa *vuvale*, sa *whanau*. Notre objectif est simple – garantir la sécurité stratégique, la stabilité économique, la souveraineté politique et la viabilité environnementale de la région du Pacifique sud-ouest.

Les efforts de l'Organisation, en partenariat avec l'Australie, contribuent également à renforcer la durabilité et la résilience du Pacifique, à appuyer les initiatives locales de lutte contre les changements climatiques et la résilience, à promouvoir l'égalité des sexes sur la base de l'autonomisation des femmes et des filles, à continuer d'améliorer les résultats dans le domaine de la santé et à promouvoir la paix régionale, notamment dans le cadre du Projet d'appui au référendum sur Bougainville.

Je souhaite cependant saisir cette occasion pour parler de la manière dont l'Australie aborde les grands problèmes environnementaux mondiaux, à commencer par sa mobilisation pour protéger nos océans. L'Australie est un continent insulaire. Elle représente la troisième juridiction maritime mondiale, qui s'étend de l'océan Austral aux vastes océans Pacifique et Indien. Plus de 85 % de la population australienne vivent à 50 kilomètres au plus des côtes. Les peuples autochtones australiens sont liés à notre terre et à nos océans depuis plus de 65 000 ans.

Nos océans relient l'Australie au reste du monde. Environ 99 % du commerce australien, en volume, sont transportés par voie maritime. D'ici à 2025, la contribution annuelle des industries marines à notre économie s'élèvera à environ 100 milliards de dollars. Notre prospérité et notre sécurité dépendent des lois établies qui gouvernent la liberté de navigation, que ce soit dans le détroit d'Ormuz ou plus près de chez nous.

La protection de nos océans est également un des problèmes environnementaux les plus pressants au niveau mondial. Pour protéger nos océans, l'Australie est déterminée à prendre la tête d'une mobilisation urgente pour lutter contre la pollution par les plastiques qui étouffe nos océans, pour lutter contre la surexploitation de nos pêches, pour prévenir la destruction des

habitats océaniques et, bien sûr, pour lutter contre les changements climatiques. Les scientifiques estiment que dans 30 ans à peine, le poids des plastiques dans nos océans pourrait dépasser le poids des poissons dans ces mêmes océans.

Récemment, j'ai annoncé que l'Australie interdirait l'exportation des déchets de plastique, de papier, de verre et de pneus à partir de 2020. Cela représente environ 1,4 million de tonnes de matériaux potentiellement recyclables. L'Australie dirige également des activités pratiques de recherche et de développement en matière de recyclage, transformant du plastique recyclé et des déchets de verre en routes, fabriquant des bouteilles en polyéthylène téréphtalate 100 % recyclé et capturant du méthane et des déchets pour créer de l'énergie.

Les nouvelles technologies se mettent en place, et elles pourraient permettre de recycler des plastiques usagés pour les transformer en nouveaux plastiques précieux, créant une économie circulaire du plastique. Cela englobe des innovations telles que les bioplastiques, les substituts de plastiques compostables et les technologies telles que le réacteur hydrothermal catalytique – une technologie australienne novatrice qui transforme les plastiques en fin de vie en cires, en diesel et en nouveaux plastiques. Ces innovations nous montrent qu'une économie véritablement circulaire est non seulement possible, mais également réalisable, et bien sûr essentielle.

En tant qu'Australiens, nous sommes décidés à faire plus. Les Australiens investiront 167 millions de dollars, par l'intermédiaire de leur gouvernement, dans un plan australien d'investissement dans le recyclage. Notre but est de créer un environnement favorable aux investissements pour que les nouvelles technologies soient commercialisées, pour empêcher la pollution de pénétrer nos océans et pour créer de nouveaux produits de valeur. L'Australie appuie le Groupe de haut niveau pour une économie océanique durable et s'emploie, dans le cadre de l'Organisation maritime internationale, à remédier à la manière dont le transit maritime contribue à la pollution de nos océans par les plastiques. L'Australie appuie les travaux du Groupe des Vingt sur les déchets plastiques marins et la Vision océan bleu d'Osaka, promue par le Premier Ministre Abe.

Nous saluons les contributions et l'action des entreprises et du secteur privé visant à régler ces problèmes, notamment la Fondation australienne Munderoo. Les mécanismes industriels d'investissement

dans les nouvelles technologies de recyclage et de réduction des déchets plastiques dans les rivières, sur les plages et dans les océans à l'échelle mondiale sont absolument essentiels pour aller de l'avant.

Nous devons également prendre des mesures pour préserver la viabilité de nos pêches. Cela signifie qu'il faut sanctionner la pêche illégale. Un trop grand nombre de pays restent les bras croisés tandis que leurs ressortissants volent les moyens de subsistance de leurs voisins. L'Australie n'agit pas seulement dans son propre intérêt, elle aide aussi sa famille des îles du Pacifique à réduire la pêche illégale, qui épuise les ressources en poissons des habitants des îles du Pacifique, qui en dépendent pour leurs emplois, leurs revenus et leur sécurité alimentaire.

Nous avons également collaboré avec l'Indonésie, et j'en félicite le Président Widodo. Ensemble, nous sommes engagés à élaborer un plan d'action pour lutter contre la pêche illégale en Asie du Sud-Est, et nous remercions l'Indonésie de son leadership régional. Nous travaillons également avec des organisations régionales pour améliorer la gouvernance des pêches. De plus, dans le cadre de notre programme de sécurité maritime du Pacifique, nous fournissons à 13 pays des patrouilleurs et une surveillance aérienne, qui aident les pays insulaires du Pacifique à contrôler la pêche illégale dans leurs eaux.

Nous jouons un rôle moteur dans l'action menée pour préserver les habitats naturels et la biodiversité, notamment grâce à des partenariats avec d'autres pays pour protéger les oiseaux migrateurs et leurs habitats. Nous avons également travaillé d'arrache-pied pour prévenir la chasse commerciale à la baleine et y mettre fin dans l'océan Austral. En 2015, l'Australie a mis en place le Partenariat international pour le carbone bleu dans le but de protéger et de conserver les mangroves, les marais littoraux et les herbiers marins pour atténuer les changements climatiques et s'y adapter.

La Grande Barrière de corail reste une des zones naturelles les plus vierges du monde, et tout le monde est invité à s'y rendre. Le récif est dynamique, résilient et protégé dans le cadre du plan de gestion des récifs le plus complet au monde. Selon le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, la gestion du récif par l'Australie est très sophistiquée et considérée par beaucoup comme la référence en ce qui concerne les grandes aires marines protégées. Le Plan 2050 pour la durabilité à long terme de la Grande Barrière de corail, de 2 milliards de dollars, mis en place par l'Australie, est fondé sur les meilleures



données scientifiques disponibles, s'appuie sur 40 ans d'analyse et d'expérience et repose sur la gestion de la Great Barrier Reef Marine Park Authority. Grâce à l'appui continu de l'Australie à la science des récifs, des coraux et de la qualité de l'eau, la Grande Barrière de corail restera un des sites du patrimoine mondial les mieux gérés.

L'Australie prend également des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques et obtenir des résultats. Nous réussissons à équilibrer nos responsabilités mondiales avec des politiques raisonnables et pratiques pour assurer notre avenir environnemental et économique. Cependant, les détracteurs de l'Australie en matière de changements climatiques, aussi bien dans le pays qu'à l'étranger, minimisent voire ignorent nos réalisations, car les faits ne correspondent tout simplement pas aux discours qu'ils répandent au sujet de notre contribution. L'Australie n'est responsable que de 1,3 % des émissions mondiales. L'Australie fait sa part pour lutter contre les changements climatiques et rejette toute affirmation contraire.

D'ici à 2020, l'Australie aura dépassé ses engagements au titre du Protocole de Kyoto et réduit ses émissions de gaz à effet de serre de 367 millions de tonnes de plus que ce qui est nécessaire pour atteindre l'objectif fixé pour 2020 dans le Protocole. Peu de membres de l'ONU ou de l'Organisation de coopération et de développement économiques peuvent en dire autant. Nos dernières estimations montrent que les émissions de l'Australie par habitant et l'intensité des émissions de son économie sont à leur plus bas niveau depuis 29 ans. En 2012, on estimait que l'Australie émettrait quelque 693 millions de tonnes d'émissions en 2020. En 2018, cette estimation est tombée à 540 millions de tonnes.

Le secteur de l'électricité australien produit moins d'émissions. Au cours de la période de 12 mois allant jusqu'en mars dernier, les émissions du secteur de l'électricité australien ont diminué de 15,7 % par rapport au pic enregistré en juin 2009. Bien que l'Australie soit un pays riche en ressources naturelles, il est important de noter qu'elle ne produit qu'environ 5,5 % de la production mondiale de charbon. L'Australie, qui a atteint ses objectifs au titre du Protocole de Kyoto et qui est sur le point de les dépasser, respectera également les engagements qu'elle a pris dans le cadre de l'Accord de Paris sur le climat. Nous nous sommes engagés à réduire nos émissions de gaz à effet de serre de 26 à 28 % d'ici à 2030 par rapport à 2005. Il s'agit

là d'une contribution crédible, juste, responsable et réalisable à la lutte mondiale contre les changements climatiques. Cela revient à réduire de moitié les émissions par habitant en Australie, soit à réduire de deux tiers les émissions par unité de produit intérieur brut.

Au cœur de nos efforts nationaux se trouve notre programme de solutions climatiques, de 3,5 milliards de dollars, dont j'ai fait la promotion lors des récentes élections nationales et que j'ai lancé avec succès en ma qualité de Premier Ministre. Ce programme appuie des projets pratiques, tels que la capture du méthane provenant des déchets et la revégétalisation des terres dégradées et des sols contenant du carbone. Grâce à notre programme de solutions climatiques, nous soutenons la transition vers les énergies renouvelables en mettant en œuvre des projets comme Snowy 2.0, la plus grande centrale hydroélectrique de pompage de l'hémisphère Sud. Nous investissons également des sommes considérables dans la recherche et le développement afin d'utiliser la meilleure expertise scientifique et commerciale pour commercialiser des nouvelles technologies renouvelables et intégrer les énergies renouvelables dans notre réseau électrique. L'Australie a aujourd'hui le taux d'investissement par habitant dans les technologies énergétiques propres le plus élevé au monde, et un foyer australien sur cinq a des panneaux solaires sur son toit. En 2018, 13,2 milliards de dollars ont été investis dans les technologies énergétiques propres en Australie. Cela s'ajoute aux quelque 10 milliards de dollars investis en 2017.

Nous agissons aussi pour nos voisins. Nous nous sommes récemment engagés à investir 500 millions de dollars australiens supplémentaires sur cinq ans à partir de 2020 pour les énergies renouvelables, la lutte contre les changements climatiques et la résilience dans la région du Pacifique. Nous avons décidé d'investir cet argent directement dans notre programme international extérieur au service du développement, plutôt que d'apporter une contribution budgétaire supplémentaire au Fonds vert pour le climat. Cela nous permet de centrer notre attention sur les nations insulaires du Pacifique pour faire en sorte qu'elles bénéficient directement de notre appui, et ce de manière plus opportune et ciblée. Dans le même temps, cela offre plus de transparence, d'équité et de garanties en matière de responsabilité aux contribuables australiens, qui réclament juste titre l'attention et l'appui de leur gouvernement pour relever les défis importants qui se posent dans le pays, en particulier en ce qui concerne le renforcement de la résilience face à la sécheresse grâce à nos

investissements dans les infrastructures nationales du réseau de distribution d'eau.

L'Australie s'est également engagée, aux côtés d'autres pays, à respecter le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone – un accord qui aidera à protéger le monde de l'appauvrissement de la couche d'ozone et à lutter contre les changements climatiques. En vertu du Protocole de Montréal, l'Australie redoublera d'efforts et utilisera 60 % d'hydrochlorofluorocarbones de moins que ce qui est autorisé. Je peux fièrement informer l'Assemblée que l'Australie est en bonne voie de respecter ces engagements, et j'exhorte tous les autres pays à faire de même.

Tout cela se traduit par des mesures importantes et globales prises par l'Australie pour relever les plus grands défis environnementaux du monde. L'Australie ne se fait aucune illusion quant aux défis que la communauté internationale devra relever dans les années à venir. Aujourd'hui, je tiens à rassurer tous les États Membres quant au fait que l'Australie assume ses responsabilités, et plus encore, comme nous l'avons toujours fait. Nous sommes une nation généreuse qui contribue à garantir notre avenir commun. Nous entendons actuellement réformer les règles de la gouvernance mondiale, établir des normes communes pour garantir la connectivité mondiale dans un avenir numérique, prévenir les conflits, renforcer les capacités des pays en développement, appuyer les projets de santé essentiels, protéger les océans et prendre des mesures contre les changements climatiques, et nous obtenons des résultats.

Comme beaucoup de dirigeants ici, je reçois de nombreuses lettres d'enfants australiens qui s'inquiètent de leur avenir. Je les prends très au sérieux et je respecte profondément leurs préoccupations. De fait, je me réjouis de leur passion, surtout lorsqu'il s'agit de l'environnement. Je cherche toujours à leur répondre positivement, à les encourager, à les informer de la situation actuelle, à leur ouvrir des perspectives et, en particulier, à leur donner de l'espoir et à diriger leur esprit et leur énergie vers des solutions pratiques – des choses qu'ils peuvent faire, des comportements positifs – qui leur donneront des résultats durables. Je cherche à les encourager à en apprendre davantage sur les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques, car c'est grâce à la recherche, à l'innovation et à l'initiative que nous parviendrons à relever avec succès les défis environnementaux qui sont bien réels.

Nous devons respecter et mettre à profit la passion et les aspirations des jeunes générations, et nous devons nous prémunir contre les personnes qui cherchent à accroître ou, pire encore, à exploiter leur anxiété à d'autres fins. Nous devons également veiller à ce que leurs préoccupations ne soient pas ignorées ou sous-estimées, car cela peut aussi accroître inutilement leur anxiété. Quel parent agirait autrement? Nos enfants ont droit non seulement à leur avenir, mais aussi à leur optimisme. Par-dessus tout, nous devons laisser nos enfants être des enfants et nos adolescents être des adolescents pendant que nous travaillons ensemble de façon positive pour trouver des solutions concrètes pour eux et pour leur avenir.

Alors que l'Australie se trouve une fois de plus dans cette enceinte, je suis convaincu qu'ensemble, nous aurons les ressources mentales, la capacité et la volonté de relever les défis qui se présenteront à nous, tout comme l'ont fait ceux qui nous ont précédés, dans le respect des valeurs qui l'ont rendu possible.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre du Commonwealth d'Australie de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Scott Morrison, Premier Ministre du Commonwealth d'Australie, est escorté de la tribune.*

**Allocution du Premier Ministre et Ministre des affaires iTaukei et de l'industrie du sucre de la République des Fidji**

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
L'Assemblée va maintenant entendre une allocution de S. E. M. Josaia Voreqe Bainimarama, Premier Ministre et Ministre des affaires iTaukei et de l'industrie du sucre de la République des Fidji.

*M. Josaia Voreqe Bainimarama, Premier Ministre et Ministre des affaires iTaukei et de l'industrie du sucre de la République des Fidji, est escorté à la tribune.*

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
J'ai le grand plaisir de souhaiter la bienvenue à S. E. M. Josaia Voreqe Bainimarama, Premier Ministre et Ministre des affaires iTaukei et de l'industrie du sucre de la République des Fidji, et de l'inviter à prendre la parole devant l'Assemblée.

**M. Bainimarama** (Fidji) (*parle en anglais*) :  
Cette semaine à l'ONU, nous avons entendu des appels

à l'action qui nous motivent à œuvrer en faveur d'un monde plus dynamique et plus résilient, mais à quelques exceptions près, ces appels ne nous sont pas venus des dirigeants. Ils nous viennent de jeunes qui sont las de voir leur avenir pris en otage par des pays trop aveugles à la catastrophe qui nous guette ou trop impuissants pour prendre les mesures qui doivent être prises; des jeunes qui vivent dans la terreur à l'idée de ce que les années à venir leur réservent, mais qui choisissent de s'exprimer plutôt que de se recroqueviller dans la peur; des jeunes qui savent qu'un avenir sûr et prospère est encore possible, mais uniquement si nous, les dirigeants, choisissons d'agir et d'agir maintenant pour les sauver.

De toutes les contributions et paroles prononcées à l'ONU cette semaine, certaines des plus enrichissantes et sans nul doute des plus passionnantes sont venues de nos jeunes, qui nous ont inspirés et, parfois, poussés, nous, dirigeants nationaux, à utiliser notre pouvoir et notre influence, à regarder au-delà de nos objectifs politiques étroits et à penser plus généralement au monde dont ils vont hériter.

Il y a quelques heures, les plus grands climatologues du monde, par le biais du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), ont publié un rapport qui ajoute une nouvelle dimension à l'horreur du monde dont nos enfants et petits-enfants hériteront. Ils nous avertissent que le réchauffement de la planète est en train de transformer nos mers en une grave menace potentielle pour l'humanité, signalant que le niveau moyen de la mer pourrait, dans le scénario catastrophe, augmenter de 1,1 mètre d'ici 2100, soit une hausse de 10 centimètres par rapport aux projections précédentes du GIEC en raison de l'accélération de la fonte des glaces que nous observons actuellement en Antarctique. C'est une nouvelle déchirante pour des dizaines de milliers de Fidjiens vivant dans nos régions côtières et pour tous les habitants des régions de basse altitude du monde.

Cette nouvelle ajoute une urgence considérable à la mission du fonds d'affectation spéciale des Fidji en faveur des communautés et des infrastructures, qui vise à venir en aide aux populations déplacées par les changements climatiques et à financer leur réinstallation, un fonds que j'ai lancé lundi soir ici à New York. J'invite tout le monde à lire le rapport, qui a été rédigé par les scientifiques les plus éminents dans leurs domaines respectifs. À tous ceux qui nient l'urgence climatique et dont certains sont à la tête de gouvernement, je leur dirais ceci : s'ils sont prêts à écouter les scientifiques

et à tenir compte des meilleures recherches disponibles dans tous les autres domaines de l'activité humaine, pourquoi refuser d'écouter les scientifiques spécialistes des changements climatiques? Timoci Naulusala, l'un de nos plus jeunes guerriers du climat, défend cet argument bien mieux que je ne le pourrais. Il a vu son village détruit par le cyclone Winston, et il exige maintenant du monde qu'il agisse pour épargner à d'autres jeunes les mêmes souffrances qu'il a subies.

Si nous n'agissons pas, les pires craintes de Timoci deviendront réalité, car nous le condamnerons, lui et tous les jeunes, à un avenir infernal. Pour les 193 États Membres de l'Organisation des Nations Unies, c'est un moment de vérité : nous sommes face à l'enjeu décisif qui déterminera le cours de l'histoire. Les générations précédentes se sont battues pour défendre leurs propres intérêts, mais maintenant le monde doit s'unir autour de nos intérêts communs pour combattre un ennemi plus puissant, un monstre que nous avons créé, une planète en réchauffement qui titube sous les excès de tous ceux qui ont tenu sa résilience pour acquise.

Chaque pays a un rôle à jouer, mais seuls les pays industrialisés ont les moyens économiques et le savoir-faire technique de pointe pour mener le monde à la victoire dans cette lutte. La défaite n'est pas une option. C'est pourquoi, à ceux qui ne sont pas venus à New York cette semaine avec de nouveaux plans pour lutter contre la crise climatique ou qui sont venus simplement par curiosité pour observer les débats, je voudrais à nouveau leur demander de consulter les éléments de preuve, d'examiner les faits et, pour l'amour de nos enfants et de nos petits-enfants, d'assumer la responsabilité qui est la leur en tant que dirigeants.

Si nous voulons éviter la catastrophe, il n'y a pas d'autre solution que de nous engager à réduire à zéro les émissions nettes de carbone d'ici 2050. Il n'y a pas d'autre solution que de plafonner la hausse de la température moyenne de la planète à 1,5 °C par rapport au niveau préindustriel – et de préférence encore moins – car même avec un réchauffement de 1 °C, des espèces entières disparaissent et nos récifs coralliens se meurent. Il n'y a pas d'autre solution que de réduire rapidement l'utilisation des combustibles fossiles et d'accélérer le développement des énergies renouvelables. Il n'y a pas d'autre solution que d'éliminer rapidement l'utilisation du charbon. Plus de mines de charbon. Plus d'électricité à base de charbon. Si nous ne cessons pas de brûler du charbon, nous n'avons aucun espoir d'atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 31 ans.

Nous devons placer les océans au cœur du processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à la vingt-cinquième session de la Conférence des Parties (COP25), ou COP bleue, qui se tiendra au Chili en décembre, car nous ne pouvons avoir un climat stable sans un océan sain.

Le message que j'adresse à mon peuple, et en particulier aux jeunes Fidjiens, est que je les entends et que leur pays et leur gouvernement ne ménagent aucun effort pour amener le monde à faire face à la menace climatique. Nous avons assumé la présidence de la COP23 non pas pour une question de prestige, mais pour jouer notre rôle afin d'assurer leur survie et celle de tout ce qui nous est cher, non pas seulement notre précieux environnement, mais aussi notre culture et nos traditions, afin de protéger les rêves et les aspirations de chaque Fidjien ou Fidjienne et les espoirs qu'il ou elle a pour ses enfants.

Aussi petites soient-elles, les Fidji se battent. Nous continuerons d'être une voix en faveur d'une plus grande ambition climatique et d'une plus grande action climatique. Nous continuerons de promouvoir notre cause dans les grandes instances du monde, non seulement au nom des Fidjiens et des autres habitants des îles du Pacifique, mais aussi au nom des personnes vulnérables face aux changements climatiques partout dans le monde. Cette semaine, les Fidji ont répondu à l'appel du Secrétaire général, nous demandant de venir à New York avec davantage d'ambition pour réduire nos émissions. Les nôtres ne représentent que 0,04 % des émissions mondiales totales, mais nous présenterons l'année prochaine notre contribution révisée, déterminée au niveau national, qui comprendra un engagement à atteindre l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050. Car le leadership consiste à montrer la voie, non pas à sermonner les autres ni à s'attendre à ce qu'ils portent seuls le fardeau.

La COP23 n'était pas la première fois que les Fidji ont joué un rôle de leader dans le monde. Depuis quatre décennies, nous servons le monde en contribuant aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Nos troupes ont parcouru le monde entier pour se rendre dans certains des points chauds les plus violents et ont risqué leurs vies pour protéger les innocents. Plus de 60 Fidjiens ont fait le sacrifice ultime - sacrifice non seulement pour leurs proches, mais aussi pour notre pays, qui compte moins de 1 million de ressortissants. Nous l'avons fait avec fierté parce que nous considérons qu'il est de notre devoir de servir. Avec l'aide de

notre partenaire de développement, l'Australie, nous sommes en train de créer aux Fidji un nouveau centre de formation dédié à nos activités de maintien de la paix et à l'acheminement d'une aide d'urgence en cas de catastrophe climatique dans notre région. Les Fidji continueront de contribuer aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies en fournissant des contingents mieux formés et mieux équipés. Sachant que les zones de conflit se ressentent de l'incidence des changements climatiques, nos soldats de la paix seront encore mieux préparés à aider les communautés touchées.

Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, nous avons lancé toute une série d'initiatives pour servir notre peuple, la région et le monde. Nous nous employons à réduire les émissions de notre secteur des transports terrestres au moyen d'autobus électriques et de normes de carburant plus strictes et, en mer, nous travaillons avec nos voisins du Pacifique pour faire en sorte que nos flottes maritimes fonctionnent aux combustibles hybrides, et non plus au diesel, et soient ainsi plus efficaces. Nous nous efforçons de protéger notre littoral vulnérable et nos communautés et villes côtières contre la montée des eaux et les phénomènes météorologiques extrêmes, y compris notre porte d'entrée sur le monde, Nadi. Nous œuvrons à faire en sorte que, en cas de catastrophe - comme le cyclone Winston il y a trois ans, qui a détruit un tiers de notre produit intérieur brut en 36 heures -, nous ayons accès à une assurance bien conçue pour nous remettre sur pied.

Nous nous employons à accéder, auprès de sources publiques et privées, à des ressources adéquates et abordables pour financer l'adaptation aux changements climatiques. Nous mettons en place l'énergie solaire dans les collectivités qui ne sont pas raccordées au réseau électrique national. Le premier de ces projets - sur l'île de Vio - sera le début d'un programme qui, nous l'espérons, pourra être reproduit dans tout le Pacifique. Nous faisons en sorte de sécuriser nos infrastructures contre les phénomènes météorologiques extrêmes, par exemple en enterrant les lignes d'alimentation et en surélevant les routes le long de nos côtes déjà menacées par la montée des eaux. Nous avons commencé à reconstruire en mieux après le passage du cyclone Winston, et nous continuerons, pour que les logements, les écoles et les infrastructures publiques soient plus résistantes.

Nous sommes en train de réinstaller les communautés menacées pour les mettre à l'abri du danger. Notre fonds d'affectation spéciale pour financer



la réinstallation climatique et les déplacements de population est opérationnel et nous recherchons un appui mondial pour aider nos déplacés et pour relocaliser les infrastructures dont ils dépendent, comme les écoles, les centres de santé, les routes, les ponts et les services publics. Nous levons nous-mêmes, aux Fidji, des ressources pour le Fonds, au moyen d'une taxe écologique, mais cet effort doit être intensifié.

L'une de nos initiatives qui, à titre personnel, me semble parmi les plus passionnantes consiste à préserver et à planter davantage de forêts et de mangroves et à les monétiser grâce à des accords d'échange de droits d'émission de carbone sur le marché international. En plus de réduire notre propre empreinte carbone, ce qui est une composante importante de la révision de notre contribution déterminée au niveau national, nous voulons stimuler l'imagination de notre peuple et l'encourager à protéger nos arbres, nos mangroves et nos coraux. En effet, ces derniers auront non seulement une valeur naturelle, mais ils vaudront aussi beaucoup d'argent.

Les Fidji sont également en passe de devenir l'un des premiers pays à inscrire dans la loi nationale la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat, ainsi que d'autres volets de notre campagne climatique. La Loi sur les changements climatiques nous fournit l'outil juridique dont nous avons besoin pour placer notre action et notre ambition climatiques au centre de la vie nationale. Lorsqu'elle sera promulguée par notre parlement, dans les prochains mois, les décisions du Gouvernement et du secteur privé devront tenir compte des changements climatiques et d'autres textes de loi seront modifiés pour y être conformes. Le projet de loi est maintenant en ligne sur le site Web du Gouvernement fidjien pour recueillir les commentaires du public. Cette initiative novatrice peut servir de modèle pour d'autres pays - une amélioration à la pointe de la technologie de notre contribution déterminée au niveau national, guidée par une vision de long terme et adossée à la force du droit, qui conforte les Fidji aux premiers rangs de la lutte contre les changements climatiques.

Toutes ces mesures s'inscrivent dans le cadre d'une réponse globale visant à assurer l'avenir de tous les Fidjiens. Si grave que soit la menace climatique, notre peuple peut compter sur mon gouvernement pour faire tout ce qui est en notre pouvoir pour le protéger, surtout en temps de crise. Depuis 13 ans, l'autonomisation de notre peuple est portée en étendard par mon gouvernement. Nous nous y sommes employés

d'abord et avant tout en rééquilibrant les règles du jeu afin que tous les Fidjiens bénéficient de chances égales dans notre nouvelle démocratie. Nous offrons pour la première fois une éducation gratuite, afin qu'aucun enfant fidjien ne soit laissé pour compte, ce qui épargne aux parents l'immense chagrin de ne pas pouvoir envoyer leurs enfants à l'école. Nous augmentons l'accès à l'enseignement supérieur en proposant des bourses d'études et des prêts pour l'éducation tertiaire, nous formons les artisans et nous renforçons les capacités nationales dans notre réseau d'enseignement technique.

Nous améliorons l'accès aux soins de santé, assurons la gratuité des médicaments pour les personnes à revenu faible et avons noué des partenariats public-privé pour améliorer nos hôpitaux. Nous avons augmenté les salaires sociaux et prolongé le congé de maternité, le congé de proche aidant et le congé de paternité. Nous améliorons nos normes de gouvernance et de responsabilisation, luttons contre la corruption et gérons prudemment les finances du pays. Nous veillons à ce que les habitants des zones rurales et maritimes bénéficient d'un même accès aux services que les habitants de nos villes, en encourageant les investissements par des mesures incitatives et en créant un nombre record d'emplois. Nous tirons parti de la force du multilatéralisme en nouant des partenariats plus étroits avec les institutions financières et les organisations qui se consacrent au développement, ainsi qu'en y occupant des postes à responsabilités.

Les Fidji sont toutes prêtes à consacrer du temps et de l'énergie à répondre aux appels urgents à l'action lancés au monde, qu'il s'agisse de maintenir la paix, de lutter contre les changements climatiques ou de préserver nos océans, et cela nous a valu un respect sans précédent. Si ces réalisations ont en fin de compte été possibles, c'est parce que mon gouvernement a uni le pays, a donné à notre peuple les moyens d'agir et lui a insufflé une forte motivation. Nos citoyens ne cèderont jamais la victoire à ceux qui veulent nous diviser ou faire reculer les Fidji.

Mais tous ces progrès seront menacés si le monde n'écoute pas les voix de nos jeunes et ne réunit pas la volonté collective de lutter contre la menace climatique. Nous, dirigeants de notre propre génération, avons le devoir d'assurer l'avenir de notre planète – de notre seule planète – pour eux et pour les générations à venir. Nous devons définir une vision de toutes les possibilités que le monde pourra saisir lorsque nous adopterons un

avenir sous le sceau de l'énergie durable et un avenir durable pour tous les êtres vivants.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) :  
Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Premier Ministre et Ministre des affaires iTaukei et de l'industrie du sucre de la République des Fidji de l'allocution qu'il vient de prononcer.

*M. Josaia Voreqe Bainimarama, Premier Ministre et Ministre des affaires iTaukei et de l'industrie du sucre de la République des Fidji, est escorté de la tribune.*

*La séance est levée à 15 h 50.*